l'unité

M 2805 - N° 501 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 février 1983



EDITORIAL

ATMOSPHERE, ATMOSPHERE...

PAR NICOLE CHAILLOT

CHANGEMENT à vue dans les gazettes. On ne vend plus la peau de l'ours à droite de crainte d'avoir à s'en tailler une veste au soir du 13 mars. Ce que Claude Estier écrivait ici même il y a déjà quelques semaines — à savoir que les élections municipales étaient loin d'être jouées — vient enfin d'être perçu par les leaders de la droite et leurs porte-voix de la presse.

Ce n'est plus à une valse hésitation ou à un tango que se livrent désormais les hérauts de l'opposition mais à une véritable danse de Saint-Guy. Le plus atteint semblant être Bernard Pons qui, après avoir claironné la reconquête d'une bonne soixantaine de villes, se garde prudemment de donner des chiffres. Car les citadelles de gauche que la droite voyait en rêve tomber dans son escarcelle sont bien défendues par des maires qui ont une gestion solide à mettre en avant.

A avoir voulu à tout prix « nationaliser » ces élections, les hommes de la droite ont oublié que si elles étaient évidemment politiques, les municipales étaient d'abord des élections locales.

Cependant, la prime au sortant n'explique pas tout dans la bonne image que la plupart des maires de gauche gardent dans leur électorat ou alors comment expliquer le raz de marée de 1977 qui avait sorti pas mal de sortants, prime ou pas ?

L'impatience et la soif de revanche de la droite — très souvent alliée à l'extrême droite, on ne compte plus les listes R.p.r. où le Parti des forces nouvelles est présent — qui tablait sans vergogne sur une prétendue absence de mémoire des Français ont fini par faire très mauvaise impression sur ce peuple profondément démocrate. La droite l'oublie sans cesse. Et puis que signifie cette scandaleuse notion d'un « vote de sanction », comme si le gouvernement de la gauche méritait d'être puni et mis au piquet avec un bonnet d'âne ! Pour n'avoir pas tenu ses promesses ou au contraire pour les avoir trop bien tenues ? (Voir le tableau édifiant que nous avons publié la semaine dernière sur ce qui a déjà été fait.)

Il est sans doute vrai que la retraite à 60 ans ou une augmentation substantielle des allocations familiales touchent peu Chirac et les siens. En revanche, il est certain que ces mesures de pure justice sociale ont été très bien accueillies par la majorité des Français.

Les plus malins d'ailleurs commencent à lever le pied. Raymond Barre raminagrobise à qui mieux mieux en prêchant une salutaire « longue marche » à l'opposition. Le conseiller général de Chamalières est muet. Seul Chirac emporté par la vitesse acquise continue sur sa lancée mais on dit qu'il commencerait à douter sérieusement des effets de sa campagne « saignante ».

L'embarras de la presse toute dévouée à la droite fait plaisir à voir. Dans « le Figaro », Xavier Marchetti donne des leçons de modération — un comble pour le quotidien de Robert Hersant qui ressemble chaque jour davantage à un tract — et écrit : « Une once de lucidité politique devrait suffire à calmer certains leaders de l'opposition, plaisants emboucheurs de clairons d'une victoire qui n'est pas encore acquise. »

Quant à l'éditorial de Philippe Tesson dans le « Quotidien de Paris », par ailleurs à hurler de rire, il est très révélateur d'un changement perceptible d'atmosphère. Le « s'en-va-t'en-guerre » de l'organe central du R.p.r. et de l'U.d.f. réunis — nous au moins nous écrivons en haut de la première page « hebdomadaire du Parti socialiste » — commence à se déballonner et explique sentencieusement le peu de succès remporté par les mots d'ordre de la droite, par l'indulgence des Français pour ce « pouvoir socialiste (qui) a pris peu à peu dans ce pays une image à la fois sympathique et ridicule, il n'est pas compétent mais il n'est pas méchant ».

Et si justement c'était la compétence et le sérieux des maires sortants qui s'opposaient aux criailleries de la droite !

SPECIAL MUNICIPALES

CHATELLERAULT: EDITH PROMET... ET ON LA CROIT (page 2)

QUELLE GAUCHE POUR MONTLUÇON? (page 3)

PARIS: UNE BATAILLE DEMULTIPLIEE OU RIEN N'EST JOUE (page 4)

LILLE: UNE ECOLE DE DEMOCRATIE A LA BASE (page 9)

TOURCOING: LA PREMIERE DE LA CLASSE EN CULTURE (page 12)

LE COMPROMIS HISTORIQUE DES PALESTINIENS (page 15)

ROBERT BADINTER, AVEC RAISON ET PASSION (page 17)

SPECIAL MUNICIPALES

CHATELLERAULT: EDITH PROMET ... ET ON LA CROIT

Châtellerault, la ville au bois dormant, n'attendait que le punch désormais légendaire d'Edith Cresson pour se réveiller

(de notre envoyée spéciale)

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

ENGOURDIE sous la neige, Châtellerault ne semble guère affectée par la campagne électorale. Pour l'instant du moins puisque les élections précédentes ont déjà donné lieu à des affrontements parfois violents et que, l'échéance approchant, la cité poitevine devrait s'animer.

« Châtellerault est une ville qui dort. » « Non, c'est une ville qui meurt. » De ce dialogue entre commerçants, au cours d'un déjeuner organisé par la liste de gauche qui brigue aujourd'hui la mairie, l'équipe d'Edith Cresson fait son thème central. A l'occasion de ce banquet, bien des problèmes sont abordés : la municipalité ne fait pas travailler les commerces et les entreprises de la ville, se plaignent les invités d'Edith. « Il faut établir un dialogue permanent entre la municipalité et ses commerçants », répond-elle, promettant de faire appel aux entreprises locales et d'instituer des commissions extra-municipales : « Il y aura autour de chaque adjoint un groupe informel avec qui il pourra travailler, dont il recueillera les avis et les suggestions. »

Autre sujet d'inquiétude : les parkings en centre-ville. Mes voisins de table discutent avec animation de la mauvaise organisation du service de cars. « Nous avons pris l'avis de spécialistes au parti, raconte un des socialistes qui se présente aux côtés d'Edith : ils se sont vraiment demandé comment des horaires aussi absurdes avaient pu être décidés. » En fait, dans tous les domaines, la municipalité précédente semble avoir fui ses responsabilités et évité toute concertation, état de choses auquel l'équipe de gauche pense pouvoir remédier rapidement, sans difficulté majeure...

« Rien n'a été fait ici, ni en matière d'urbanisme ni dans le domaine culturel », résume un autre futur adjoint d'Edith. Le ton de la campagne de la liste de gauche est donné : depuis trois ans, la veuve de Pierre Abelin, qui pousse aujourd'hui son fils sur le devant de la scène, a laissé la gestion de la ville à l'abandon. Edith Cresson promet, et on la croit, de reprendre les choses en main. Son adversaire principal, dernier rejeton de la dynastie Abelin, se contente de l'accuser d'absentéisme et de multiplier des mensonges qui ne doivent guère impressionner une population connue pour avoir la tête sur les épaules. Exemple : à l'occasion du débat organisé par Europe 1, Jean-Pierre Abelin avait refusé la présence du troisième larron, Dominique Jammet, prétendant que l'exclusive venait d'Edith Cresson. « Heureusement, Jammet a eu l'élégance de rectifier, raconte-t-elle. On se sent très désarmé devant quelqu'un qui ment. »

Démenti formel aux assertions de la droite qui cherche à faire croire que les obligations ministérielles de la tête de liste socialiste l'empêcheront de s'occuper avec efficacité de la ville, Edith déploit une activité stupéfiante. Au cours de cette journée très ordinaire de député à Châtellerault, son emploi du temps lui laisse à peine quelques instants de répit. Dans la voiture, régler quelques problèmes d'organisation de campagne : un comité à mettre en place, le journal à sortir en temps et en heure. Puis, au siège du parti, recevoir quelques délégations syndicales. Les représentants de Geiger, d'abord, filiale du groupe Matra, sur qui pèse menaces de licenciements et de réduction d'activité. Edith écoute avec attention, pose deux, trois questions, empoigne son téléphone : un membre du cabinet du ministère de l'Industrie recevra les représentants des syndicats, ensuite, Edith les rencontrera à nouveau, avec leur p.-d.g.



Pascal Lebrun

Madame le ministre de l'Agriculture est une femme rapide.

Elle s'en tire admirablement

Même méthode avec la délégation C.g.t. d'E.d.f. qui vient mettre au courant son député des curieuses opérations de la Régie départementale de distribution d'électricité. En quelques minutes, elle aura obtenu le rendez-vous au cabinet du ministère de l'Energie qui traînait depuis plusieurs semaines.

Entre, ensuite, la petite équipe qui travaille à sauver les entreprises défaillantes de la région. Elle a eu du pain sur la planche et s'en tire admirablement, proposant des plans de financement, convainquant les banques ou les actionnaires de reprendre les activités, rameutant la D.a.t.a.r. pour obtenir des dotations complémentaires. En quelques mois, des entreprises fermées ont été rouvertes, d'autres que la faillite menaçait ont repris vie : sept cas sont évoqués aujourd'hui ; au total, des centaines d'emplois sauvés.

« Il nous fallait d'abord relever ces ruines fumantes, explique Edith Cresson. Mais pour l'avenir, j'ai d'autres ambitions : créer à Châtellerault une antenne industrielle et, pourquoi pas, amener des entreprises nouvelles dans la région. » Pour elle, l'emploi reste le dossier numéro un, le thème central de ses préoccupations. Elle avait ainsi commencé sa journée par une longue visite de l'A.f.p.a. (formation professionnelle des adultes) et devait la finir sur un meeting avec Marcel Rigout.

Ses sujets d'inquiétude principaux : la formation des jeunes femmes, qui devrait s'ouvrir à toutes les activités — « Je dis toujours que les hommes ne sont irremplaçables que dans un seul domaine, la vie privée » — et la suite à donner aux stages d'insertion pour les 16-18 ans que le ministère de Marcel Rigout vient de mettre en place. « Il serait trop dommage de les lâcher dans la nature sans emploi et de perdre ainsi le bénéfice de cette action. »

Un langage direct et clair, qui porte ici. Cette habituée des paris impossibles avait été parachutée à Châtellerault en 1975 pour des législatives et, dès cette première tentative, avait réussi à battre Abelin père d'une centaine de voix sur la ville même. Depuis, elle n'a cessé d'améliorer son score et attaque donc cette élection avec confiance, regrettant seulement que la présence de Dominique Jammet l'empêche vraisemblablement de gagner dès le premier tour. « Les gens d'ici ont une tradition ouvrière, ils comprennent les situations politiques. Et je crois avoir des affinités avec cette ville. » Une ville qui, à son tour, a bien besoin du punch bientôt légendaire d'Edith. ●

Avec une stagiaire de l'A.f.p.a.



Recevant les syndicalistes de Geiger.



Pascal Lebrun

SPECIAL MUNICIPALES

QUELLE GAUCHE POUR MONTLUÇON ?

Puisque, de toute façon, le prochain maire de Montluçon sera de gauche, cette heureuse ville se paye le luxe de primaires "sauvages". A ma gauche, Albert Chaubard, député socialiste. A ma gauche, Pierre Goldberg, maire sortant, communiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

(de notre envoyé spécial)

« L'UNION de la gauche : oui. La mise en cause de l'identité du Parti socialiste : non. » La formule est d'Albert Chaubard, député P.s. de l'Allier. Elle résume bien l'état d'esprit des socialistes de Montluçon : à l'unanimité, ils ont décidé de faire « liste à part », de ne pas se représenter devant les électeurs aux côtés du maire communiste sortant. Le 6 mars 1983, les Montluçonnais auront donc à choisir entre deux listes municipales de gauche : d'un côté, une liste communiste intitulée « liste d'union de la gauche »... mais sur laquelle ne figure aucun socialiste ; de l'autre, une liste socialiste intitulée « liste de rassemblement »... mais sur laquelle ne figure aucun communiste.

Une association de différences

Dissidence ? Bavure ? Lutte fratricide ? « Pas du tout, explique un militant socialiste. L'union, c'est une association de différences, ce n'est pas la prise en otage d'un parti par un autre. Or, depuis 1977, nous étions les otages des communistes. Et ils ne nous proposaient rien d'autre que la reconduction de cette situation. Il fallait en finir. Et le plus démocratiquement du monde, c'est-à-dire en menant le débat directement devant les électeurs. » Ailleurs, on aurait peut-être hésité ou négocié dans les couloirs de la mairie. A Montluçon, les discussions publiques autour du socialisme ne datent pas d'aujourd'hui : c'est à Commentry, à quelques kilomètres de là, qu'a été élue la première municipalité socialiste de France... il y a cent ans ! Heureuse ville qui peut s'offrir un tel luxe ! Puisque, de toute façon, le prochain maire de Montluçon sera de gauche. Les chiffres s'en portent garants : en juin 1981, au deuxième tour des élections législatives, Albert Chaubard a été le député socialiste le mieux élu de la métropole, avec plus de 70 % des voix ; au premier tour, il avait rassemblé 45,75 % des suffrages sur son nom et le candidat communiste 35,75 %, soit un total de 81,50 % pour l'ensemble de la gauche. Qui dit mieux ?

« Entre deux gauches mon cœur balance » : c'est le cas de conscience auquel se trouvent confrontés la majorité des électeurs montluçonnais. Quel maire vont-ils choisir ? Le socialiste Albert Chaubard (1) ? Le communiste Pierre Goldberg ? Sans aucun doute celui qui sera le plus convaincant. Les arguments de Pierre Goldberg sont simples : les Montluçonnais l'ont vu « à l'œuvre » et il a l'intention de « continuer la gestion en cours ». A l'inverse, Albert Chaubard présente une longue mise en cause du bilan et des méthodes de Pierre Goldberg ; et il propose de gérer la ville « autrement ».

Montluçon : quarante-neuf mille habitants. Depuis 1975, elle en a perdu six mille six cents. Pendant la même période, le nombre de chômeurs a pratiquement triplé : il est passé d'un peu plus de mille neuf cents à cinq mille sept cents. Aujourd'hui, 11 % de la population active, c'est-à-dire plus d'un travailleur montluçonnais sur dix, pointe au chômage.

Incontestablement, le tissu industriel, qui faisait la force de Montluçon, est en train de se déchirer. Au cours des vingt dernières années, c'est plus d'une dizaine d'entreprises, employant chacune au moins cent personnes, qui ont fermé leurs portes. Celles qui restent, petites ou grandes, connaissent des difficultés diverses. A Air-Industrie (filiale de Pont-à-Mousson), il y a déjà eu une première vague de licenciements. A C.e.d.a.l. (filiale de Elf-Aquitaine), c'est la bagarre pour empêcher quarante-sept suppressions d'emplois. A Landis et Gyr, une des trois grosses « boîtes » de la ville, les effectifs diminuent d'année en année. Dunlop, pour « tenir le coup », va devoir « dégraisser » dans le courant de 1983. Dunlop à Montluçon, c'est la même chose que Michelin à Clermont-Ferrand : un empire dans la cité, un symbole de l'industrialisation. Quand Dunlop éternue, c'est tout Montluçon qui s'enrhume.



Albert Chaubard.



Le député socialiste de l'Allier avec Pierre Mauroy pour la commémoration du centenaire de la première municipalité socialiste du monde, à Commentry.

« On va à la catastrophe »

Ce rythme de régression est aggravé par trois phénomènes : la population vieillit, les gens qui sont sur le marché du travail sont de moins en moins qualifiés ; il n'y a plus eu aucune création d'emploi dans le secteur tertiaire depuis 1981.

« Si l'on ne prend pas immédiatement des mesures pour renverser la vapeur, dit Albert Chaubard, Montluçon va à la catastrophe. » Il ajoute : « La majorité communiste du conseil municipal, pendant les six années qui viennent de s'écouler, prenant seule les décisions, a prouvé qu'elle n'était pas capable de faire face à cette situation. »

Un exemple d'incohérence : le plan de restructuration de Dunlop. Il s'agit ni plus ni moins que de sauver Dunlop qui, nationalement, est en train de perdre pied et de s'enfoncer dans la spirale d'un déficit chronique. Sauver nationalement Dunlop, c'est aussi sauver l'usine de Montluçon. Après quinze mois de négociations menées sous la responsabilité de Pierre Mauroy, une solution est proposée : les Anglais prêteront la moitié de la somme nécessaire au renflouement de l'entreprise, les banques et le gouvernement français se partageront l'autre moitié. L'usine de Montluçon héritera de plus du dixième de ces prêts ; en compensation, elle devra procéder à cinq cent cinquante-neuf départs en préretraite. Ce n'est peut-être pas l'idéal, mais c'est tout de même mieux qu'une fermeture définitive de l'entreprise. Ainsi ne l'entend pas le maire de Montluçon, qui va, raconte Albert Chaubard, « jusqu'à prôner la révolte, debout sur une table à la cantine de l'entreprise ». Il n'en finira pas moins par dire, le 12 novembre 1982, à Pierre Mauroy : « Nous soutenons le plan de modernisation de Dunlop. »

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Sur d'autres affaires, le maire sortant n'a pas été plus brillant. Chez Rousseau, une entreprise du groupe Boussac Saint-Frères, il a refusé toute négociation : de cinquante à cent emplois auraient pu être sauvés ; il a préféré laisser fermer l'usine. A la Fonderie, la location des locaux de l'usine aurait pu permettre une rapide reprise d'activité : il s'y oppose depuis juillet 1982. « C'est ce qu'on peut appeler, commente Albert Chaubard, la politique du pire. La politique du tout ou rien. C'est de la démagogie pure et simple, de la tactique à très court terme. » Les électeurs apprécieront...

Signe particulier : autocrate

Autre reproche du socialiste Chaubard au communiste Goldberg : les finances de la ville. En 1981, 1982 et 1983, le groupe socialiste a refusé de voter le budget proposé par le maire communiste. Parce que l'endettement municipal est en train de prendre des proportions vertigineuses : 23 % en 1982, 32 % en 1983. Pris dans cet engrenage, le maire finit par contracter des emprunts... pour rembourser les emprunts des années précédentes. Interrogations conséquentes d'Albert Chaubard : « Comment une commune qui n'a plus aucune capacité d'intervention financière peut-elle prétendre avoir une capacité d'intervention économique ? Comment peut-elle intéresser des industriels ? »

La politique fiscale de Pierre Goldberg n'est pas plus judicieuse que sa technique financière : sous prétexte de « faire payer les riches », il a augmenté la taxe professionnelle de 35,80 %. S'il avait voulu décourager les commerçants et les petits patrons de vivre et travailler à Montluçon... il ne s'y serait pas pris autrement. Les socialistes ont eu beau protester contre une décision aussi stupide, il n'en a tenu aucun compte.

Signe particulier de Pierre Goldberg : autocrate. Il fait exactement ce qu'il veut. Ses décisions, en séance du conseil municipal, n'ont jamais été mises aux voix. Il n'a pas cru bon de faire établir le moindre règlement intérieur, ni le moindre compte rendu des débats du conseil municipal. Après avoir embauché une douzaine d'« apparatchicks » communistes qu'il a placés aux postes clefs de la mairie, il n'a pas cru bon d'accorder la moindre délégation à ses « adjoints » socialistes dont il a par contre fait ouvrir systématiquement le courrier !

D'où le ras-le-bol des socialistes montluçonnais qui ont préféré constituer une « liste de rassemblement » composée pour moitié de socialistes et pour moitié de non-membres du P.s. (non-adhérents mais clairement engagés à gauche, puisqu'ils ont tous

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

appelé publiquement à voter pour François Mitterrand en 1981). On comprend qu'ils rêvent de voir Montluçon « prendre un autre chemin ».

Un autre socialisme pour Montluçon ? Albert Chaubard l'esquisse : « Bien sûr, il y aura des erreurs à corriger, des oublis à combler : désengorger la circulation dans le centre-ville, pratiquer un véritable îlotage policier dans toute l'agglomération, etc. Mais il y aura plus important : rétablir la situation économique et démocratiser. L'emploi est la première urgence. Pour créer des emplois, il faut avoir une politique d'équipement industriel qui soit compétitive avec celle des autres villes. C'est pourquoi, dès que je serai élu maire, je créerai une agence de développement économique ; je re-situerai clairement Montluçon dans son contexte régional, pour qu'elle redevienne véritablement la deuxième ville de la région Auvergne ; et je ferai en sorte que la municipalité redevienne l'agent d'un dialogue social retrouvé. »

Le choix n'est pas si compliqué

Démocratiser ? Albert Chaubard s'enflamme : « Les communistes ont tenté de tout municipaliser : l'aide sociale, les cantines des écoles, les sports, les centres aérés, le planning familial, etc. Là ils ont échoué, ici ils ont réussi. Mais le résultat de tout cela, c'est qu'ils ont étouffé la vie associative. Alors, il va falloir « démunicipaliser » et rendre vie et autonomie aux associations. Aux quartiers aussi, qui vont enfin pouvoir être consultés par l'intermédiaire de délégués ou au sein de commissions extra-municipales que j'ai l'intention de créer. » Chaubard rêve aussi de « décloisonner » la culture que les communistes avaient découpée en tranches : « culture pour les vieux », « culture pour les jeunes », « culture pour les gens cultivés », etc. Finis les ghettos ! Si Chaubard gagne, il y aura du métissage dans l'air ! Et du mélange de genres : le Centre national de création artistique (nouvellement installé par le ministère de la Culture) devra côtoyer les synthétiseurs, l'informatique et la mécanique. « Parce qu'il n'y a aucune raison, explique Albert Chaubard, que la culture soit coupée de la vie, que les nouvelles technologies soient exclues du domaine culturel et que seule la culture « classique » soit mise en avant. » Tiens, ça me rappelle un récent discours en Sorbonne...

Bref, le choix n'est pas si compliqué : ou bien Montluçon continue à s'enfoncer dans l'endettement et l'autoritarisme ; ou bien Montluçon décide de redresser la barre et de renouer avec la démocratie. Il appartient aux électeurs de gauche de décider en connaissance de cause. En toute sérénité.

L'ennemi ? Ah, oui, bien sûr, vous voulez parler de la droite.... J'ai bien regardé autour de moi : je ne l'ai pas rencontrée, même pas entr'aperçue. Si elle existe vraiment, à Montluçon, je vous assure qu'elle fait tout pour que ça ne se sache pas trop ! ●

(1) Député P.s. de l'Allier, Albert Chaubard est aussi vice-président du conseil régional d'Auvergne, délégué national du P.S. pour les problèmes d'énergie, rapporteur du budget de l'énergie à l'Assemblée nationale, membre de l'Agence nationale d'information touristique, etc.

PARIS: UNE BATAILLE DEMULTIPLIEE OU RIEN N'EST JOUE

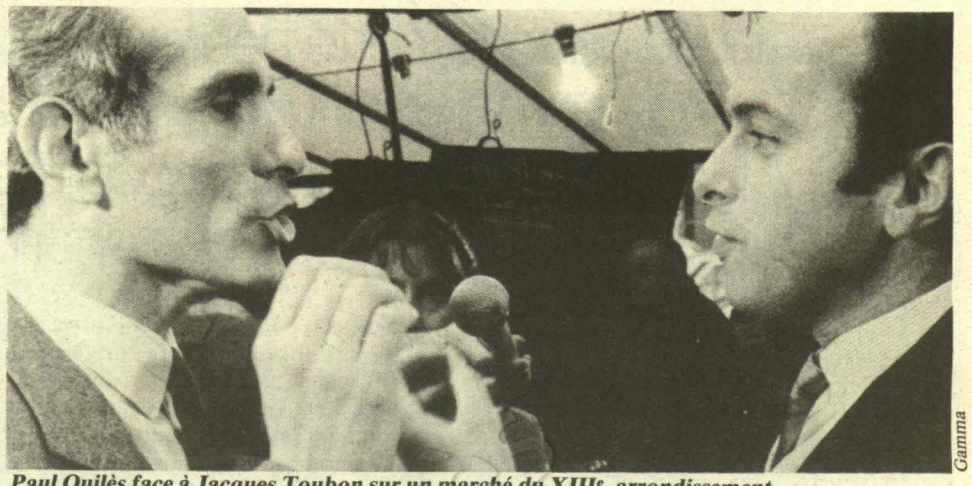
Par ANTOINE VIOLET

QU'EST-CE qui fait courir Jacques Chirac d'un quartier à l'autre de Paris ? Rendant compte l'autre jour d'une de ces visites éclair que le maire effectue dans les arrondissements, « France-soir », qui n'est pas avare de brosse à reluire envers le maire de Paris, le comparait à un « typhon », ce qui en dit long sur le type de rapports que Chirac entretient avec ses administrés. Suivi d'un commando de « gros bras » et généralement d'un peloton de journalistes emmenés en autocar de l'Hôtel de Ville, il serre trois mains dans un coin, embrasse un enfant dans un autre, s'engouffre dans un bistrot pour avaler un café au comptoir, répond à une vieille dame qui l'interpelle que « sa collaboratrice » va s'occuper de son problème, à une autre qui se plaint de l'état de son logement qu'il prend note et qu'« on » va arranger ça, envisage même de redessiner (sic) la place de la Concorde... Le tout au pas de charge. Un typhon, vous dit-on, qui laisse les passants éberlués...

Qu'est-ce donc qui fait ainsi courir Chirac, alors que les sondages paraissent l'assurer d'une facile victoire ? Peut-être le sentiment que les chiffres de ces sondages sont un peu forcés et que la compétition électorale est plus serrée qu'il le pensait au départ. Le voilà en tout cas qui multiplie les promesses et les plans : contre le bruit, pour la rénovation de l'habitat, pour l'amélioration de la circulation, pour la propreté en profondeur (sic). Mais promesses et plans à sens unique, car lorsque France-Inter propose d'organiser ce jeudi un face à face Chirac-Quilès, ce foudre de guerre qu'est le président du R.p.r. se dérobe et renvoie le candidat de la gauche à la mairie de Paris à un débat avec Toubon, candidat dans le XIII[e] arrondissement ! Décidément, Chirac aime parler fort mais tout seul !

Il n'y a plus guère que « le Quotidien de Paris » pour imaginer — et encore sans grande conviction — que Chirac pourrait emporter le superbanco, c'est-à-dire avoir la majorité dans tous les arrondissements de Paris. Tout indique au contraire, y compris les derniers sondages qui viennent d'être effectués pour « le Point » et France-Inter dans les XIII[e] et XVIII[e] arrondissements, que l'électorat de gauche tient bon et que les équipes chiraquiennes ne progressent guère dans les arrondissements tenus à l'heure actuelle par la gauche, qui s'est à nouveau rassemblée sur des listes ouvertes à tous les courants qui composent la majorité présidentielle (P.s., P.c.f., M.r.g., P.s.u., gaullistes de gauche) ainsi qu'aux militants de l'Alliance écologique (Jean-Claude Delarue) et à de nombreux représentants de mouvements associatifs.

Les choses vont même encore moins bien pour Chirac puisqu'il n'est même pas assuré de conserver le XIV[e] arrondissement où Edwige Avice mène une campagne particulièrement dynamique contre le premier adjoint du maire de Paris, Christian de la Malène, qu'elle a déjà battu à deux reprises dans la circonscription législative qui constitue une partie de cet arrondissement.



Paul Quilès face à Jacques Toubon sur un marché du XIII[e] arrondissement.

Gamma

L'autre ministre en lice dans cette bataille parisienne, Jack Lang, qui fut élu en 1977 avec Georges Dayran, affronte Jacques Dominati, l'homme qui a livré l'U.d.f. parisienne à Chirac, ce que beaucoup de ses électeurs n'ont pas apprécié. Les chances du ministre de la Culture sont donc très sérieuses.

Dans les cinq autres arrondissements tenus par la gauche, les chefs de file chiraquiens, partis avec de grands moyens et des prétentions démesurées, se heurtent à une résistance insoupçonnée. Dans le XI[e], l'ancien député R.p.r. Alain Devaquet, bien faiblement secondé par un ex-radical de gauche passé à droite, n'arrive pas à mordre sur Georges Sarre, fortement implanté non seulement dans sa propre circonscription législative mais, avec l'appui de Guylaine Toutain, également député, et de Christiane Schwartsbard, conseillère communiste sortante, dans l'ensemble de l'arrondissement.

Le bouillant député R.p.r. Jacques Toubon croyait tout casser en se faisant parachuter dans le XIII[e] arrondissement au grand dam de ses électeurs du XV[e]. Il doit aujourd'hui déchanter. Il n'a même pas réussi à gêner Paul Quilès dans sa campagne parisienne. Et dans le XIII[e] même, la liste conduite par le candidat de la gauche à la mairie de Paris dispose d'une avance notable sur celle de son adversaire, qui n'a finalement trouvé que de bien pâles colistiers et a dû faire appel au soutien de Simone Veil qui, pour la circonstance, s'est départie de l'image modérée qui lui vaut la faveur des sondages pour se transformer en militante chiraquienne de choc.

Parachutage également dans le XVIII[e] où le « conseiller économique » de Chirac, Alain Juppé, qui n'a pas la moindre attache avec l'arrondissement — il est président de la fédération R.p.r. des Landes, où il a déjà été battu deux fois aux élections —, a soufflé la tête de liste à l'ancien député U.d.f. Roger Chinaud en lui promettant, en cas de victoire, la mairie d'arrondissement. Combinaison douteuse, dénoncée par les candidats de la liste de gauche conduite par Lionel Jospin entouré de Claude Estier, Louis Baillot, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant, tous conseillers sortants et qu'ont rejoints des militants associatifs particulièrement actifs à Montmartre.

Le XIX[e] est, avec le II[e], l'un des deux arrondissements où l'accord national P.s.-P.c. du 22 décembre 1982 a laissé la tête de liste aux communistes. C'est donc Paul Laurent, ancien député de l'arrondissement, qui conduit la liste de rassemblement de la gauche qui comprend aussi les deux députés socialistes, Manuel Escutia et Alain Billon, la secrétaire générale du P.s.u., Huguette Bouchardeau et la secrétaire de la fédération de Paris du P.s., Nicole Bricq. La situation se complique dans cet arrondissement du fait de la présence d'une autre liste de gauche, celle que conduit Henri Fiszbin qui se réclame également de la majorité présidentielle. Le total des voix de gauche devrait cependant dépasser sensiblement au second tour celui que peut espérer réunir l'ancien député Jacques Féron qui fait un peu figure de « has been » dans cet arrondissement populaire.

Dans le XX[e] enfin, Michel Charzat, député de l'arrondissement suivi du leader parisien du P.c.f., Henri Malberg et de plusieurs conseillers sortants, connus depuis longtemps de la population, est bien placé face à l'ancien député radical de droite, Didier Bariani, qui se raccroche de toutes ses forces à Chirac. C'est aussi dans cet arrondissement que l'extrême droite présente une liste conduite par Jean-Marie Le Pen.

La compétition parisienne ne se limite d'ailleurs pas aux listes chiraquiennes et à celles de rassemblement de la gauche. L'extrême droite est présente dans plusieurs arrondissements. L'extrême gauche aussi, sur des listes regroupant Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire. On trouve également, dans plusieurs cas, des listes baptisées « Union des libéraux », qui se réclament de l'opposition, et des listes écologistes qui, suivant leur tradition, ont déjà fait savoir qu'elles ne donneraient aucune consigne de vote au second tour.

Compte tenu de toutes ces données, il reste donc bien difficile de savoir comment se répartiront les 163 sièges du futur Conseil de Paris (au lieu de 109 actuellement). D'autant que le nouveau système électoral, combinant le scrutin majoritaire et une part de proportionnelle, assurera une représentation de la minorité dans chaque arrondissement, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. La composition sociologique de Paris assure depuis longtemps une majorité à la droite, ce qui semble donner raison à ceux qui considèrent comme certaine la victoire de Chirac. Mais Paul Quilès, qui mène une campagne sereine, concrète et pédagogique sur chacun des grands problèmes qui intéressent vraiment les Parisiens, a raison de dire que « rien n'est joué » ! ●

SPECIAL MUNICIPALES

Paris : un bus nommé désir

Il faut à Paris un véritable plan de circulation qui laisse enfin place aux autobus, aux deux-roues et aux piétons. Mais le courage politique semble manquer à Chirac qui se cramponne à son volant

PAR PIERRE-YVES POINDRON

REDUIRE la circulation automobile pour laisser un peu de place à d'autres moyens de transport ? Aux bus, par exemple ? Cela se fait à Londres, à Bologne, Trèves, Brême, mais on n'en a pas la volonté politique à Paris. A Paris, la voiture est encore omniprésente et le plan de circulation est toujours pensé en fonction de cette dévoreuse d'énergie, d'espace et de temps. On creuse des parkings en plein cœur de la capitale, près de l'Hôtel de Ville ; on fore des voies souterraines, sous les Halles ; on truffe les trottoirs de parcmètres... et les automobiles et les bus circulent toujours aussi mal. On a recours à l'électronique : 43 carrefours sont déjà équipés de feux « synchronisés ». Mais ces gadgets électroniques ne résolvent rien. Les « horloges de synchronisation », reliées à un ordinateur, devaient être un remède miracle, faire gagner 10 % de fluidité. Admettons. Hélas ! la circulation automobile, c'est un peu comme un liquide : dès qu'il y a un espace de libre, elle s'y engouffre et il y a gros à parier que cette « fluidité gagnée » n'aura qu'un temps. L'automobile attire l'automobile. Hélas ! pareille synchronisation coûte cher. Et les solutions sont plus simples.

Il faut à Paris un véritable plan de circulation qui n'oublie pas que la chaussée et ses bas-côtés, pour bitumés qu'ils soient, sont aussi faits pour les autobus, les deux-roues... et les piétons, continûment mis à la portion congrue. Il faut tout à la fois dissuader la circulation automobile et améliorer les services de bus, réhabiliter le tramway là où il a parfaitement sa place (les boulevards circulaires, par exemple), protéger efficacement les deux-roues (ne faisons pas d'ironie facile sur les 30 km de bandes vertes dites cyclables)... et rendre les contre-allées aux passants. Un partage équitable de la voirie s'impose. A Nantes, à Clermont-Ferrand, à Grenoble, à Reims, à Chambéry, à Metz et ailleurs, on l'a compris. A Paris ? Le courage politique semble manquer à l'actuelle municipalité. A croire qu'un automobiliste est trois fois plus râleur qu'un piéton et que vouloir le rendre plus urbain est électoralement dangereux. Bref, on continue de modeler la ville aux exigences de l'automobile.

Ce n'est pourtant pas la mer à boire. De l'avis de la R.a.t.p., il suffirait de réduire de 10 % la circulation automobile pour que bus et voitures circulent déjà mieux. Actuellement, les autobus de la R.a.t.p. se traînent à la vitesse commerciale de 9,9 km/h de moyenne à Paris et en banlieue à la vitesse de pointe de 13 km/h. Malgré les couloirs « réservés », malgré le secours de l'électronique, malgré, malgré, malgré... la vitesse horaire des bus est la même depuis dix ans ! Trop de voitures ventouses ! Trop de véhicules en stationnement illicite ! L'après-midi, les 250 000 places autorisées font l'objet de convoitises acharnées... Les conducteurs tournent et retournent à la recherche de LA place libre : temps perdu, énergie gaspillée, laborieux créneaux et incessant ballet qui obstruent la chaussée ; 60 000 véhicules en stationnement interdit embouteillent les rues étroites, s'accrochent aux bas-côtés, envahissent les couloirs réservés et les contre-allées où on les tolère. Rapportée au nombre de personnes transportées, une voiture en stationnement durant huit heures occupe soixante fois plus d'espace qu'un autobus qui, lui, circule toute la journée (voir tableau). D'après la revue « Transports urbains », une simple réduction de 6 % de la circulation automobile ferait gagner aux habitants de la région parisienne 120 millions d'heures par an, économiserait 11 % d'énergie et libérerait 2 millions de mètres cubes. Faites les comptes...

Les solutions proposées n'ont rien d'utopique, rien de révolutionnaire. Ecoutons, par exemple, l'Association des usagers des transports et de la rue pour la défense de l'environnement (Autre). Pour cette association, il faut rendre attractif les transports en commun de surface. Mais comment les rendre attractifs s'ils ne peuvent circuler correctement ? Alors, bien sûr, il ne s'agit pas d'interdire la voiture, mais d'en dissuader l'usage toutes les fois où elle n'est pas indispensable... disons « de la canaliser ». Le développement des transports en commun ne portera ses fruits que si on consent parallèlement à restreindre la place de la voiture.

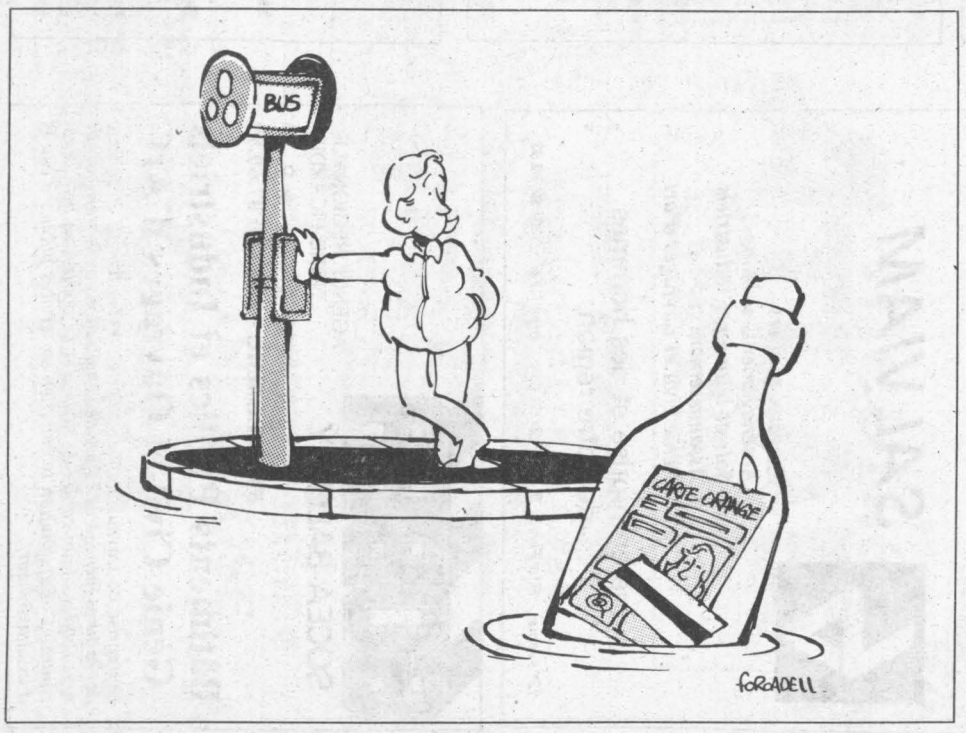


Réduction de la circulation automobile et promotion du bus (ou du tramway ou des deux-roues) sont comme les faces d'une même pièce de monnaie. On pourra élargir toutes les chaussées, multiplier les files de circulation, augmenter les parcmètres, remuer la terre pour des voies souterraines et des parkings, rien n'y fera. Au contraire, la situation ne fera qu'empirer. La politique des grands travaux pour la voiture et pour elle seule ne fait qu'aspirer de nouveaux véhicules. Et c'est bientôt le retour à la situation antérieure. Encore une fois, c'est le plan de circulation qu'il faut concevoir de façon radicalement différente. « De nombreuses villes européennes ont imaginé des solutions, constate l'Autre : rues réservées aux piétons et aux autobus ou aux tramways, avenues avec double couloir central réservé à ces mêmes véhicules, voies autobus damées à la peinture dans les carrefours, bandes cyclables sur les grands axes, « cours urbains », restriction du stationnement dans le centre-ville, tramways modernes et silencieux... Des villes comme Londres, Amsterdam, Nottingham, Göteborg, Munich n'ont pas hésité à décourager le transit automobile au bénéfice de tous les autres modes de déplacement. » Mais à Paris, on se cramponne au volant.

Néanmoins, les associations ont quelques motifs de satisfaction. Depuis dix-huit mois, la nouvelle politique de la R.a.t.p. mise sur la diversification des moyens de transport et leur complémentarité. Le métro est allé jusqu'où il devait aller. Le tramway est sérieusement envisagé pour prendre le relais, notamment en banlieue : on y songe pour la rocade Saint-Denis-Bobigny. Des sites propres, matérialisés, réservés au bus existent à Colombes, à Levallois. Le projet Aramis, petite cabine sur rail, est simplifié. Des autobus articulés feront, dès cette année, leur apparition (lignes 83 et 91). D'autres, de plus petit gabarit, qui desservent la butte Montmartre, viennent d'être inaugurés récemment. Le parc métro est modernisé. Bref, les points de vue usagers-R.a.t.p. tendent à se rapprocher.

Le ministre des Transports manifeste également cette volonté d'accorder priorité aux transports en commun sur la voiture en ville. Le remboursement par l'employeur de 40 % du transport « domicile-travail » en témoigne, comme la suppression des surtaxes existant sur les prolongements de certaines lignes de métro en banlieue. Le développement de parkings aux gares S.n.c.f. en banlieue compléterait cette panoplie de mesures. On pourrait même envisager leur gratuité pour les détenteurs de la carte orange. Les transports en commun ne sont plus les transports « du pauvre ». Les travaux du groupe « Transports » du IX[e] plan leur font même une très bonne place.

Paris suivra-t-il ? Tout dépendra des élections. Car, même si le programme de la gauche ne reprend pas toutes les propositions mentionnées ci-dessus, il y a une marge entre ses intentions et la politique actuelle de la municipalité sortante. Celle-ci n'a pas encore compris que la voiture en ville, c'était... ARCHAÏQUE. ●



Les bus en quelques chiffres

Nombre de voyageurs par an :
Autobus Paris : 316,6 millions.
Métro : 1 milliard, 129 millions.
R.e.r. : 264,4 millions.
Autobus banlieue : 410,4 millions.
Nombre de lignes de bus :
55 à Paris.
136 en banlieue.
L'ensemble totalise 2 101 Km de trajets.
L'ensemble des autobus parcourent 140 millions de Km par an.
Couloirs à Paris : 106 Km.
15 % des lignes ont le dernier départ avant 21 heures.
54 % des lignes ont le dernier départ avant 21 h 30.
29 % des lignes ont le dernier départ après 24h.
Il y a à Paris 53 800 places payantes de parkings dont 27 175 à titre résidentiel (horodateurs).

FOUGEROLLE

INDUSTRIEL
DU BATIMENT,
DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA ROUTE

3, avenue Morane-Saulnier
- B.P. 46-78140
VELIZY-VILLACOUBLAY -
Tél. : 946.96.60

PUBLICITE

Tarnord, petite Société Régionale, est spécialisée dans la fabrication et la mise en oeuvre d'enrobés bitumineux.

Deux postes d'enrobage, d'une capacité globale instantanée de 300 tonnes/heures environ, lui permettent une grande souplesse de fabrication et une disponibilité quasi permanente. En plus de la gamme de tous les enrobés classiques, Tarnord fabrique également des enrobés teintés en rouge et un enrobé stockable à froid.

Ce dernier permet des interventions rapides pour réparer des nids de poules ou refermer des tranchées ; donnant ainsi la possibilité de repousser une réparation définitive.

Ses deux équipes de mise en oeuvre permettent à Tarnord de répondre aux désirs du particulier comme aux besoins des collectivités locales ou régionales.

En participant à la création d'une Société de rabotage, Tarnord a aggrandi son domaine d'activité. Elle a ainsi à sa disposition deux fraiseuses à froid, d'une largeur de travail de 1,92 m, l'autre de 0,5 m.

Ainsi avec le même interlocuteur, le Maître d'Oeuvre peut faire disparaitre un revêtement détérioré et reposer un nouveau tapis sans avoir à modifier la hauteur des bordures ou des glissières de sécurité. De même l'accrochage des tapis, le long des rives des caniveaux n'est plus un problème:

TARNORD
ZI. BP.18
59147 GONDECOURT

SALVIAM

Travaux routiers
Aménagements urbains
Sols et bâtiments industriels
Assainissement
Génie civil et ouvrages d'art

une entreprise et des hommes
de votre région

49-783

12e avenue - Port Fluvial B.P. 17 59004 Lille Cédex - Tél. : (20) 92.70.33

Société Nouvelle des Entreprises ***LECAT***

Terrassements - Assainissement
Adduction d'eau - Génie Civil - Bâtiments
Industriels - Ouvrages d'Art
Travaux fluviaux & Maritimes

Siège social : **61, rue Saint-Fursy**
80200 PÉRONNE - B.P.21 Péronne
Tél. (22) 84.15.46 - Télex 150 377

Agences à :

AMIENS (80000), 70 bis, rue Maberly
Tél. (22) 43.22.82 - Télex 150 384
HERSIN-COUPIGNY (62530), rue Dhesse
Tél. (21) 66.32.20
LILLE (59000), 12, rue Port Fluvial
Tél. 92.72.11 - Télex 132 197
MONTREUIL (62170), Zone d'Emploi - B.P.46
Tél. (21) 06.08.32
PÉRONNE (80200), rue de Rocogne
Tél. 84.23.50 - Télex 150 377

21 — 403

SOBEA

SOCEA-BALENCY

AGENCE REGIONALE
NORD-PICARDIE

9, rue de Rivage - B.P. 67
59160 LOMME - Tél. (20) 07.60.99

Bâtiments Publics et Industriels
Génie Civil et Ouvrages d'Art

Entreprise de travaux publics et privés - Traitement et collecte des ordures ménagères - Pose de canalisations pour transport de tous fluides - Fabrication de tuyaux et de poutres en béton précontraint - Exploitation et entretien de services publics d'eau et d'assainissement.

BEUGNET

Siège social : 53, Bd Faidherbe - B.P. 966 - **62033 ARRAS** cedex
Téléphone **(21) 55.10.00** - Télex 110.618

Beugnet Nord : 32, Place Gambetta - **59290 WASQUEHAL**
Téléphone **(20) 72.72.54** - Télex 160.219

Bureaux à :
MAZINGARBE, CITE N° 7 - Tél. (21) 72.04.66 - (21) 72.06.22
CALAIS, Coquelles, route nationale - **Tél. 96.16.98**
DOUCHY-LES-MINES, route d'Haspres - **Tél. 44.40.77**

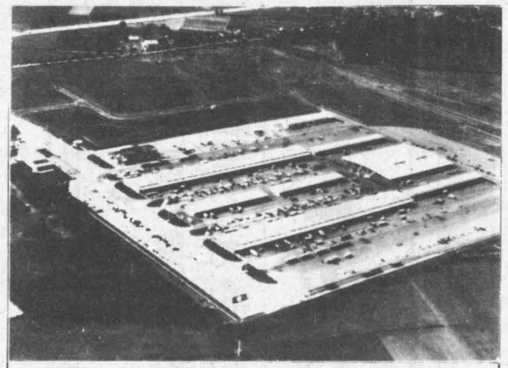
Entreprise LAMBLIN

Travaux publics
Voies ferrées

Siège Social :
Rue de l'Albeck
Z.I. de Petite Synthe
B.P. 90
59640 DUNKERQUE
Tél. (28) 60.12.28 +

Agence :
3, Route de Verlinghem
B.P. 27
59130 LAMBERSART
Tél. (20) 92.24.61 +

Société Anonyme
au Capital de 792 000 F
régie par les articles 118 à 150
de la loi du 24 Juillet 1966



entreprise générale
de travaux publics et industriels

établissements
Michel Aubrun

27, bd Montebello
59006 Lille Cédex
Tél. 57.06.93

marché d'intérêt national, communauté urbaine de

Agence de Rouen
92, rue de Stalingrad
76140 Le Petit-Quevilly
Tél. : 62.01.01

ERTP

TRAVAUX PUBLICS
& BATIMENT

Entreprise Régionale
de Travaux Publics

Société Anonyme
au Capital de 700.000 Francs

Siège Social Dépôt et Ateliers :

244, rue du Fbg des Postes
59000 LILLE
Téléphone : (20) 97.14.04

INSEE 311 032 569 00015
APE 5513

Ets HUYS - HEUNET

20, rue de Lille
59710 AVELIN

S.A. au capital de 530.000 F

TRAVAUX PUBLICS
ET PARTICULIERS

VOIRIE - ASSAINISSEMENT
RESEAUX DIVERS

Devis gratuit sur demande

Siège : 20, rue de Lille - 59710 AVELIN
Téléphone : 32.91.74



*l'eau... c'est la vie!

- Adduction et distribution d'eau potable.
- Réseaux d'assainissement.
- Eaux agricoles et industrielles.
- Captages, forages et sondages.
- Traitement de l'eau potable.
- Génie civil et ouvrages spéciaux.
- Fonçages horizontaux.
- Entretien et gestion des réseaux.
- Pipe-lines et feeders.

sade

Compagnie générale de travaux d'hydraulique

36, rue Nationale
Ste-Catherine-lez-Arras
62223 St-Laurent-Blangy
Tél. : 23.07.12

63 — 767

TAR nord

FABRICATION
ET MISE EN OEUVRE
D'ENROBES
BITUMINEUX

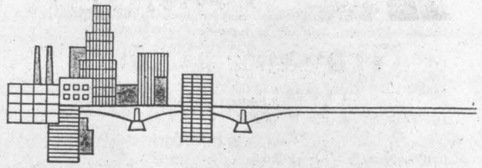
Routes
Parkings
Entrées
de garage, etc.

59147 GONDECOURT
Tél. : 90.33.87

---

st[é] nationale de construction **Quillery**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 173.388.500 FRANCS



DIRECTION RÉGIONALE
14, Rue du Coq Français
59052 ROUBAIX CEDEX

Tél. : (20) 73.92.22 +
B.P. 119
Télex QUILNOR 160261 F

25 — 054

ROUTES
ASSAINISSEMENT
V.R.D.
TERRAINS DE SPORTS
TENNIS

SCREG NORD

Siège social : avenue de la Gironde
59640 DUNKERQUE - PETITE-SYNTHE - Tél. : (28) 24.00.00

Agence de LILLE
132, avenue Victor-Hugo, 59160 LOMME - Tél. : (20) 09.60.30

Agence de BOULOGNE
Les Cent-Dunes, 62360 CONDETTE - Tél. : (21) 91.35.22

Agence de SAINT-OMER
Rue Rembrandt, 62500 LONGUENESSE - Tél. : (21) 98.27.78

ALLOTOBUS... VOUS ETES EN LIGNE!

Pour tout savoir sur les lignes, les tarifs, les horaires, etc... un seul numéro:



les nouveaux transports de la Métropole. tcc

La S.A.E.N. : un outil performant au service des collectivités locales du Nord

La Société d'aménagement et d'équipement du Nord (S.A.E.N.) a tenu hier, son assemblée générale.

Celle-ci a pu constater que la situation de gestion de cette société d'économie mixte est bonne :
— Depuis 1978, elle équilibre sans défaillance son résultat d'exploitation en améliorant ses réserves.
— Son chiffre d'affaires est en croissance constante, supérieure au taux d'inflation.

Créée, à l'origine, par le département du Nord et la Caisse des dépôts et consignations, puis par une fusion de cette société départementale avec une société similaire existant dans la région de Roubaix-Tourcoing, la S.A.E.N. compte de nombreux actionnaires : le Département et la Caisse de dépôts, qui, à eux deux, possèdent 55 % des actions, la Communauté urbaine de Lille, les villes de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, les Offices H.L.M., de C.I.L., la Chambre de commerce et d'industrie.

Un nouveau développement

A l'origine, la S.A.E.N. a été créée pour réaliser au service des collectivités locales (Z.U.P., Z.A.C., etc.). Elle garde cette image de marque. Mais, en fait — explique son directeur général, Bernard Carton, conseiller général du Nord — elle a beaucoup diversifié son action et est devenue un outil performant, avec un personnel très qualifié, prêt à engager une nouvelle politique dans le cadre de la décentralisation, au service des collectivités locales du département.

La décentralisation, en accroissant la responsabilité des collectivités locales, va renforcer leur initiative. De même, la relance de la planification, et notamment de la planification régionale, va également se traduire par une relance de l'activité d'aménagement. Enfin, le gouvernement tend à élargir le champ d'intervention de l'économie mixte, l'étendant à la plupart des compétences des collectivités locales.

Tout cela doit inciter la S.A.E.N. à l'inflation et à l'innovation. Ce sera un facteur primordial du développement de son activité.

D'ailleurs — constate Carton — la S.A.E.N. avait déjà amorcé ces dernière années, pour répondre aux demandes des collectivités locales, une évolution importante qui en fait aujourd'hui un outil de travail bien adapté à ce nouveau contexte.

Ainsi, elle intervient en centre-ville pour l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, et pour le développement social des quartiers. Elle intervient pour des petites opérations dans les communes moyennes. Elle réalise des équipements publics pour les communes, jouant pour elles le rôle du maître d'ouvrage délégué.

Davantage de personnel

Au cours des cinq dernières années, le personnel de la S.A.E.N. est passé de 33 agents en 1977 à 58 agents en 1981, sans doute 63 fin 1982. Elle fait, en outre, travailler, un personnel local d'un nombre équivalent.

Le personnel s'est ainsi transformé. C'est un personnel plus jeune en moyenne, la majeure partie du responsable d'opération a entre 30 et 35 ans : c'est aussi un personnel plus qualifié en formation initiale (architecte, socio-économiste, etc.) et en expérience professionnelle, dont on peut constater qu'elle est plus diversifiée.

Le savoir-faire de la S.A.E.N. et son opérationnalité s'en trouvent modifiés et certainement élargis, de sorte que la S.A.E.N. est aujourd'hui capable de répondre à beaucoup plus de problèmes différents que peuvent lui poser les communes.

Son ambition est d'offrir à toutes les collectivités locales du Nord, quelle soit leur taille ou leur localisation, un outil performant et compétent à leur service, étroitement contrôlé par les élus qui le font travailler.

M. Carton a évoqué le problème de l'Epale (Etablissement public d'aménagement de Lille-Est), qui emploie 80 personnes, un important potentiel de matière grise dans le même domaine que la S.A.E.N. et est appelé à disparaître, La S.A.E.N. — dit-il — ne peut reprendre une équipe entière immédiatement, encore moins toutes les équipes... Mais — dit-il — elle peut servir de structure d'accueil et prête à engager avec la Région, le Département, l'Etat, la Communauté urbaine, la commune de Villeneuve d'Ascq une réflexion pour éviter la dispersion des équipes.

S.A.E.N.

Siège social : **326, rue du Général-de-Gaulle, 59370 MONT-EN-BAROEUL**
Téléphone (20) 04.45.50

Agences : **Valenciennes, 43, avenue du Général-Horne, 59300 VALENCIENNES**
Téléphone (27) 47.35.40
Roubaix, 63/65, rue Archimède, 59100 ROUBAIX
Téléphone (20) 73.22.28
Dunkerque, 130, rue Gembloux, 59240 DUNKERQUE
Téléphone (28) 69.00.76

37 — 005

---

meubles ATLAS CLAINQUART



c'est quand même AUTRE CHOSE

WATTIGNIES	WATTRELOS	PETITE-FORET
R.N. 25 Lille/Seclin (près mairie)	Boulevard des Couteaux (Sapin Vert)	Centre Cial. Autor. A 27 Sortie 7
Tél. 95.47.06	**Tél. 36.50.50**	**Tél. 33.66.77**

claisse assainissement du nord
9, rue Robert-Schuman - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL -
Tél. : 51.47.80

ASSAINISSEMENT
CANALISATIONS
STATIONS D'EPURATION
STATIONS DE RELEVEMENT

62 — 107

JEAN LEFEBVRE
travaille pour vous

terrassements et travaux routiers
régénération de chaussées
sols sportifs
production de matériaux

des hommes de la région
qui participent à son développement
4e Avenue Port Fluvial - BP 91 - 59003 LILLE CEDEX
Tél : (20) 44.01.01

Entreprise Générale d'Electricité
POTIGNY s.a.
8, rue Dupetit-Thouars - 59000 LILLE
R.C. 76 B 128 LILLE **Tél. : (20) 52.52.29**
Haute et Basse Tension
Industrie - Bâtiment
Equipements - Automatismes
Agencements Magasins - Bureaux
Chauffage Electrique - Isolation

Jacques Barbieux
ENTREPRISE DE BATIMENTS
COUVERTURE
PLOMBERIE
SANITAIRE
CHAUFFAGE
78, rue Malsence
59000 LILLE
Téléphone : (20) 56.78.77
27 — 051

installations et équipements industriels d'électricité et d'instrumentation
1. production, transport, transformation et distribution de l'énergie électrique.
2. automatismes, régulation, instrumentation.
3. contrôle par systèmes de télésupervision et télétransmission.
GTM ENTREPOSE ELECTRICITE
AGENCE DE LILLE - 51, rue Trémière b.p. 121
59653 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX
Tél. : (20) 05.36.90. télex GTME LILL. 810.891
Siège Social : 61, av. Jules Quentin 92003 Nanterre
Direction Générale : TOUR OUEST 64, rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre
Tél. : (1) 725.92.50 — Télex GTMNT 611306 F EXT XVXV ... 50 +)

pintex
467, avenue de Dunkerque - B.P. 34
59160 LOMME
Tél. : (20) 92.36.82 - 92.47.12
dans le cadre de la Communauté Urbaine de Lille
une équipe dynamique à votre service depuis 1957
pour vos travaux de
Peinture - Revêtements muraux
Vitrerie
Couverture - Bardage

MICHEL GEORGE, GÉRANT
TRAVAUX ANNEXES DE LA ROUTE
- Cours d'écoles
- Allées de jardins
- Trottoirs enrobés rouges, noirs pavage style, etc.
- Aménagement de terrains
- Exécution de tous travaux de voirie
- Réseaux divers

Bureau 34.81.69
3, rue de Cysoing
59780 BAISIEUX

tout pour bâtir tpb
CARRELAGES
SANITAIRES - BOIS
CHASSIS - PORTES ENTREE
PANNEAUX
ET TOUS MATERIAUX
DE GROS-OEUVRE
SALLE D'EXPOSITION 400 m² CARRELAGE SANITAIRE
25, RUE FRANÇOIS-MERIAUX 59150 WATTRELOS
Tél. 75.75.99
61 — 806

COCHERY et MEURIS COCHERY
Travaux Publics - Canalisations - Electrification
Région Nord Pas-de-Calais
1ère rue - 1ère Avenue - Port Fluvial
B.P. COCHERY 22 - B.P. MEURIS COCHERY 9
59211 SANTES - Tél. : (20) 38.61.60
Télex : COCHERY - 132416

COCHERY
Routes - Canaux - Aérodromes - Sols Industriels - Produits spéciaux
Laitiers - Enrobés - Revêtements superficiels - Assainissement.
AGENCES :
SANTES : Tél. : (20) 38.61.60
AULNOYE AYMERIES : Tél. : (27) 39.01.67
ISBERGUES : Tél. : (21) 02.18.00
SECTEUR :
DUKERQUE : Tél : (28) 68.40.50

MEURIS COCHERY
Canalisations - Gaz - Electrification - Assainissement.
SECTEUR :
SANTES : Tél. : (20) 38.61.60
35 - 102


ENTRETIEN DE ROBINETTERIE
COMPTAGE DIVISIONNAIRE D'EAU


REPARTITION DE FRAIS DE CHAUFFAGE
RELEVES INFORMATIQUES


NDE
NORCONTROL DES EAUX
Siège social et bureaux :
113, rue de l'Egalité
59160 LOMME
Tél. : (20) 92.11.34
Antennes techniques :
Dunkerque - Douai
Boulogne -sur-Mer

• BATIMENT — BETON ARME •
• BETON PRECONTRAINT •
• TRAVAUX PUBLICS •
• MAISONS INDIVIDUELLES •
Entreprise
F. RATEAU
S.A. au capital de 1 250 000 F
7, avenue Foch - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL (Nord)
Téléphone LILLE 72.03.02 +
28—701

art fontaine
23, rue de Bapaume
59000 LILLE - **Tél. : (20)54.76.60+**

FONTAINES monumentales
ETUDE et REALISATION
espaces urbains animations jeux d'eau
FONTAINES LUMINEUSES

Votre maison traditionnelle Bâtir
à un prix ferme, définitif, tout compris et non révisable
LILLE - 59000
38, rue de l'Hôpital Militaire
Tél : (20) 54.48.35
VALENCIENNES - 59326
2, avenue du Sénateur Girard
Tél : (27) 30.02.19
ARRAS - 62000
14, rue aux Ours
Tél : (21) 58.48.54
DOUAI - 59500
208, Pl. du Barlet
Tél : (27) 88.75.86
LENS - 62300
6, rue Kléber
Tél : (21) 28.29.69


DUNKERQUE - 59140
48, rue de Soubise
Tél : (28) 66.36.80
CAMBRAI - 59400
Rue de Nice
Tél : (27) 78.15.48
BRON - 69500
240, avenue Franklin Roosevelt
Tél : (7) 826.69.18
COMBS-LA-VILLE - 77380
« Le Haut du Breuil »
Tél : (6) 060.62.91
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - 78181
Immeuble International
2, rue Stéphenson
Tél : (3) 043.08.45
Un constructeur solide

DES SPECIALISTES EN DECORATION A VOTRE DISPOSITION - PAPIERS PEINTS - PEINTURES - VOILAGES - REVETEMENTS SOLS - TOUT LA TETIERE
GALERIES **TREDEZ.GUELTON** AMEUBLEMENT
320, av. De Dunkerque LAMBERSART Canteleu
EPEDA - DUNLOPILLO - TRECA - SIMMONS - LATTOFLEX - MATECO **PIRELLI**
MATELAS EN PURE LAINE BLANCHE Tarifs ANTIMITE
• SOMMIERS TAPISSIERS OU A LATTES
Battage et Reconfection de matelas dans la journée | Réfection de sommiers tapissiers et de sièges | Prise de mesures et livraison gratuites

SIGNALISATION LUMINEUSE
SIGNALISATION ROUTIÈRE
permanente et temporaire
PROTECTION des TRAVAILLEURS
ETS J. LEPERS-MEURISSE
23, rue J.-B.-Lebas, 59390 LYS-LEZ-LANNOY
B.P. 4
Tél. 75.27.12
Communauté urbaine de Lille

Société Anonyme de Travaux d'Electricité en Bâtiment
S.A.T.E.B
2 rue Lamartine - 59110 LA MADELEINE
Tél. 55.00.84
QUALIFELEC E 3 C 3 C.E.I.
QUALIFANTEN « A »
36 — 1

SPECIAL MUNICIPALES

LILLE: UNE ECOLE DE DEMOCRATIE A LA BASE

C'est à Lille, socialiste depuis 1919, que "la nouvelle citoyenneté" chère à Pierre Mauroy et les mesures de décentralisation ont fait leur apprentissage. Une expérience déjà ancienne puisque c'est en 1975 que le maire de Lille inaugura la première mairie de quartier

PAR CLAUDE JADOUL

(de notre envoyé spécial)

CONNAISSEZ-VOUS Bruno Chauvière, le « challenger » de Pierre Mauroy ? Probablement pas. Comme un Lillois sur deux. Ce militant R.p.r. de quarante ans, quasi inconnu du grand public, a été littéralement propulsé comme tête de liste de la droite lilloise en manque de talents. Récusé Jacques Legendre, l'ancien secrétaire d'Etat de Giscard (de Cambrai), éliminé, pour raison d'âge, Maurice Schumann, il ne restait plus grand-monde. Chauvière en a profité. L'haltérophile contre un petit-fils de bûcheron, le combat aurait pu être rude. Mais manifestement le « jeune loup » ne fait pas le poids. Et la campagne municipale a tendance à ronronner. Et pourtant Chauvière se démène. Sa cible : le Premier ministre davantage que le maire. Mais son livre, « Les socialistes perdent le Nord », n'a pas fait un « tabac ». Bref, pas de duel.

Pierre Mauroy et l'équipe sortante de l'union de la gauche peuvent, apparemment, dormir sur leurs deux oreilles. Certains disent même que la gauche pourrait « passer » au premier tour.

Indiscutablement, les outrances et les erreurs de « l'homme nouveau » la servent. C'est à peine si Pierre Mauroy réplique à son « challenger ». Manifestement, Chauvière connaît mal les dossiers, inutile de lui donner trop d'importance...

A Lille, Pierre Mauroy, c'est d'abord le maire populaire, l'homme de terrain, le sucesseur d'Augustin Laurent et des maires socialistes qui se succèdent sans désemparer — avec une brève interruption à la Libération — à la mairie de Lille depuis 1919. Un sérieux bail. Et un handicap pour la droite. Même si Norbert Segard, bien implanté dans la capitale des Flandres, s'était approché de 2 700 voix de la gauche en 1977. Mais c'était la première épreuve du feu pour l'union de la gauche à Lille. Et en six ans, l'équipe formée par des socialistes, des communistes, des M.r.g. et des personnalités diverses s'est considérablement soudée. Grâce à des réalisations communes. Et il y en a, des réalisations. Quand Pierre Mauroy demande, sur ses affiches, « un nouveau contrat pour Lille », il a de bonnes raisons de penser qu'il sera entendu. Ne s'agit-il pas par exemple, d'approfondir la démocratie communale ? C'est à Lille que la « nouvelle citoyenneté » et les mesures de décentralisation ont connu leur banc d'essai. Déjà à l'époque giscardienne, un homme, le recteur Guy Debeyre, élu au titre du « groupe des personnalités », mène cette politique à bien depuis six ans.

« Mais c'est Pierre Mauroy qui l'inspire », dit-il.

A son actif, la création de mairies de quartiers et, surtout, de neuf conseils de quartiers.

« Ici, on essaye de faire revivre les villages dans la ville. » Logique. Lille s'est formé par rattachements successifs. Et les gens se reconnaissent dans leur quartier. Mauroy s'est donc lancé à tout-va dans une politique — difficile au départ — de décentralisation.



Réunion sous la présidence de Pierre Mauroy à la mairie de quartier Lille-Nord.

Et le résultat des sondages est clair : la création de maires et de conseils de quartiers vient — de loin — en tête des réalisations appréciées de l'équipe sortante. « Nous avions, dit Guy Debeyre, la volonté politique de rapprocher l'administration des administrés et de faire participer les Lillois, les associer à la gestion des affaires municipales. »

Pari tenu. Chaque quartier a été doté d'une mairie où six employés s'affairent à aider la population dans ses démarches. Plus besoin de venir au Beffroi. « Et pour cela, ajoute Guy Debeyre, on a choisi des hommes capables de bonnes relations humaines. Avez-vous déjà vu un administré embrasser l'administration ? C'est ce que j'ai vu dans nos mairies de quartiers. » Une expérience qui remonte déjà loin, puisque c'est en mars 1975 que Pierre Mauroy, accompagné du conseil municipal au grand complet, a inauguré la première mairie du quartier au Bois-Blanc.

Et il ne s'agit pas de simples « antennes » mais de « couvrir » des missions fort vastes : la Caisse des écoles, le Bureau d'aide sociale, la délivrance des cartes nationales d'identité, des passeports, c'est, à Lille, l'affaire des mairies de quartiers. « Leur personnel va être augmenté dans les six années à venir pour permettre la prise en charge de nouvelles compétences », dit Pierre Mauroy.

Voilà pour la « déconcentration », le plus facile. Moins aisé, en revanche, de mettre sur pied d'authentiques conseils de quartiers, élus par le conseil municipal.

« Dans nos neuf conseils siègent 15 personnes choisies parmi les plus



Guy Debeyre.

actives et les plus dynamiques. Majorité et opposition s'y retrouvent. Le curé en fait partie dans certains quartiers. » Le champ d'action des conseils est vaste. Ils sont informés des projets de la mairie, en priorité ; ils informent l'hôtel de ville des problèmes qui se posent à la population... en participant à leur solution.

« Il y avait un danger de parler de tout et de rien, explique encore Guy Debeyre, alors on a choisi d'être rigoureux. Le conseil discute à partir d'un ordre du jour et les conclusions figurent dans un rapport écrit. C'est une bonne méthode, mais ça a été dur de l'appliquer avec doigté. Et ce que l'on attend, en premier lieu, des conseils de quartiers, ce sont leurs propositions. Pas question pour nous d'en faire des chambres d'enregistrement. »

Bien sûr, les débats sont préparés par des réunions informelles. Et cela marche. « Il y a vote si c'est nécessaire, les gens prennent leurs responsabilités dans des domaines de la vie quotidienne. » Bref, après six années de cette expérience, les Lillois se sentent concernés et partie prenante des décisions du conseil municipal. « Mais cela n'a pas été facile de changer un état d'esprit centralisateur. » Les membres du conseil municipal sont associés étroitement à l'expérience. C'est un conseiller municipal délégué qui représente le maire dans chaque conseil que préside un adjoint. Les treize adjoints ont tous eu l'occasion d'être ainsi en contact avec la population. Une bonne école et le moyen de tisser des liens. Des gadgets, les conseils de quartiers, comme on le susurre à droite ? Lettres mortes les recommandations ? Il y avait un écueil, c'est bien évident. « Il fallait assurer le suivi des rapports des conseils, on a donc créé un service des quartiers qui coordonne et veille au suivi des affaires. Pas question que les conseillers de quartiers travaillent pour rien. » Alors le service des quartiers relance l'administration, tandis que l'adjoint-président « suit » l'action spécialisée de ses collègues dans les différents aspects de la vie municipale.

Mieux : le projet de l'union de la gauche prévoit de doter chaque conseil d'un budget pour les petits travaux du quartier. « Normal, estime Debeyre, c'est eux qui situent le mieux le trou non rebouché, par exemple. Pas l'administration centrale. »

« Et le nombre des conseillers de quartiers sera progressivement porté au niveau du nombre des conseillers municipaux des communes de même importance que nos villages dans la ville », annonce Pierre Mauroy. Même démarche pour l'attribution des subventions municipales aux associations de quartier et aux animations locales qui seront, bientôt, du domaine des conseils.

(suite en page 10)

41 - 302

RENAULT

Véhicules Industriels

France VI LILLE

Lesquin :

Rue Pic-au-Vent

59810 C.R.T. Lesquin

Té. (20) 97.93.39

Télex 130 541

Faches-Thumesnil :

Route de Vendeville

59155 Faches-Thumesnil

Tél. (20) 97.93.01

Télex 820 331

Vente véhicules neufs

Vente véhicules d'occa.

Magasin pièces de rechange

Groupes électrogènes

Redressage chassis

Lavage automatique

Station carburant

Station diagnostic

Cabine de peinture

Boschetti Wilhelem

Entreprise Boschetti-Wilhelem — Société d'exploitation de l'entreprise M. Boschetti
Société anonyme au capital de 660 000 F

BÂTIMENT — TRAVAUX PUBLICS — GÉNIE CIVIL

Siège social :
rue Ernest-Macarez, B.P. 101 — 59302 VALENCIENNES Cedex
Tél. (27) 46.17.66 +

AGENCE DE LOMME
Rue Victor-Hugo
Tél. (20) 09.61.61 +

AGENCE DE LILLE
Département « MAISONS HORIZANES »
Village des Maisons du Nord, Foire Internationale de LILLE
Tél. (20) 52.27.06 +

99 — 059

23 — 001

CHARPENTE - MENUISERIE - BOIS

société anonyme au capital de 399 500 francs

P.V.C.

ETS ALEXANDRE

110 bis, rue du général-dame
59320 haubourdin
téléphone (20) 07.32.66

Ets F. BERNARD et Fils

Tous matériaux de viabilité et de génie civil :
Concassés porphyre
Carrières à Lessines et Quenast (Belgique)
Sables et graviers, mœllons, bordures granit
Matériaux pour pistes ...

50, rue Nicolas-Leblanc - 59 LILLE - Tél. : (20) 54.66.37
Fournisseur des matériaux de surface des autoroutes
et routes nationales de la région Nord-Pas-de-Calais

28 — 002

ENTREPRISE DE BATIMENTS

S.A. ANDRÉOLETTI CONSTRUCTION

1, rue Bohin 59800 LILLE

Tél. : (20) 56.73.47

30 - 451

Chauffage - sanitaire

Société MENET

S.A.R.L. au capital de 250000 Francs

7, rue de Bapaume - 59000 LILLE

C.C.P. Lille 972.26

R. C. LILLE 65 B 197

Tél. : Lille 54.76.60

CARRELAGES - MOSAIQUES
REVETEMENTS SOLS

Salle d'Exposition VILLEROY et BOCH

ENTREPRISE ET NEGOCE

S.A. BAUTERS

AU CAPITAL DE 100.000 F - FONDEE EN 1904

77, Rue Jean Jaurès - 59790 RONCHIN

PRESTIGE DE LA FRANCE 99

Tél. : (20) 53.61.61

S.P.A.P.A.

Spapa

DIRECTION REGIONALE
NORD

ETANCHEITE

MULTICOUCHES - ASPHALTE
COUVERTURE
BARDAGE

ACIER

•

45, rue Fontaine

59110 LA MADELEINE

(20) 51.27.61

PARC DE LOMME

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels. Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien. L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entraînent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6.
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles. Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions.
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait !

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il drainera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairières fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne. Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantité et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc.
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complètement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et natre monde du 20è siècle vu par des rêveurs, et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

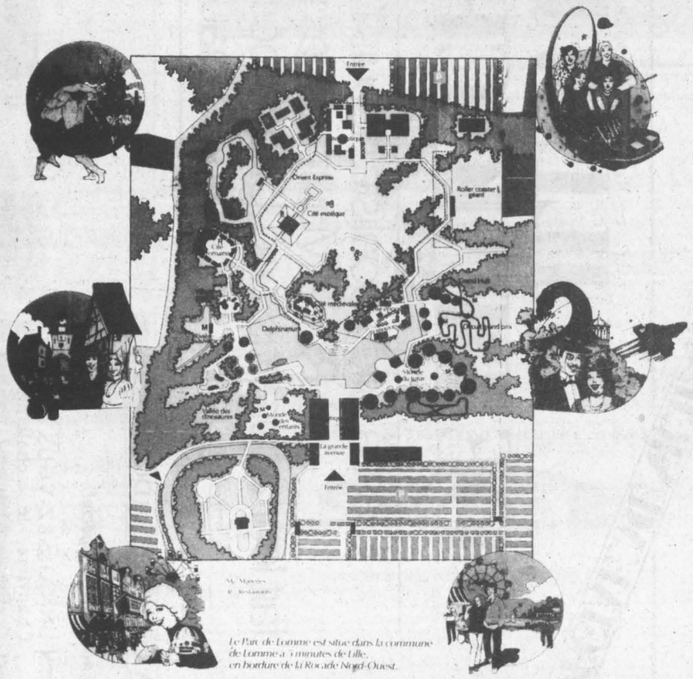
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4 000 places.
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION : ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

(suite de la page 9)

Pierre Mauroy peut donc affirmer sans crainte d'être démenti, que « le bilan est celui de l'imagination ». Imagination encore dans l'affaire de l'association — réussie — entre Lille et Hellemmes (18 000 habitants), destinée à donner au grand Lille une assise géographique plus large, donc une « assiette » fiscale plus considérable. Hellemmes n'a pas été « avalé » par Lille et ses habitants vont émettre deux votes, le 6 mars, l'un pour le conseil municipal de Lille, l'autre pour « leurs » édiles. Tout en gardant son originalité, sa vie associative propre, ses sociétés culturelles, sportives, Hellemmes a profité des moyens financiers et techniques de la capitale régionale. Et les équipements ont suivi. Là aussi, la démocratie a trouvé son compte en même temps que les intérêts respectifs ont été préservés.

Alors il faudra aller plus loin et aller, comme le dit Pierre Mauroy, vers un « grand Lille en toute liberté », c'est-à-dire négocier petit à petit d'autres associations de communes. Lille perd 23 000 habitants par an et les habitants de la capitale régionale doivent assurer — par l'impôt — des charges plus importantes que d'autres municipalités. Et puis le territoire de Lille est trop petit : 2 100 ha ; la ville doit s'étendre pour assurer son renouveau. « Nous créons, chaque année, 800 logements nouveaux, alors qu'il y a une forte pression de la part de la population pour réintégrer le centre des villes », dit le député Pierre Dassonville, suppléant du Premier ministre. Alors, de nouvelles associations sont impératives. Délicat : des écharpes sont en jeu... mais inéluctable. Avec 170 000 habitants, Lille assure des services, supporte le poids d'une population de plus d'un million d'âmes, répartie dans les 86 communes de la communauté urbaine.

Une communauté présidée depuis sa création par la forte personnalité d'Arthur Notebart qui, tout en dirigeant activement sa mairie de Lomme, y consacre l'essentiel de son temps : la gauche y est largement majoritaire et, à moins que Tourcoing et Roubaix « basculent » à droite, elle le restera.

La communauté urbaine, c'est le premier investisseur régional : quatre milliards et demi de francs de dépenses réelles d'investissements entre 1977 et 1982. Le métro, — le « fil d'or » de l'agglomération — qui sera inauguré par François Mitterrand le 16 avril, c'est elle. Une « grosse enveloppe » : 2,3 milliards. Chaque station de la ligne n° 1 a été traitée par un architecte différent.

Imagination toujours et Notebart, qui a souvent fait parler de lui par son art de jeter des pavés dans la mare lors des congrès socialistes, n'en est pas dépourvu sur le terrain.

Au total, la besacè de la gauche est solidement garnie pour affronter le 6 mars. Bruno Chauvière pourrait bien écrire un nouveau chapitre à son pamphlet : « Les socialistes ne perdent pas le Nord. »

MUNICIPALES 1977/1er TOUR		
Liste Segard	***28 074***	***41,58 %***
Liste Mauroy	***30 758***	***45,56 %***
2e TOUR		
Liste Segard	***30 882***	***44,58 %***
Liste Mauroy	***38 393***	***55,42 %***
LEGISLATIVES 1978		
résultats des quatre circonscriptions		
P.s.	***22 789***	***30,75 %***
P.c.	***11 953***	***16,13 %***
gauche : 46 %		
droite	***32 216***	***43,47 %***
PRESIDENTIELLES		
1982/1er TOUR		
Mitterrand	***22 144***	***28,67 %***
Giscard	***23 233***	***30,08 %***
Chirac	***10 942***	***14,17 %***
Marchais	***11 423***	***14,79 %***
2e TOUR		
Giscard	***38 586***	***47,68 %***
Mitterrand	***42 347***	***52,32 %***
LEGISLATIVES 1982/1er TOUR		
résultats des quatre circonscriptions		
P.s.		***29 177***
P.c.		***8 073***
droite		***25 425***
Pierre Mauroy élu au premier tour		
2e TOUR (trois circonscriptions)		
gauche		***20 537***
droite		***16 848***

Les écologistes avec la gauche

DES écologistes figureront dès le premier tour sur les listes de la gauche à Paris mais aussi en province (Nantes, ngers, Le Mans, La Roche-sur-Yon, Mandelieu, Toulouse) ou dans la région parisienne (Créteil, Melun, Evry, Athis-Mons, Juvisy... la liste n'est pas exhaustive). Regroupés au sein de l'Alliance écologique, ils veulent faire échec « au front des pollueurs », aux élus des partis de droite, « représentants des intérêts financiers » qui « livrent la ville au béton, au bruit, à la pollution ».

Le conseil national de l'Alliance écologique, constitué de militants d'associations, réuni samedi 12 février, a donc décidé d'apporter « un soutien critique, mais loyal » à la majorité présidentielle et aux municipalités d'union de la gauche qui ont déjà travaillé pour l'environnement.

« Une collaboration étroite entre les écologistes et la majorité est possible. » Pour l'Alliance écologique, celle-ci a en effet donné des gages d'une bonne volonté écologiste. « En premier lieu, elle a fait preuve de son indépendance à l'égard des intérêts financiers qui ont tant contribué à saccager notre environnement. En second lieu, elle a commencé la difficile tâche qui consiste à restituer au citoyen et à l'élu les pouvoirs confisqués par la technocratie. »

Le coup d'accélérateur donné aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, la loi d'orientation sur les transports, la réhabilitation des banlieues défavorisées, l'intégration des personnes handicapées, la politique de prévention, autant de mesures gouvernementales chères au cœur des écologistes.

Certes, il y a encore quelques réserves. Le nucléaire, par exemple. « Mais nous avons le gouvernement le moins pro-nucléaire qu'il est possible d'avoir, se console Jean-Claude Delarue, animateur de l'Alliance. Ce serait suicidaire pour les écologistes de faire le jeu des partis les plus pro-nucléaires. » Certes, le pouvoir technocratique ne s'est pas évanoui du jour au lendemain, « mais le gouvernement commence à être ferme avec la technocratie».

Et puis, les municipalités de gauche ont contribué le plus souvent à améliorer la vie de leur cité. L'Alliance écologique ne veut pas leur faire faux bond. Les listes vertes ? « Deux électeurs écologistes sur trois sont plus proches de la gauche que de la droite. Beaucoup de listes vertes partent avec l'idée qu'elles ne fusionneront pas ; cela pose problème. Elles risquent de faire le jeu de la droite surtout là où tout se jouera à deux ou trois pour cent près. » Et de cela, l'Alliance écologique ne veut pas. Pas de retour en arrière. ***P.-Y. P.***

Les héritiers de l'avenir

Le 12 février dernier le Parti socialiste présentait 250 candidats de moins de 26 ans pour une journée de réflexion sur la ville

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

EDWIGE AVICE termine son intervention par une belle envolée sur la participation des jeunes à la société de demain. A la tribune, Brigitte se lève et applaudit. Du coup, une partie de la salle l'imite et entonne l'Internationale. Enthousiaste, Brigitte. Entourée du ministre de la Jeunesse et des Sports, d'Alain Barrau, secrétaire national à la Jeunesse, et d'Alain Chenard, maire de Nantes, elle fait figure de symbole. Elle représente la relève, « les héritiers de l'avenir ».

Avec ses 18 ans tout juste, cette étudiante en première année à l'Institut d'études politiques de Bordeaux est la plus jeune candidate socialiste aux élections municipales. Elle est inscrite sur la liste conduite par Catherine Lalumière contre Chaban. Un honneur qu'elle doit au gouvernement de gauche qui a abaissé l'âge d'éligibilité à 18 ans. Sur proposition du P.s. et plus particulièrement du M.j.s.

Le 12 février, Brigitte se trouvait donc à Lille avec 250 candidats socialistes âgés de moins de 26 ans, pour une journée de réflexion, d'échanges de vues sur le thème : « Dans notre ville, construisons l'avenir. »

Après avoir participé le matin au travail en commission dans une ambiance sérieuse et feutrée, elle a suivi la séance plénière l'après-midi depuis la tribune. Tout au long des rapports, elle a pris des notes. Consciencieusement. De temps en temps, un clin d'œil aux copains dans la salle. Mais bien vite, elle revenait aux interventions des uns et des autres.

Il faut dire que Brigitte est une militante. Une vraie. Elle a commencé à fréquenter le M.j.s. en 1979. L'année suivante, elle est entrée au collectif fédéral de la Gironde. Puis en 1981-82 au comité de coordination régional. De cette époque date son militantisme à la section de Bordeaux-centre. Enfin, en septembre, elle a posé sa candidature, acceptée la semaine dernière, pour les élections municipales. Placée loin dans la liste, Brigitte reconnaît qu'elle a peu de chances d'être élue. Une considération qui ne l'a pas découragée. « Cette candidature représente pour moi l'aboutissement du travail de militante que j'ai entrepris il y a quelques années. J'aime aller au bout de ce que j'ai commencé. C'est aussi un moyen de représenter le M.j.s. sur le plan municipal, mais aussi tous les jeunes et de faire passer leurs préoccupations. »

Se sent-elle prête à assurer éventuellement la responsabilité d'une élue ? « Je ne suis pas spécialement préparée pour aborder tel ou tel dossier technique. Mais depuis que je suis au M.j.s., j'ai effectué de nombreux stages et je crois que le militantisme est très formateur notamment en matière de travail et de responsabilité. »

Au conseil municipal, Brigitte se verrait bien chargée des problèmes des jeunes. Même si une telle perspective va à l'encontre d'une idée réaffirmée avec force au cours de cette journée de réflexion de Lille : il ne faut pas cantonner les jeunes dans le domaine de la jeunesse, car leur apport doit se faire sentir sur l'ensemble de la vie municipale. « C'est vrai, reconnaît Brigitte. N'empêche que je suis bien placée pour connaître les jeunes. Pendant trois ans, je me suis occupée des lycéens, et actuellement je suis à l'Unef. »

Jeune et femme, ce double handicap, Brigitte n'a pas éprouvé trop de mal à le surmonter. « Au début, j'ai hésité avant de me présenter mais finalement ma candidature a été bien acceptée au sein du Parti. Je n'ai pas l'impression de servir d'alibi, car c'est toujours intéressant et utile pour les jeunes d'être représentés. Mes copains n'ont pas trouvé ma démarche anormale. En revanche, j'attends avec un peu d'amusement la réaction des gens de mon quartier quand ils verront mon nom sur la liste. »

Et le fameux problème du quota pour les femmes, qu'en pense Brigitte ? « C'est une question difficile. Après tout, pourquoi pas ? A condition que les femmes ne servent pas de bouche-trous. »

En attendant le 6 mars, l'inlassable militante ne se ménage pas : « J'ai passé tout un week-end à coller des enveloppes pour envoyer les vœux de Catherine Lalumière. Le soir, je distribue des tracts. Le matin il m'arrive de me lever à 5 heures pour coller des affiches. » Brigitte est imperméable au scepticisme ou au doute. Elle est contente du gouvernement de gauche. Conseillère municipale ou pas, elle continuera à « défendre ce pour quoi elle s'est toujours battu ».

S'il est difficile pour l'étudiante bordelaise de se faire élire cette année, il n'en va pas de même pour la majorité des jeunes candidats rassemblés à Lille. « Le Parti socialiste est le parti qui présente la plus grande proportion de jeunes sur ses listes : près de 300, reconnaît avec satisfaction Alain Barrau. Normalement beaucoup d'entre eux sont bien placés pour siéger dans un conseil municipal. »

Motivés comme Brigitte, ils ont prouvé par la qualité des débats, tout au long de cette journée ponctuée par un discours d'Edwige Avice, le profond esprit de responsabilité avec lequel ils conçoivent leur futur rôle d'élu. Une relève prometteuse. ●

SPECIAL MUNICIPALES

TOURCOING: LA PREMIERE DE LA CLASSE EN CULTURE

Références incontournables de l'art dramatique et de la musique, Gildas Bourdet et Jean-Claude Malgloire ont été installés à Tourcoing par la volonté de l'équipe socialiste et y resteront... par la force d'un deuxième mandat. Sinon la droite a promis de tout détruire

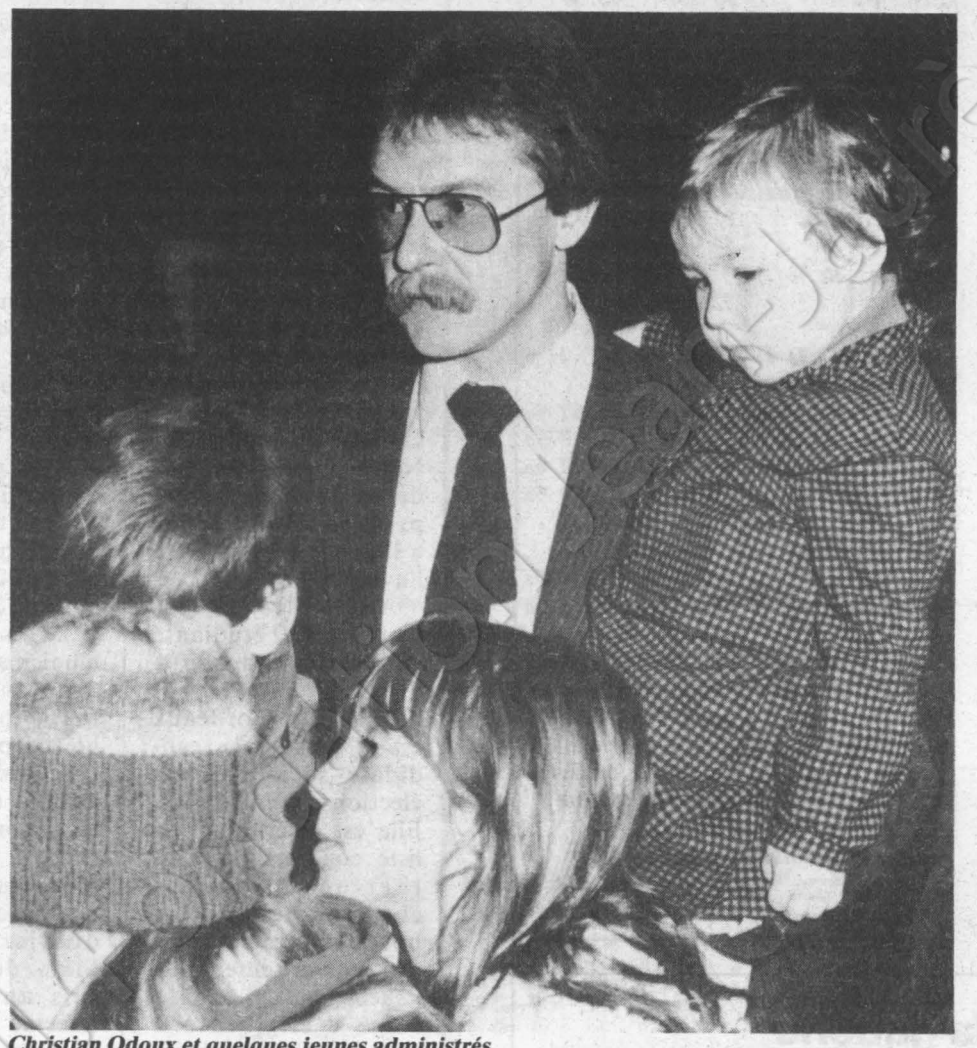
PAR FABIAN GASTELLIER

(de notre envoyée spéciale)

TOURCOING, vous connaissez ? Il y a quelques années encore, on situait cette ville avec le réflexe de la récitation tout comme jadis les enfants des écoles égrenaient sagement — Pondichéry, Karikal, Chandernagor... — les comptoirs français des Indes, sans accorder à ces lieux aucune autonomie propre. Tourcoing ? Bah, oui : Lille - Roubaix - Tourcoing, pourquoi ? Et la cité de se retrouver noyée au cœur d'un triangle régional, là-bas, dans le Nord du textile.

Ça, c'était avant. Avant les élections municipales de 1977 qui ont amené la gauche à la mairie. Parce que, maintenant, changement de décor : Tourcoing n'est plus dissimulée sous les brumes de l'anonymat ; Tourcoing, on connaît. La ville existe bel et bien. Et seule : reconnue comme l'un des lieux les plus doués en essor culturel sur tout le territoire français. Sur ce chapitre, vraiment, chapeau bas ! Il suffit d'ailleurs de lire le menu pour s'en rendre compte. Un exemple au hasard : où donc se nichent Gildas Bourdet et Jean-Claude Malgloire, deux des créateurs les plus flamboyants d'aujourd'hui qui n'en finissent pas d'accumuler les prix et les récompenses (1) ? Réponse : à Tourcoing. Eh oui ! Gildas Bourdet et son théâtre de la Salamandre (souvenez-vous : « Martin Eden », « Britannicus », « Attention au travail » et, plus récemment, « les Bas-Fonds »), Malgloire et son ensemble orchestral « la Grande Ecurie de la Chambre du Roi » sont bien là. Coqueluches de la France artistique, références incontournables de l'art dramatique et de la musique des années quatre-vingt, ils ont été installés à cet endroit précis de l'Hexagone par la volonté de l'équipe socialiste et y resteront... par la force d'un deuxième mandat de gauche si, toutefois, celui-ci voit le jour en mars prochain.

Car, en dépit d'un bilan positif évident, en dépit même de cette renaissance inespérée de la cité qui est devenue l'un des atouts majeurs de la création culturelle française, la carte de Tourcoing n'est pas jouée d'avance. En effet, cette ville de cent mille habitants, qui est née de la révolution industrielle du siècle dernier, qui a connu à cette époque une extension démesurée pour se retrouver durement touchée, ces dernières années, par la seconde phase de la crise du textile, se situe traditionnellement plutôt à droite. Un constat étrange lorsqu'on regarde ce paysage si profondément ouvrier... Pourtant, cela s'explique : Tourcoing fut d'abord une ville du patronat, les



Christian Odoux et quelques jeunes administrés.

ouvriers demeurant surtout à Roubaix. Un patronat solide et rusé qui parvint à implanter ses structures : un grand nombre des écoles de la cité sont des écoles privées (qui ne sont plus, de nos jours, uniquement fréquentées par les riches), et l'on compte, dans l'agglomération, presque autant de clochers d'église que de cheminées d'usine. Lorsque la classe ouvrière s'est étendue et qu'elle a fini par atteindre Tourcoing (plus de 50 % de la population est aujourd'hui ouvrière), le patronat en place l'a carrément prise en main, réussissant un coup de « paternalisme » qu'il n'a pas réussi partout et dont on trouve, par exemple, des traces similaires au Creusot.

Des atouts non négligeables

D'où de vieilles habitudes. Et, comme chacun sait, le plus difficile à changer, ce sont les mentalités... Qui plus est, la mort prématurée de Guy Chatiliez, le maire socialiste élu en 1977, et les problèmes complexes de succession qui ont suivi n'ont pas aidé à rendre inébranlable la présence de la gauche à Tourcoing. En ce moment même, pourtant, forte d'un premier mandat qui a permis de changer le visage de la ville et de commencer d'importants travaux qui touchent tout à la fois le domaine culturel, celui du sport, des personnes âgées, de l'enfance, de l'emploi ou de l'urbanisme, l'équipe de la gauche entend bien foncer, se battre, tout faire par gagner.

Conduite par un tout jeune « prof » de trente-deux ans, Christian Odoux (Maurice Devloo, le maire sortant, ne se représentant pas), la liste de la majorité (P.s. -P.c. - P.s.u. - écologistes et divers gauches) possède d'ores et déjà trois atouts non négligeables : d'abord, le fait d'être une équipe solide, dont la plupart des membres ont déjà fait leurs preuves et sont connus pour leur compétence et leurs réelles actions ; une équipe unie qui a su trouver le contact avec la population ; ensuite, un bilan positif perçu comme tel ; enfin un programme de continuité, une politique du changement dont les Tourquennois connaissent les tenants et aboutissants. En face de cette majorité tonique, qui forme en quelque sorte une « nouvelle donnée », une opposition figée. Si l'on met à part deux listes floues dont l'une flirte avec l'extrême droite et l'autre se cache derrière un paravent « apolitique » (son chef de file est un ex-jobertiste), on retrouve les mêmes hommes qu'en 1977. Les rescapés du virage aussi brutal qu'imprévu de la ville. Des « has-been » qui ont essayé de se raser de frais pour faire croire au new-look... Des hommes qui critiquent pour critiquer, tapant un peu au hasard, faisant feu de tout bois. Leurs armes ? L'insécurité (à les en croire, Tourcoing, c'est Chicago et la liste d'union de la majorité, J. R. sous plusieurs visages...), la pression fiscale, le coût des diverses réalisations obtenues en six années. « En ce qui concerne l'insécurité, explique Christian Odoux, il faut en constater la réalité sans en faire un épouvantail destiné à effrayer tout le monde. Nous connaissons, ici, dans deux quartiers surtout où la population est soit extrêmement pauvre, soit composée d'immigrés, un vrai problème. Mais nous sommes allés en discuter sur le terrain, ce qui n'était pas évident, afin de comprendre la situation de l'intérieur. Et nous avons pris des mesures concrètes de prévention et de répression qui s'inscrivent dans l'action du gouvernement. Par exemple, la création d'une commission communale pour la prévention de la délinquance et l'aide aux victimes. »

Côté attaques financières, la sœur Anne de l'hallali peut toujours se draper dans la dignité de son porte-monnaie, elle ne verra pas grand-chose venir. Car, à Tourcoing, la pression fiscale a connu les fluctuations courantes et a évolué de façon uniforme ; le taux d'endettement de la ville est des plus normaux et la gestion de la municipalité n'a fait l'objet d'aucune critique particulière de la part de la Cour des comptes qui passe chaque année au crible le maniement des deniers publics. Bien plus : en six ans, Tourcoing a retrouvé un équilibre financier. « En 1977, la situation était critique, précise Christian Odoux. Les caisses étaient vides et l'on frôlait la catastrophe. Tout ça pour rien ; pour une absence de réalisations... Aujourd'hui, on peut vérifier, les caisses ont été remises à flot et nous avons quand même fait sensiblement bouger le paysage de la ville ! »

Rendu aux piétons

Pour ça... Pas besoin d'être un inconditionnel pour croire les banderoles de la majorité « Les autres promettent et nous agissons » ou « Nous avons plus fait en six ans que la droite en dix-huit ans ». Il suffit d'ouvrir les yeux ou, si l'on désire comparer, d'avoir connu le Tourcoing des années soixante-dix et de rendre visite à la cité des années quatre-vingt. Avant, Tourcoing n'était pas digne d'une agglomération de cent mille habitants. Des quartiers entiers étaient délabrés ; l'état de la voirie était déplorable et plus de 60 % des habitants résidaient dans une rue en mauvais état. Inutile d'ajouter que la qualité de la vie connaissait un retard considérable... Alors, mieux vivre... Ce fut l'un des combats prioritaires de l'équipe élue en 1977. Un pari déjà largement tenu si l'on considère qu'aujourd'hui un tiers de la voirie a été refait, que la gare S.n.c.f. s'est offert un lifting qui rend moins maussade qu'ailleurs l'arrivée dans le Nord brumeux ; que des espaces verts ont été aménagés (le parc du Moulin-Tonton, de 1,6 hectare ; les berges du canal et le parc de l'Yser, qui a été agrandi) et que le centre de la ville a été rendu aux piétons. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire et Christian Odoux le sait bien, mais comme le soupire cette petite vieille qui traîne trois cabas pleins du côté de l'église Saint-Christophe : « Pouvoir marcher en paix un bon bout de chemin, à mon âge, c'est important... »

Autre priorité : l'emploi. Tourcoing compte un taux de chômage voisin de la moyenne nationale (environ 4 500 personnes) et pas mal

d'industries en difficulté sans compter un léger transfert d'actifs, surtout des cadres (environ trois mille personnes), partis vers la périphérie. Grâce à une reconversion planifiée, aujourd'hui, les entreprises remontent la pente : « Nous avons souhaité un autre dialogue entre la mairie et les forces du travail, explique Christian Odoux. Et nous y sommes arrivés : à présent, il existe une collaboration active entre les industries locales, les travailleurs et les élus. Nous sommes intervenus de nombreuses fois, à la demande des uns ou des autres, pour des extensions d'entreprises, notamment. Et, si nous avons connu des échecs, nous avons aussi vécu des réussites. » Le chômage, lui, est en légère régression depuis le deuxième semestre 1982. Grâce, sans doute, à une politique économique qui s'est voulue « offensive » (la ville a versé au centre communal d'action sociale une subvention qui a quadruplé en six ans et, en 1982, deux cents millions de centimes ont permis de secourir tous les chômeurs privés de ressources). Les jeunes n'ont pas été oubliés : dans le cadre d'une concertation avec dix villes voisines, un Institut d'éducation permanente (I.e.p.) a été mis sur pied pour assurer la formation et l'insertion des 16-18 ans. Il compte à l'heure actuelle neuf cents stagiaires.

La plus belle réussite

En gros, les élus socialistes se sont efforcés de promouvoir une politique nouvelle, cohérente, en opposition avec la politique sans perspective que la droite avait menée. Ce qui explique le bon nombre de projets à long terme comme le plan énergétique communal (prévu pour les deux ans à venir), un plan de reconstruction scolaire, le réaménagement de la circulation ou, encore, l'aménagement de l'usine Flipo en centre culturel largement diversifié (12 000 m² qui abriteraient la bibliothèque et le musée municipaux, un musée archéologique, un centre d'action culturelle, les archives municipales et, enfin, une grande salle de 800 m² à vocation multiple). Un dossier qui intéresse considérablement le gouvernement puisque l'ensemble des directions du ministère de la Culture concernées par ce sujet se sont rendues, il y a peu, sur les lieux de cette ancienne usine désaffectée, qui fut rachetée en 1980 dans l'esprit d'une conservation du patrimoine architectural du siècle dernier.

La culture... Le mot est lâché. Si Tourcoing a ratissé son paysage urbain, a réchauffé autant que faire se peut son problème de l'emploi, a créé un vaste complexe sportif et bâti un nouveau foyer-restaurant pour les personnes âgées ; si la municipalité a construit trois nouvelles écoles, décidé d'offrir des allocations-vacances pour les enfants défavorisés, c'est quand même dans le domaine de la culture que le pari socialiste tourquennois a connu sa plus belle réussite. Observons : le mandat qui vient de s'écouler a vu naître la Salamandre, compagnie dramatique devenue théâtre national ; l'Automne culturel, un festival qui prend de plus d'ampleur ; l'Atelier lyrique de Jean-Claude Malgloire ; le centre d'action culturelle de l'Espierre et l'Ensemble instrumental de Flandre-Wallonne. Tout cela pour un budget culturel municipal qui est inférieur à ce qu'il était auparavant (on ne dépasse pas, aujourd'hui, toutes structures comptées, 8 % du budget) puisque la ville, en donnant un toit à de réels talents, a réussi à faire intervenir le gouvernement. Pourquoi un tel choix ? « Parce qu'il n'y a pas de vie sans création artistique et que ce qui est culturel est également politique », souligne Christian Maes, adjoint au maire, chargé de l'éducation, de la formation et de la culture. Et il poursuit : « Cette décision relève d'un combat idéologique. S'appuyer sur la création de grande qualité, c'est une marque de profond respect pour la classe ouvrière. Tourcoing, avant, n'était que le parfait reflet de la bourgeoisie en place : un théâtre municipal, un musée, un conservatoire, une école d'art et le traditionnel pèlerinage vers l'opéra du Nord, situé à Lille. On se donnait les moyens d'entretenir une certaine classe sociale, point à la ligne.

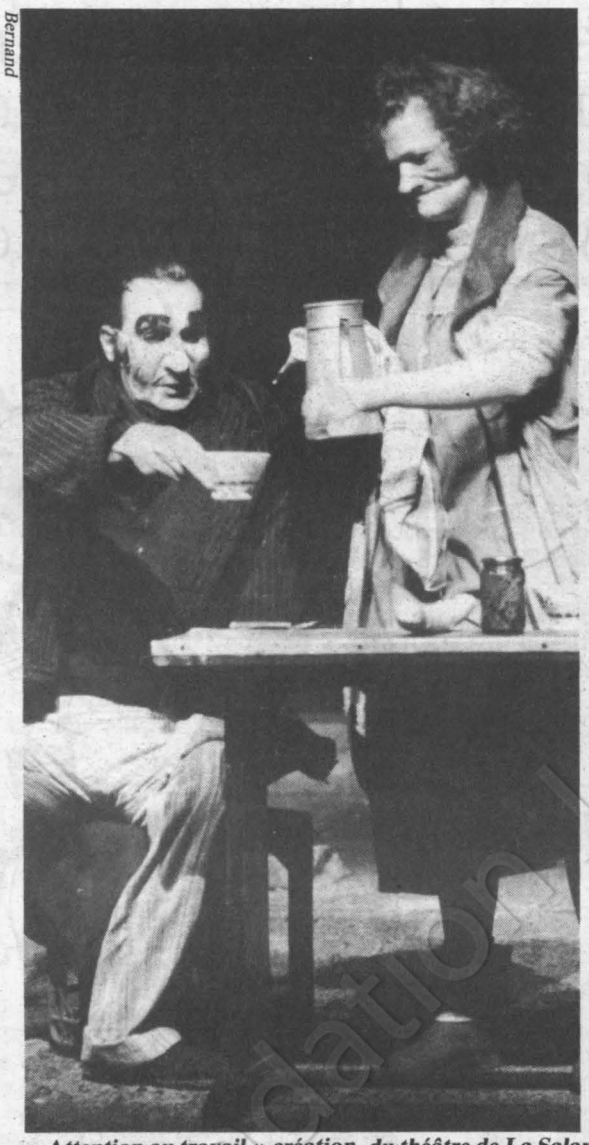
Lorsqu'il n'y a rien dans une ville, la bourgeoisie a toujours les moyens de se déplacer. Pas les ouvriers dont le temps libre est mesuré. Nous avons donc eu le désir de faire progresser cette notion de temps libre en présentant ce qu'il y a de mieux... »

Christian Maes sait de quoi il parle. C'est lui, personnellement, qui s'est battu pour le retour de Gildas Bourdet que la précédente municipalité avait chassé. C'est lui qui a monté « l'affaire Malgloire » (pour laquelle, au sein d'un syndicat intercommunal la ville ne débourse que 2,7 millions de francs) ; lui encore qui s'est battu pour son festival automnal, subventionné principalement par la région et dont on vient de fêter le cinquième anniversaire avec cinquante-six concerts et spectacles de théâtre et six expositions (dont une superbe rétrospective David Hockney, plus importante encore que celle de Beaubourg) étalés sur un mois et demi. Une manifestation qui a attiré plus de 50 % de spectateurs issus de la région, dont environ 35 % de Tourquennois. Cause première du réveil de la cité et de la reconquête de sa place au sein de l'Hexagone, la culture est également pourvoyeuse d'emplois : l'Atelier lyrique compte onze permanents, la bibliothèque (un effort sans précédent vient d'être fait en faveur de la lecture publique) a créé vingt-trois emplois et la Salamandre, de par son nouveau statut, a également embauché. Et l'on pourrait encore ajouter la multiplication des conservatoires de quartier (quatre viennent de voir le jour) ainsi que l'agrandissement de l'Ecole supérieure d'expression plastique que l'Etat aide actuellement financièrement. Sans compter, également, les retombées économiques : si les restaurants et les commerçants n'ont pas encore pris le pli d'un nouveau Tourcoing by night, l'hôtel Ibis, lui, avoue que 60 % de ses recettes viennent de l'effervescence culturelle de la ville.

Et les Tourquennois, eux, comment vivent-ils cet élan ? « Il convient de reconnaître que tous les Tourquennois ne se précipitent pas aux « Bas-Fonds » ni au « Couronnement de Poppée », avoue Christian Maes. Mais ça vient. Au printemps théâtrale de Bourdet, on comptait un tiers de Tourquennois sur seize mille personnes. C'est déjà ça.

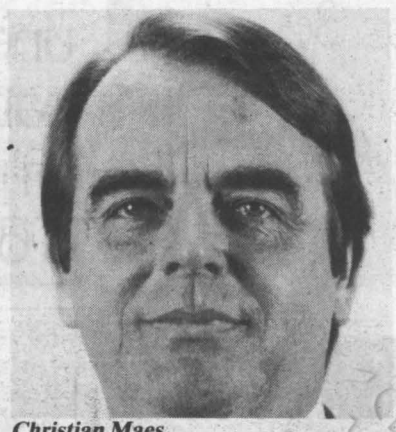
Face à ce boum inespéré, la droite n'a qu'une parole. Détruire, disent-ils. Ce qu'ils veulent ? Fermer l'Idéal-Ciné où œuvre Bourdet, virer Malgloire, supprimer le centre d'action culturelle (qui sera reconnu par l'Etat en 1984). D'où un risque énorme pour la ville, celui du recul. A l'heure où bon nombre de dossiers sont en route ; à l'heure où le gouvernement semble avoir élu Tourcoing pour y créer en 1986 l'une des cinq grandes écoles françaises des Beaux-Arts, l'élection de la liste d'opposition couperait court à tous ces projets.

C'est l'enjeu de Tourcoing, en mars prochain. Même pas quitte ou double. Mais bien plus l'annulation ou le banco. La continuité dans le sunlight ou le plongeon, tous feux éteints, dans la morosité terne. Reste à savoir si les Tourquennois pourront continuer de voir clair dans le noir... ●



Bernand

« Attention au travail » création du théâtre de La Salamandre.



Christian Maes.



Gildas Bourdet.

Bernand



Pascal Lebrun

Jean-Claude Malgloire au pupitre.

(1) *Gildas Bourdet a obtenu en 1979 le prix Georges Lerminier de la meilleure création théâtrale présentée en province (Syndicat de la critique) pour « Attention au travail » et Jean-Claude Malgloire a obtenu en 1982 le prix Claude Rostand de la meilleure création musicale présentée en province (Syndicat de la critique) pour « le Couronnement de Poppée ».*



Sygma

L'ETAT PIRATE EXISTE C'EST LE PARAGUAY

Prospérant grâce à la contrebande, aux rapines et à la corruption, le Paraguay vit une farce tragique sous la férule d'un patriarche d'opérette, le dictateur Stroessner en place depuis 29 ans et réélu le 6 février dernier avec 90% des suffrages



PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

IL existe sur le continent américain un pays qui connaît depuis vingt-neuf ans une parfaite stabilité politique. Trop parfaite même puisque, depuis 1954, ladite stabilité est surtout celle d'un homme, le général-président Alfredo Stroessner, doyen des dictateurs américains. Trop parfaite aussi dans la mesure où depuis le début du règne « stronista » (oui, l'adjectif existe en espagnol... longévité oblige !), le vieux général n'a levé l'état de siège que quatre ou cinq fois en trente ans, le jour des élections pendant 24 heures. Parce que des élections, il y en a. Régulièrement. Tous les cinq ans, avec toujours le même résultat. Régulièrement Stroessner est réélu. A chaque fois le scénario est à peu de chose près identique, une « seccional » du Parti colorado ou un « groupe de paysans », ou encore les deux à la fois « demandent au leader d'être leur candidat », et lui, dévoué, accepte tout en déclarant — à chaque nouvelle élection — qu'il « n'a jamais pensé à se perpétuer au pouvoir ». Le 6 février dernier, le bon général a gagné avec 90 % des voix un nouveau bail de cinq ans. On pense au Paraguay qu'il s'agit du dernier mandat ; à 70 ans, Stroessner n'a plus beaucoup de « batailles électorales » devant lui.

Mais quel est ce pays situé au cœur de l'Amérique du Sud ? Le Paraguay, oublié, délaissé par les agences internationales de presse, est un pauvre pays de 3 000 000 d'habitants avec une population qui émigre massivement (plus d'un million de Paraguayens vivent à l'étranger dont 800 000 dans la seule république Argentine) et qui présente la plus faible densité démographique du continent. En Europe, peu de personnes pourraient situer avec précision sur une carte l'emplacement du Paraguay. Et pourtant, coincé entre les deux géants de l'Amérique australe — le Brésil et l'Argentine — le Paraguay a toujours souffert de sa position géographique. Pays continental et inhabité, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, il étonna le monde avec les réductions guarani des Jésuites qui furent un événement social exceptionnel dans l'Amérique coloniale. Plus tard, au début du XIX[e] siècle, le pays connut un isolement total pendant la dictature de Gaspar Rodriguez de Francia qui dota le Paraguay d'un degré de développement qui gêna d'une part les puissances régionales (Brésil et Argentine) et d'autre part l'Angleterre. Une guerre terrible fut menée par ces pays contre le Paraguay. Un véritable génocide ; 200 000 personnes survécurent à cette extermination, dans la grande majorité des femmes, quelques enfants et des vieillards.

Le Paraguay doit la sauvegarde de son existence aux profondes différences, qui, au moment du partage, divisèrent les alliés vainqueurs. Les blessures de ce conflit furent durables et sans doute l'intérêt de la Grande-Bretagne, et plus tard celui des Etats-Unis, comme celui de ses proches voisins, était d'empêcher la renaissance d'une nation libre. Au XX[e] siècle, un nouvel affrontement, cette fois-ci, contre la Bolivie. Ce fut la « guerre du pétrole » qui ensanglanta « el Chaco » de 1932 à 1935 pour le plus grand profit de quelques compagnies pétrolières. Résultat : des milliers de morts de part et d'autre, l'expansion territoriale du Paraguay qui gagna 120 000 km² et aussi l'irruption des militaires dans la vie politique du pays.

Depuis cette guerre, le Paraguay a été gouverné par des militaires issus de coups d'Etat et de complots à répétition. Plus tard, en 1969, le gouvernement Stroessner octroya — avec de grandes facilités fiscales et autres — une concession d'exploration et d'exploitation du pétrole sur 1 200 000 ha dans le Chaco. La compagnie bénéficiaire était une filiale de la Standard Oil qui avait joué un rôle important pendant la guerre de 1932.

Priorité au non-développement

Le Paraguay, pays faiblement développé, possède une structure économique essentiellement agraire : de grandes latifundias — 80 % des terres productives sont dans les mains de 853 familles — et 67 % de la population vit de l'agriculture, l'élevage, etc. Mais seulement 17 % de la terre cultivable est utilisée. Les grands propriétaires paraguayens n'aiment pas trop le développement économique ; eux et les militaires semblent s'être donné comme devise : « Ordre sans progrès et sans production. »

Les classes dirigeantes se sont engagées dans le non-développement, et l'oligarchie tire ses bénéfices de deux activités économiques principales au Paraguay, la spéculation financière et — surtout — la contrebande.

Ce pays aux mille potentialités apparaît enferré dans un lourd immobilisme politique et économique. Nous avons rencontré, à Paris, l'écrivain et professeur Ruben Bareiro-Saguier, représentant en Europe du rassemblement des partis d'opposition (1), et il nous a donné à la veille de la farce électorale des précieux renseignements sur la situation dans son pays. Pour Bareiro-Saguier : « Le système répressif au Paraguay est très efficace et il s'exerce actuellement d'une façon sélective sur des dirigeants paysans, des intellectuels, des journalistes. A la base du système, se trouvent les organisations du Parti colorado dont le dictateur Stroessner est, lui-même, le président. Il s'agit là d'un parti politique complètement inféodé au pouvoir « stronista ». On trouve ensuite la police et pour coiffer le tout, il y a l'armée et ses services spécialisés dans la répression politique. »

Au Paraguay, pour avoir du travail, il vaut mieux se procurer la carte du Parti colorado. De toute façon, les cadres de l'armée et les officiers de la police sont recrutés dans les familles « coloradas » ; la troupe et les sous-officiers peuvent se contenter d'avoir seulement la carte du parti. Mais ceux qui détiennent une partie plus ou moins grande du pouvoir sont nourris dans le sérail. Les trois institutions sur lesquelles repose le système « stronista » — armée, police et parti — sont liées entre elles par de multiples complicités économiques, « d'affaires » et par les relations familiales. Le maintien d'un certain équilibre n'est pas facile dans cette architecture complexe et seule la suprématie du leader Stroessner y parvient.

Les « seccionales » du Parti colo-

rado recueillent les renseignements « à la base », chaque quartier urbain, chaque communauté paysanne a ses agents colorados, qui n'hésitent pas à prendre les armes « pour lutter contre le communisme ». Le général Andrés Rodriguez, homme fort de l'armée, est très satisfait du travail fait par les militants colorados qui « peuvent contrôler — selon lui — chaque maison du pays ».

Le deuxième échelon du schéma répressif est constitué par deux réseaux parallèles, les services d'intelligence militaire et ceux du « Departamento de investigaciones » de la police politique. La torture et la technique des « disparitions » sont très employées.

Au sommet de la pyramide répressive, nous trouvons Stroessner et son régiment d'escorte présidentielle : corps d'élite composé par 1 000 hommes mieux entraînés et mieux armés. Le dictateur a ses propres informateurs et il a grand besoin d'hommes fidèles pour déjouer les complots (pas tous inventés d'ailleurs) dont les journaux font périodiquement état.

Cet appareil gouverne par la terreur et se nourrit de la peur des gens, il forme avec la contrebande la colonne vertébrale du « stronismo ».

Le Paraguay, à façade démocratique chère à Stroessner, est pour le professeur Bareiro-Saguier une farce tragique : « La dictature a toujours eu le souci de donner à son régime une apparence démocratique et en quelque sorte il y a réussi, puisque Nixon l'avait considéré jadis comme le modèle politique pour l'Amérique latine. Notre peuple vit depuis trente ans sous l'état de siège, il y a des milliers d'exilés et cette année, quand l'état de siège sera levé, à l'occasion des élections, plusieurs Paraguayens exilés tenteront un retour au pays... »

Bareiro-Saguier continue méthodiquement à démonter la machine autoritaire « stronista ». « La principale industrie du pays est la contrebande ! » Pour Stroessner, la cupidité de ses hommes, la corruption généralisée, les malversations des fonds publics et les concussions qui grangrènent l'appareil d'Etat ne sont que « le prix de la paix », comme il l'a dit si joliment à plusieurs reprises. « Tout le monde est mouillé, nous dit Bareiro-Saguier, et la frêle oligarchie native s'enrichit sauvagement avec les bénéfices de centaines de trafics et d'affaires en dehors de toute légalité. »

Récompenses selon le grade

A chaque région militaire correspond une spécialité dans la contrebande. On se dispute les meilleurs sites — près des frontières, près des aéroports — et on reçoit des récompenses selon le grade et la loyauté. L'Etat-pirate prélève au passage de quoi faire tourner les institutions déjà nommées, il parasite et profite donc doublement de cette « économie noire ». A la contrebande traditionnelle, on doit aujourd'hui ajouter les activités financières. Asunción est une véritable plaque tournante pour les capitaux du cône Sud. L'ère Stroessner a donc ouvert en grand les portes du Paraguay à toute une pègre internationale dans laquelle se mélangent allégrement des nazis comme Mengele, des néo-fascistes italiens et espagnols, des mercenaires argentins en mal de guerre anti-subversive. Mais il y a aussi des activités plus « culturelles », c'est le cas du dernier congrès de la ligue anti-communiste mondiale réalisé à Asuncion. Le président de cette ligue, Juan M. Frutos, est aussi vice-président du Parti colorado. Dans un document du congrès, on retrouve l'écrivain Michel de Saint-Pierre comme membre du comité exécutif de la ligue anti-communiste mondiale. En outre, Asunción accueille les bureaux de l'organisation extrémiste « Tradition, Famille et Propriété » et de quelques publications liées à la secte Moon. Cette dernière édite au Paraguay un journal dirigé par le fils de Stroessner et par Juan M. Frutos.

Cet Etat-pirate n'est pas le plus farouche défenseur de la souveraineté territoriale du pays. L'opposition démocratique dénonce depuis des années la dépendance dans laquelle le régime plonge la nation. Quelques chiffres : en 1979, 70 % des investissements furent d'origine brésilienne, 400 000 colons brésiliens se sont établis sur le territoire paraguayen, sur des franges de plus en plus larges dans les régions frontalières, la monnaie y est devenue le cruzeiro et on y parle portugais. Les écoles, les radios, les journaux et la télé, tout vient du Brésil.

L'emprise du puissant voisin sur l'économie du Paraguay ne date pas d'hier, mais elle a pris des proportions nouvelles à partir de 1973, date de la signature du traité pour la construction du barrage de Itaipu, qui devrait entrer en fonctionnement cette année. On commence déjà à sentir les contrecoups d'une croissance économique artificielle créée autour de la construction du barrage. Pendant dix années une certaine euphorie gagna les classes dirigeantes et la fin des grands travaux à Itaipu provoqua un grand nombre de faillites. Le chômage constituera l'avenir de plus de 8 000 Paraguyens ayant travaillé sur les rives du Paraná.

Cette situation provoque au Paraguay aujourd'hui une certaine panique dans les milieux économiques liés au barrage et qui comptaient sur ces travaux pour relancer la machine économique. A cela s'ajoute un climat de fin de règne. On sait Stroessner malade et soucieux de sa succession. « Très probablement le successeur sera un militaire, explique Bareiro-Saguier, car sans doute Ronald Reagan penche vers une solution militaire. L'opposition se prépare pour une période de transition. L'armée aussi, puisqu'il y a eu une réorganisation des structures militaires en décembre 1982. »

Les partis qui ont signé l'accord national — Partido liberal radical auténtico, Partido revolucionario febrerista, Partido democrata cristiano et Mopoco — se sont engagés sur une série de propositions qui tendent à obtenir le rétablissement de la démocratie, les respects des droits de l'homme et le démantèlement de l'appareil répressif. Au milieu de l'indifférence générale, la « paix stronista » opprime le peuple du Paraguay. Pendant combien d'années encore, le bouclier de l'oubli et l'apathie faciliteront la tâche du dictateur ? ●

(1) Ce rassemblement réunit les partis démocratiques du Paraguay qui ont signé en 1979 un « acuerdo nacional » (accord national).

LE COMPROMIS HISTORIQUE DES PALESTINIENS

PAR GILBERT SANS

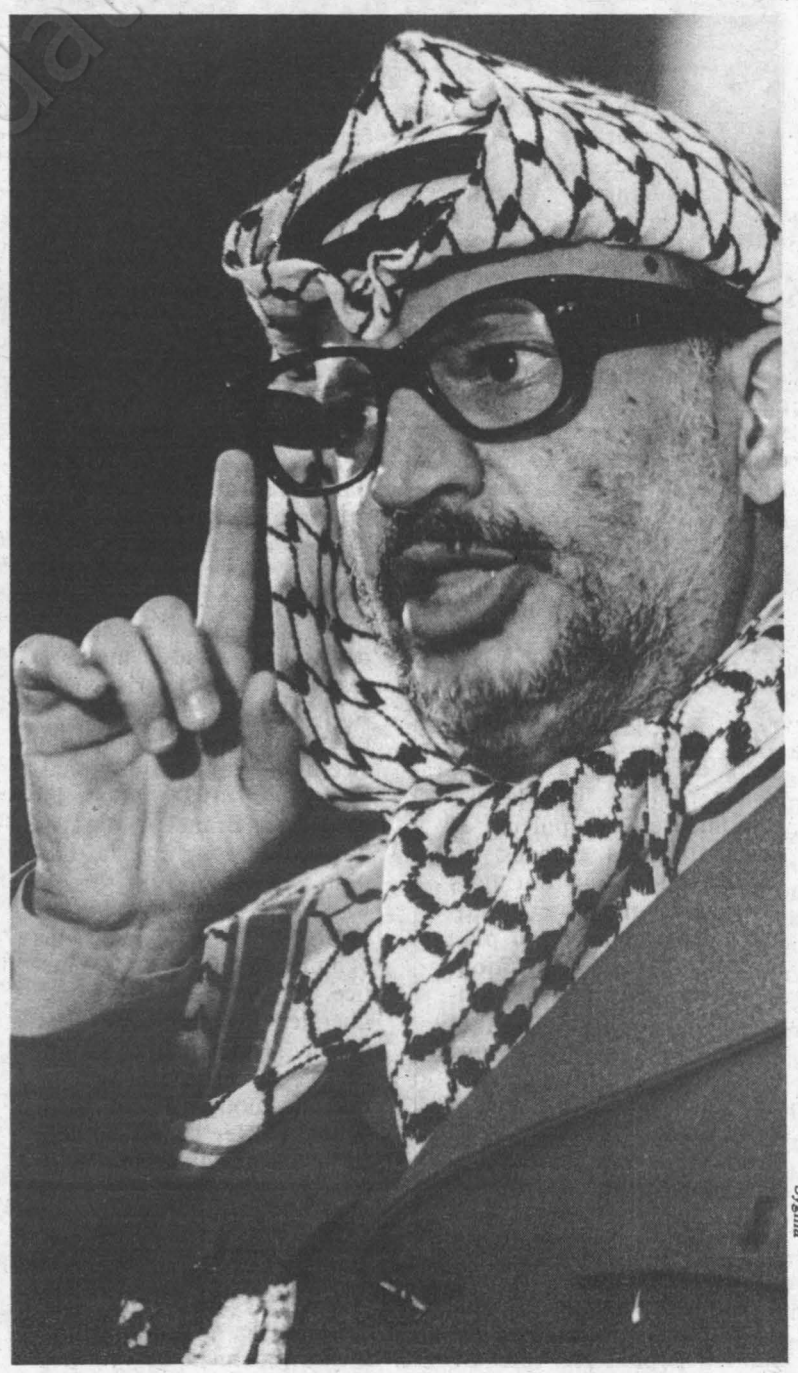
EN vingt années d'existence, jamais le Conseil national palestinien ne s'était réuni aussi loin de la Palestine. Paradoxalement, jamais peut-être la session de ce « parlement » n'aura revêtu une telle importance pour l'avenir du peuple palestinien.

Non pas que tout se joue au sein de cet organisme rassemblant plusieurs centaines de « députés », mais les travaux en ont été minutieusement — et vivement — préparés par les conclaves des différentes tendances qui composent l'O.l.p., politiques et militaires. Au choix d'Alger comme lieu de réunion correspondent d'abord deux séries de raisons. Le départ des combattants palestiniens de Beyrouth a placé l'O.l.p. devant une nouvelle situation, inconnue jusqu'alors : pour la première fois elle n'a plus de zone géographique placée directement sous son contrôle. Mais aussi — car Alger n'a jamais eu la prétention d'être la seule capitale arabe du monde — parce que Alger serait, selon des sources palestiniennes, la seule à offrir à l'O.l.p. les conditions de réunions nécessaires : une sécurité totale, un soutien politique et militaire, et surtout la non-ingérence dans les affaires internes de la centrale palestinienne.

Autre paradoxe de la « défaite » militaire au Liban, jamais l'audience et l'influence internationale de l'O.l.p. — inséparables aujourd'hui de l'audience personnelle de son leader, Yasser Arafat — n'auront été aussi étendues. L'opinion publique occidentale connaît maintenant, pour l'essentiel, le contenu des revendications palestiniennes. Diplomatiquement, Yasser Arafat a même réussi une percée remarquée auprès des Etats et des institutions occidentaux, comme en témoigne sa rencontre avec le pape. Toutes ces raisons font que, selon toutes hypothèses, et en dépit des surenchères des « durs » qui ne veulent pas renoncer à l'action militaire, la session d'Alger du C.n.p. consacrera globalement les thèses « modérées » défendues par Arafat et sauvegardera l'unité de l'organisation.

Les combattants palestiniens ont appris une chose — certains la connaissaient déjà — à Beyrouth : c'est qu'il ne faut jamais compter que sur ses propres forces. Le monde arabe n'est plus, pour l'essentiel, qu'un mirage. Les relations de l'O.l.p. avec Damas, soutenue par les Soviétiques, se sont détériorées grandement. En Syrie on demeure particulièrement hostile à toute perspective de rapprochement entre Palestiniens et Jordaniens. A l'intérieur même de la centrale palestinienne les forces qui refusent toute recherche d'une solution politique conservent une certaine influence, comme le prouvent les fournitures d'armes libyennes à telle ou telle faction de l'O.l.p.

Rappelons brièvement les avancées politiques considérables effectuées par les Palestiniens depuis le siège de Beyrouth. L'O.l.p. a d'abord accepté la résolution du sommet arabe de Fès. Ce fameux « plan de paix » comportait surtout comme nouveauté la reconnaissance « de facto » de l'Etat d'Israël. Puis devait être constituée la commission mixte jordano-palestinienne.



Sygma

Face à ces avancées politiques indéniables, c'est donc bien la stratégie diplomatique américaine qui piétine au Proche-Orient. Les positions du gouvernement de droite israélien demeurent figées... et Sharon — l'histoire retiendra son nom comme lié aux massacres des camps de Sabra et Chatila — au gouvernement. Le refus obstiné de tout droit d'existence autonome à la communauté palestinienne signifie une absence de perspective historique, Begin parvient, certes, à sensibiliser une notable partie de l'opinion publique israélienne. Mais celle-ci est maintenant sérieusement divisée.

L'invasion israélienne du Liban avait trois objectifs principaux : détruire militairement l'O.l.p., refouler la Syrie, installer à Beyrouth un gouvernement « compréhensif » résolvant ainsi définitivement la question palestinienne dans le cadre du « grand Israël ». On peut écrire aujourd'hui qu'aucun de ces objectifs n'a été pleinement atteint.

Le compromis historique d'Arafat vise d'abord à maintenir « l'unité nationale » palestinienne. Mais aussi à se rétablir à lui-même les pleins pouvoirs. Il restera au chef palestinien à en faire le meilleur usage et d'abord à poursuivre les négociations avec la Jordanie. Car c'est bien du côté du roi Hussein que résident aujourd'hui les chances de la paix.

En attendant que le souverain hachémite puisse engager des pourparlers directs avec Tel-Aviv, et en accord avec l'O.l.p. Avant le temps nécessaire de la reconnaissance mutuelle entre les Etats et les peuples d'Israël et de Palestine. ●

Celui qui sait "tirer les marrons du feu"

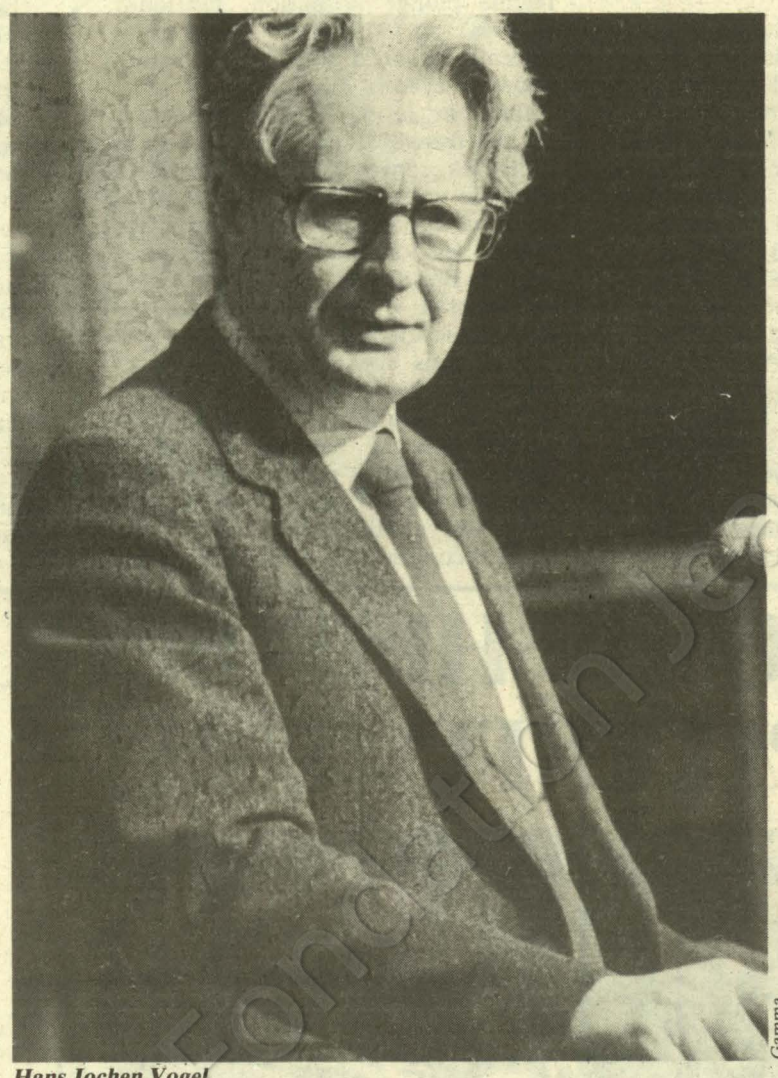
Hans Jochen Vogel, le candidat social démocrate à la chancellerie, est plus que Helmut Schmidt et au même titre que Willy Brandt l'homme le mieux placé pour intégrer les différents courants existant au sein du S.p.d.

PAR JERÔME VAILLANT

(de notre correspondant à Bonn)

LE choix de Hans-Jochen Vogel comme candidat social-démocrate à la chancellerie pour les élections du 6 mars en R.f.a. — Helmut Schmidt ayant renoncé à se représenter — symbolise l'ouverture dans la continuité à laquelle le S.p.d. procède depuis qu'il est retourné dans l'opposition. Continuité en ce sens qu'il n'est pas possible de l'opposer à Schmidt sur les grandes options, mais ouverture aussi dans la mesure où, à la recherche de la « nouvelle majorité de gauche » chère à Willy Brandt, Vogel met davantage l'accent sur les problèmes de l'environnement et du désarmement.

Ses dernières déclarations permettent de se faire une idée plus précise de ce que cette « nouvelle majorité de gauche » représente pour le S.p.d. : il s'agit pour lui de conquérir les électeurs potentiellement « verts » et de les intégrer dans le S.p.d. plutôt que de chercher à mettre sur pied une coalition gouvernementale avec les Verts. Ce faisant, le S.p.d. reste fidèle à lui-même : comme au lendemain du mouvement de contestation de la fin des années soixante, il ne se ferme pas aux revendications de la jeune génération, il essaie de les prendre en charge pour mieux les articuler et ne pas abandonner à lui-même un jeune électorat qui pourrait se laisser gagner à l'extrémisme. En même temps, le S.p.d. manifeste une plus grande prudence à l'égard des Verts en tant que mouvement organisé : la versatilité de ceux-ci en Hesse est en effet venue fort opportunément lui rappeler qu'il était difficile de compter sur eux. A peine le groupe parlementaire des Verts avait-il voté le budget provisoire présenté par le gouvernement minoritaire social-démocrate de Hans Börner pour 1983 *(Cf. notre précédent article)* qu'il estimait les fondements de sa collaboration avec le S.p.d. compromis par l'annonce de la construction à Eltville d'une autoroute de contournement, projet à vrai dire controversé depuis une dizaine d'années.



Gamma

Hans Jochen Vogel.

L'évolution et la carrière de Vogel depuis son entrée dans la politique à la fin des années cinquante expliquent le choix du S.p.d. en sa faveur. Il est aujourd'hui, plus que Schmidt, mais au même titre que Brandt, l'homme le mieux placé pour intégrer les différents courants existant au sein du S.p.d.

Maire de Munich à 34 ans

En 1960, Vogel devient maire de Munich à l'âge de 34 ans. Il est un de ces gestionnaires scrupuleux et imaginatifs des grandes villes allemandes qui font alors la réputation d'un S.p.d. par ailleurs confiné, au plan fédéral, dans l'opposition. Dans une Bavière traditionnellement catholique et conservatrice, il passe pour un « rouge » jusqu'à ce que, vers la fin des années soixante, de violentes querelles l'oppose dans sa municipalité aux jusos (jeunes socialistes). Ces conflits et le désir de soutenir Willy Brandt, après qu'eut échoué la tentative des chrétiens-démocrates de renverser le chancelier par un vote de méfiance constructif, le font se présenter aux élections législatives à Bonn, en novembre 1972. Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Construction de 1972 à 1974, il travaille en particulier à la réforme du droit foncier sur la base de l'expérience acquise à Munich.

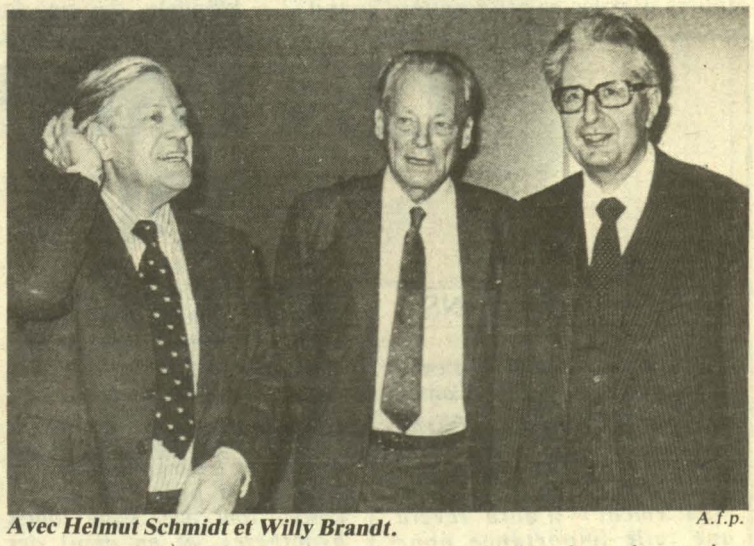
La presse fait déjà alors de lui un possible successeur de Willy Brandt, mais sa réserve teintée de tristesse le fait juger trop peu efficace pour mener une bataille électorale au plan national. Lorsqu'en 1974, Schmidt succède à Brandt, Vogel ne passe plus pour être le dauphin en titre. Juriste de formation, spécialisé dans le droit pénal, il devient sous Schmidt ministre de la Justice. Il poursuit les réformes libérales entreprises par Gustav Heinemann, simplifie l'administration de la justice, modernise le droit pénal et le droit familial (avortement, divorce). Mais, face à la montée du terrorisme, il défend avec Schmidt les dispositions qui limitent les droits de la défense et élargissent ceux de la police. Quand à Berlin, le gouvernement de coalition sociale-libérale de Stobbe démissionne au début de l'année 1981, faute d'obtenir les voix nécessaires au remaniement ministériel auquel celui-ci voulait procéder à la suite d'un scandale intervenu dans le bâtiment, Brandt envoie Vogel à Berlin tirer les marrons du feu.

Elu maire de Berlin le 23 janvier 1981, Vogel ne dispose que de peu de temps pour préparer les élections du mois de mai de la même année. Le S.p.d. perd 4,4 % et ne peut constituer un nouveau gouvernement avec le F.d.p. Berlin passe aux chrétiens-démocrates. Pendant les quelques mois de son gouvernement à Berlin, Vogel révèle sa capacité à faire front à une situation explosive. Les occupations de logements et les échauffourées avec la police sont à l'ordre du jour. Plutôt que d'envoyer la police évacuer les logements occupés, il les fait recenser, prend contact avec leurs propriétaires et négocient avec eux la possibilité d'accorder un bail aux squatters. La C.s.u. bavaroise reproche aujourd'hui à Vogel d'avoir capitulé devant la violence et d'avoir contribué à l'extension de la squatterisation à Berlin. En fait, Vogel a avec beaucoup de patience et de diplomatie désarmorcé une bombe, conscient de ce qu'il peut y avoir de révoltant pour les jeunes à la recherche de logements introuvables, de voir des maisons inoccupées vouées à la seule spéculation.

Vogel apparaît ainsi comme un homme politique conscient de ses responsabilités, soucieux de la mesure, qui cherche à comprendre avant de décider, capable de négocier dans les situations difficiles. Homme de devoir, il répond à l'appel de son parti quand celui-ci l'exige. C'est aussi un travailleur acharné qui épluche ses dossiers. Il n'a rien d'un tribun. On lui reprochait de ne pas sourire assez, d'avoir toujours comme du vague à l'âme, à l'inverse de son cadet plus jovial, Bernhard Vogel, le ministre président chrétien-démocrate de Rhénanie-Palatinat. Il ne passait pas très bien à la télévision. Mais en quelques semaines, depuis sa nomination comme candidat à la chancellerie, il a su acquérir l'autorité nécessaire au mandat qu'il brigue et nul ne lui contesterait aujourd'hui d'avoir l'envergure d'un chef de gouvernement.

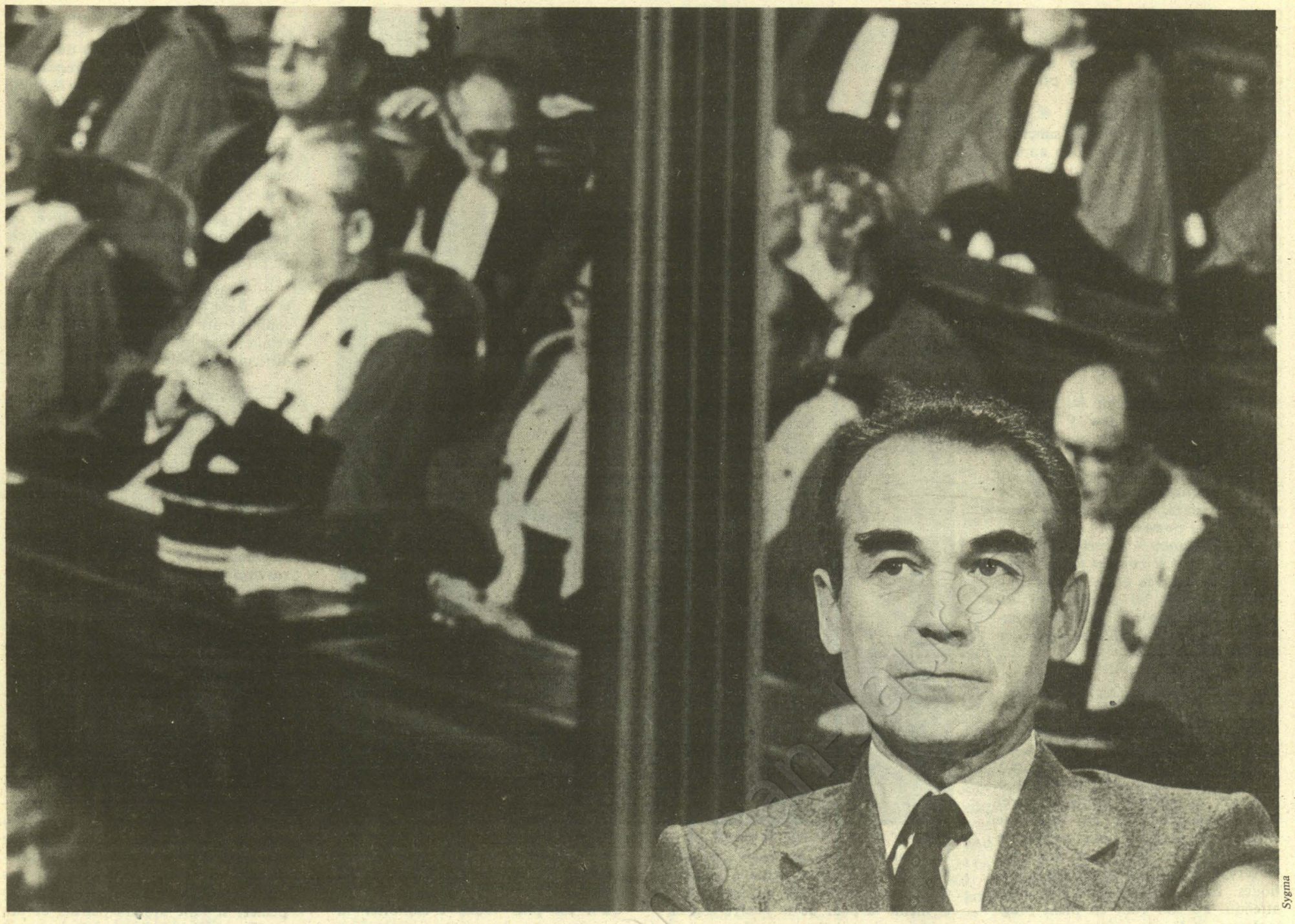
Subtil équilibre

Lors du congrès électoral du S.p.d. à Dortmund, le 21 janvier dernier, Vogel a présenté sa nouvelle équipe qui ne constitue pas à ses yeux un « cabinet fantôme ». La composition de cette équipe est le produit inévitable d'un subtil équilibre entre la droite et la gauche du S.p.d., les différentes fédérations du parti et les nécessités de la continuité et de l'ouverture. Neuf des quatorze membres de l'équipe ont occupé des fauteuils ministériels sous Brandt ou sous Schmidt. Vogel y a introduit en particulier les nouveaux venus qui devaient, lors du remaniement ministériel de février 1982, donne une nouvelle vigueur au gouvernement Schmidt/Genscher : Fuchs (Famille et Santé) ; Lahnstein (Finances) et Westphal (Travail). On y trouve également Wischnewski qui fut secrétaire général du S.p.d., longtemps chargé des relations avec le tiers monde et ministre d'Etat pour les missions particulières à l'étranger de Schmidt ; Apel, ancien ministre des Finances et de la Défense, longtemps présenté comme le dauphin de Schmidt, mais que le scandale du financement de l'avion de combat Tornado a relégué au deuxième rang ; Bahr conseille H.J. Vogel en matière de défense et de désarmement ; Ehmke, un proche de Willy Brandt, tombé en disgrâce sous Schmidt, réapparaît dans l'équipe de Vogel.



A.f.p.

Avec Helmut Schmidt et Willy Brandt.



Sygma

ROBERT BADINTER, AVEC RAISON ET PASSION

Dans l'entretien qu'il accorde à "l'Unité", Robert Badinter réplique aux reproches contradictoires de ses adversaires des deux bords. Ceux qui gèrent l'insécurité comme un fonds de commerce électoral et ceux qui l'accusent d'être timoré

LA raison et la passion. Ces deux pôles de l'action conduite par Robert Badinter à la tête de la Justice affleurent tout au long de son propos. Chez cet homme devenu ministre sans avoir suivi la course politique classique, rien ne vient aujourd'hui contredire les options sur lesquelles il s'est publiquement engagé en s'installant place Vendôme. Le bilan de son action, publié la semaine dernière dans le numéro 500 de « l'Unité », a permis de mesurer le chemin parcouru. Badinter va-t-il trop loin ou au contraire se montre-t-il trop timoré ? Ces reproches, contradictoires, lui sont adressés par ses adversaires des deux bords. Dans l'interview qu'il nous a accordée cette semaine, le ministre leur réplique. Et il fait le point, en toute franchise, sur la conjonction, toujours difficile, d'un projet à réaliser et des faits têtus qui se dressent en travers. Une chose est certaine, rien ne saura faire dévier Badinter de son cap.

« L'UNITE » : Certains de vos adversaires déplorent votre « laxisme » : vous feriez montre d'une trop grande compréhension envers les criminels et les délinquants. Votre politique aurait le tort de privilégier la balance au détriment du glaive. Vous refuseriez de voir la justice assumer son rôle d'instrument de « volonté individuelle de vengeance ». Et vous seriez, en conséquence, responsable de la montée de mouvements comme « Légitime défense »...

ROBERT BADINTER : D'abord, pas de confusion. J'ai toujours distingué le cas de la criminalité ou de la grande délinquance organisée, à laquelle la société doit opposer la plus grande fermeté, et le problème de la petite délinquance à l'égard de laquelle la réponse pénale doit être diverse et ne pas se résumer dans le « tout carcéral ».

Maintenant voyons les faits : il y a actuellement plus de trente-six mille détenus dans les prisons françaises, pour une capacité pénitentiaire d'environ vingt-neuf mille places ! Une forte proportion de ces prisonniers relève de la détention provisoire. Et, si l'on considère les poursuites intentées, il faut rappeler que, sur cent personnes arrêtées et traduites en justice, quatre-vingt-seize sont condamnées, dont 20 % à des peines d'emprisonnement ferme. Ce sont des données sur lesquelles on peut méditer. Mais, telles quelles, elles interdisent de parler de « laxisme » de la justice !

Cette situation est-elle pour autant satisfaisante ? Non. Car le recours à la seule répression ne peut réduire la délinquance. Seule la prévention, au prix d'un effort général et d'une prise de conscience collective, peut remonter aux sources de la délinquance et contribuer à la faire régresser.

En vérité, la réaction judiciaire à la délinquance doit s'intégrer dans le cadre d'une politique d'ensemble qui comprend : la prévention, la dissuasion, la sanction et la réparation. La prévention, c'est-à-dire une action menée en accord avec les municipalités et adaptée au terrain ; parce que la délinquance n'est pas la même d'une ville à l'autre. La dissuasion, c'est-à-dire la présence policière et la technique de l'îlotage, à laquelle je souscris. La sanction, qui doit être diversifiée en fonction de la diversité même des actes et des types de délinquance, qui n'est donc pas obligatoirement l'emprisonnement, qui pose le problème des peines de substitution dont le vote interviendra au moment de l'abrogation de la loi Sécurité et Liberté. La réparation, qui ne doit pas être oubliée s'il y a eu victime. Cet ensemble est constitué de parties indissociables. Historiquement, c'est la première fois qu'un gouvernement propose ainsi une approche globale à la délinquance.

L'autodéfense n'est pas un phénomène nouveau, qui serait lié à la mise en pratique de telle ou telle politique judiciaire face à la délinquance. L'autodéfense constitue un fait de société, qui traduit une réaction d'exaspération devant la délinquance. Il y a eu autant d'infraction d'autodéfense du temps de mon prédécesseur qu'il y en a aujourd'hui. Parlant de tels actes, je dis bien infraction, car celui qui tente de s'approprier un poste de radio viole la loi, c'est indiscutable ; mais celui qui abat dans le dos une ombre qui s'enfuit la viole également, et, en plus, il transgresse une loi morale qui est autrement importante...

— Votre politique peut-elle être comprise et acceptée par une opinion à laquelle on avait, jusqu'à mainte-

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

nant, expliqué de la manière la plus simpliste qui soit : « Il y a délit, donc le délinquant doit être puni, et de préférence emprisonné. »

— L'automatisme de la sanction est, à proprement parler, une approche réactionnaire de la justice. Ne voir que l'acte et refuser de voir l'homme, c'est une commodité de la justice d'hier. C'est une commodité, parce que cela évite de s'interroger sur les raisons du délit, et notamment sur les facteurs sociaux et humains qui font que X. est devenu délinquant, alors que Y. ne l'est pas devenu. Pour moi, il n'y a pas de délit abstrait, il n'y a que des humains qui enfreignent les lois.

— L'accueil favorable fait au rapport Bonnemaison par 97 % des maires des communes de plus de neuf mille habitants... tendait à faire penser que votre politique était au moins approuvée par une majorité d'élus du pays, élus de droite compris. Or, l'opposition continue à tenir un discours « sécuritaire » ; en s'appuyant sur le constat d'une réelle augmentation de la petite et moyenne délinquance et en jouant sur un sentiment d'insécurité dans la population. Comment expliquez-vous ce double langage ?

— Il y a trois choses différentes : les faits, les angoisses qu'ils provoquent, le problème politique que pose l'addition des faits et des angoisses.

Les faits, d'abord. C'est sur eux que la commission Bonnemaison a travaillé et réfléchi, ministres et maires ensemble. Le but étant de trouver des moyens pour réduire la délinquance sur le terrain. Là, rien ne servait de fantasmer sur des statistiques. Là, c'est le concret qui était attendu. Là, on était en plein pragmatisme et le consensus pouvait se faire à partir de la vérité de l'expérience de chacun : on savait que telle mesure ou telle décision permettrait d'éviter une explosion. Là, personne n'a cherché de querelle idéologique. Et personne n'aurait pu en trouver. Car les faits sont plus têtus que les discours.

L'angoisse, maintenant. Le fameux sentiment d'insécurité. Il a fini, lui aussi, par devenir un fait. Mais on peut se demander pourquoi l'angoisse collective de notre société s'est à ce point polarisée sur l'insécurité... J'ai, là-dessus, une vue personnelle. Pour moi, l'homme a peur, l'homme est un animal craintif dont chaque peur n'est que l'expression d'une angoisse qui le ronge : la mort. Or, les grandes peurs de jadis ont disparu : la peur de la famine, la peur des épidémies, la peur de la maladie et même la peur de la guerre (on en parle, mais on n'y croit plus comme on y croyait en 1936). Et, parallèlement, la satisfaction de la sécurité s'est accrue partout, sauf dans un domaine où l'on se retrouve échec et mat : la criminalité, la délinquance. Et voilà l'insécurité devenue l'exutoire unique de notre vieux fond de peur !


Gamma

Le garde des Sceaux lors de son récent voyage aux Etats-Unis.

A cela s'ajoute, dans une période de tension économique indiscutable, la détestation de l'autre, de celui avec qui nous nous trouvons en concurrence. Additionnez la détestation et la peur des autres et l'angoisse de la mort (« fixée » sur l'insécurité), vous obtenez un mélange explosif et irrationnel : l'obsession sécuritaire.

Le problème politique, enfin. En l'espèce, il s'agit de l'exploitation d'un sentiment irrationnel, disproportionné par rapport aux faits. Tous les hommes politiques savent qu'il est plus facile d'exploiter la passion que la raison. Certains, affrontés au sentiment d'insécurité, ont donc choisi de « chevaucher la bête ». C'est ce qu'a tenté M. Peyrefitte avec Sécurité et Liberté : il a voulu, à la veille de l'élection présidentielle, faire une O.p.a. sur le sentiment d'insécurité, le récupérer et en faire une monture politique emportant la droite au succès...

— Mais ce galop a rencontré un obstacle...

— Oui, parce qu'il s'y est pris trop tard, et mal. Il n'a fait que brouiller les images : il a superposé un Giscard « ferme » à un Giscard « libéral » et il a ainsi multiplié le nombre des mécontents...

Mais entendons-nous bien : je ne confonds pas le discours sécuritaire et la récupération politique du sentiment d'insécurité avec les préoccupations légitimes des citoyens. Il faut, bien sûr, assurer la sécurité des citoyens. Et, c'est pourquoi, il faut revenir au réel, aux faits, à la bataille sur le terrain, bref, suivre la voie ouverte par la commisson Bonnemaison.

— A propos de la délinquance, on entend souvent policiers et magistrats se mettre mutuellement en cause...

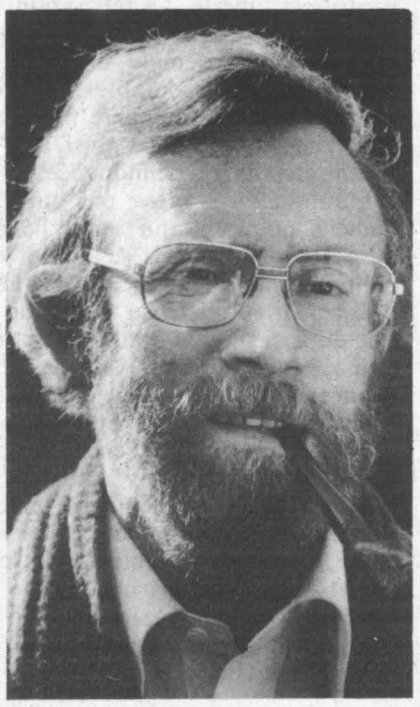
— Chacun doit faire ce qu'il peut là où il est ; c'est la seule solution. Je souhaiterais seulement que chacun veuille bien prendre conscience des difficultés de l'autre...

— Quand on considère l'épaisseur de l'enveloppe budgétaire du ministère de l'Intérieur et la minceur de l'enveloppe du ministère de la Justice, on se dit que les difficultés majeures doivent quand même se trouver de votre côté. Est-ce que ces difficultés financières vont vous amener à rogner certaines de vos réformes ou à retarder certains de vos projets ?

— La gestion du budget de la Justice, c'est la gestion de la misère. Cela pose évidemment des problèmes considérables. Si l'on veut humaniser les prisons et instituer, par exemple, le parloir libre, il faut mettre en place un nouveau matériel de sécurité et accroître le nombre des gardiens. Si l'on veut lutter contre les excès de la détention provisoire et lui substituer le contrôle judiciaire, il faut pouvoir recruter et rémunérer mieux des enquêteurs et des contrôleurs. Si l'on veut réellement agir en faveur des victimes, il faut des crédits conséquents. Si l'on veut installer les nouveaux tribunaux d'exécution des peines, il faut des magistrats et des greffiers en plus : je ne les ai pas, je ne pourrai « démarrer » cette réforme qu'en 1985 ! Au total, pour couvrir le coût de fonctionnement des réformes entamées, et mettre en œuvre une justice modernisée, il faudrait que le budget actuel de la justice soit augmenté de 30 %...

— On vous a parfois reproché de faire passer les grandes réformes législatives avant le changement dans le fonctionnement quotidien des tribunaux. Ce reproche vous semble-t-il justifié ?

— Pas du tout. J'ai toujours dit que le quotidien constitue pour moi une dimension essentielle de la justice. N'oubliez pas que j'y ai vécu



par Piem

DIPAPACÉQUOI

Servir

L'ENFANT vit un soleil tout blanc qui brillait dans le ciel d'hiver.

— A quoi ça sert ? demanda-t-il à son père.

— A penser au printemps.

L'enfant vit un chômeur qui chômait en silence.

— A quoi ça sert ? demanda-t-il à son père.

— A lui tendre la main.

L'enfant vit un oiseau mort de l'hiver au pied d'un arbre mort de froid.

— C'est la dureté des temps, dit le père.

L'enfant vit une rose qui fleurissait sur le sol gelé.

— A quoi ça sert ? demanda-t-il à son père.

— A réveiller les espoirs endormis.

— Et moi, dit l'enfant, à quoi je sers ?

Il avait posé sa question en plein milieu des certitudes, en plein milieu des habitudes, des « tais-toi et mange » des « ce n'est pas de ton âge » et des redoutables « plus tard tu me remercieras ». L'enfant, dont la seule excuse était son jeune âge, avait mis par-dessus le marché ses deux pieds dans le plat, le plat de consistance, le plat de référence, le plat des révérences aux pouvoirs institués.

Et le père pensait : « Voilà ce qui arrive quand on laisse un enfant s'exprimer à sa guise, quand on laisse la porte ouverte aux questions incongrues, quand il vous bouscule la tendresse et qu'un regard d'amour ne fait plus la réponse. »

— Et moi, reprit l'enfant, je sers à quoi ?

Comme le père prenait un temps de réflexion, la question resta suspendue dans le vide. L'enfant s'assit dessus, les pieds ballants, se balançant au gré du vent. Du haut de son perchoir il pouvait voir l'embarras de son père ; il voyait aussi tous ces gens-là qui servent à quelque chose et qui s'agitaient en tous sens, il y avait les serveurs à boire et les serveurs de soupe, les serveurs de messe basse et les serveurs de rendeur de services. Il voyait des self-serveurs, des accortes serveuses, des serveurs asservis et les serveurs de patrie qui se servent au passage.

— Dis papa, reprit l'enfant, moi je ne sers à rien ?

Le petit garçon avait les yeux pleins de larmes. Il sauta de sa question sans réponse pour venir se blottir dans les bras de son père.

— Nous servons tous à quelque chose mon fils. Nous servons quelquefois à mettre les autres en valeur, nous servons à faire la haie d'honneur. Le devoir n'a pas de prix et le service est toujours compris.

L'enfant sécha ses larmes puis il renifla bruyamment trois fois.

— Dis papa, dans le fond, ça ne sert à rien de chercher à savoir si ça sert à quelque chose, l'essentiel c'est d'y croire.

Puis ils rentrèrent à la maison par l'escalier de service.

trente ans de ma vie. Pour cette année, pour 1983, le quotidien sera la priorité des priorités pour le ministère de la Justice. Et je sais qu'en fin de législature nous serons jugés au moins autant sur l'accélération des délais d'une affaire que sur les grandes réformes.

Mais changer le fonctionnement quotidien de la justice, c'est vouloir bouleverser bien des habitudes et bien des comportements : c'est se heurter à des résistances, c'est rencontrer des pesanteurs insoupçonnées... Le monde de la justice est un monde très conservateur. C'est vrai qu'il est plus facile de faire adopter un nouveau texte de loi par l'Assemblée nationale et même par le Sénat...

— Pesanteur et conservatisme de l'appareil judiciaire, manque de moyens busgétaires, intolérance politique : décidément, votre tâche de ministre n'est pas une sinécure. Eprouvez-vous encore ce sentiment de « solitude du coureur de fond » que vous aviez évoqué lors du dernier congrès du Syndicat de la magistrature ?

— Solitude, parfois. Coureur de fond, oui. Coureur à handicaps serait peut-être plus juste. Ou coureur d'obstacles. Parce qu'il y a des obstacles dont je me passerais bien : ceux qui se rajoutent aux obstacles réels et objectifs ; ces mensonges qui circulent à tout propos, ces statistiques fabriquées, ces détails inexacts ou inventés de toutes pièces...

Mais il faut continuer. Et je continuerai tant que le président de la République et le Premier ministre me feront confiance. Je continuerai sans changer ma ligne. Il n'y aura pas deux politiques successives et contradictoires pendant mon ministère. Il n'y en aura qu'une. Jusqu'au bout.

— Malgré les handicaps, n'y a t-il pas un secteur dont vous soyez déjà satisfait, dans lequel il vous semble que vous ayez décisivement marqué des points ?

— S'agissant des libertés judiciaires, les progrès sont considérables et irréversibles. J'en suis convaincu. On ne reviendra pas sur l'abrogation de la peine de mort ni sur la suppression des juridictions d'exception. Sans doute, M. Peyrefitte dit que si la droite revient au pouvoir, en deux mois, on rétablira toutes les lois d'exception. On le fera par voie d'ordonnance, annonce-t-il, c'est-à-dire en matière de libertés et de lois fondamentales, au mépris des libertés et du Parlement. Quel aveu et quel programme ! Chaque homme de liberté saura s'en souvenir.

Et plus prosaïquement, l'éducation surveillée a effectivement marqué des points. Grâce à sa directrice, Mme Ezratty. Grâce aux efforts faits par tous les personnels, qui se sont dévoués au-delà de leurs obligations. Peut-être, aussi, grâce un consensus rare : la délinquance juvénile, contrairement au reste de la délinquance, suscite dans l'opinion plus un sentiment de culpabilité qu'un souhait de répression. Là, le discours sécuritaire ne prend pas sur les sensibilités. Là, on s'identifie volontiers au père ou à la mère du délinquant. Là, on se dit qu'il « faut faire quelque chose ». Là, il y a vraiment des mentalités qui s'ouvrent au lieu de se bloquer.

— Il arrive aussi, heureusement, que la justice remporte des victoires qu'on n'attendait plus : c'est le cas avec l'emprisonnement de Klaus Barbie. On dit que c'est vous qui êtes intervenu pour qu'il soit emprisonné à Montluc...

— C'est exact. Même si, pour des raisons de sécurité, Klaus Barbie a été transféré dans une autre prison, je tenais à ce que, dans un premier temps, symboliquement, il arrive entre deux gendarmes français dans cet endroit où il a torturé. Je tenais à ce que son emprisonnement, dans une des cellules de Montluc, là où il a commis ses crimes, souligne un retournement prodigieux de l'histoire.

— Qu'attendez-vous du procès de Klaus Barbie ?

— J'aurais beaucoup à dire à ce sujet, y compris sur ce qui a déjà été dit. Mais je ne parle jamais des affaires judiciaires en cours. C'est un principe que, comme garde des Sceaux, j'ai toujours appliqué. Dans le cas de Barbie, je ne dirai donc que ceci : le législateur a décidé que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, c'est-à-dire qu'on ne peut ni ne doit les oublier ; la justice doit donc s'exercer contre l'auteur de tels crimes aussi longtemps qu'il vit. Bien entendu, la justice d'un pays de liberté doit s'exercer en toute sérénité et en toute clarté. Nous y veillerons.

— Il n'y a guère, vous étiez en Israël... Quelles réflexions vous inspire la publication du rapport Kahane ?

— La publication du rapport Kahane constitue un exemple pour toutes les démocraties : on est en présence de magistrats interpellant le pouvoir politique et lui demandant des comptes, au lieu de le couvrir.

— Vous pensez que ce serait possible en France ?

— Rien n'interdit de l'espérer...

(Propos recueillis par Jean-Paul Liégeois et Paul Leduc.)

Contrats de plan: de l'oxygène pour les nationalisées

PAR MARTINE DUCOUSSET

TOUT arrive. Même les contrats de plan, ces fameux accords entre Etat et entreprises nationalisées dont on parlait depuis si longtemps et qu'on ne voyait toujours pas venir. Cette fois, c'est fait : C.i.i. Honeywell-Bull vient de signer ; Usinor, Rhône-Poulenc et Saint-Gobain ne devraient pas tarder. Quant aux autres firmes — C.g.e., Thomson, Renault et E.m.c. —, elles s'exécuteront un peu plus tard.

C'est une date symbolique que celle choisie pour la première signature de contrat : le 10 février, c'est-à-dire juste à la veille du jour anniversaire de la publication de la loi sur les nationalisations. Enfin, va-t-on peut-être y voir un peu plus clair côté programme industriel et côté financement des nationalisées — puisqu'il est entendu que les fonds attribués par l'Etat sont fonction du contrat de plan proposé par l'entreprise et des objectifs qu'elle s'est ainsi fixés.

Ce contrat, c'est un mince document d'une quinzaine de pages que chaque société a soumis à l'approbation du ministre de la Recherche et de l'Industrie. Un document qui dessine à grands traits un cadre d'action — en matière d'emploi, d'investissement, de recherche, de balance commerciale et d'économies d'énergie — pour les cinq années qui viennent. En échange de ces engagements précis — susceptibles toutefois de modifications en cas de bouleversement des conditions du marché —, l'Etat va devoir banquer. C'est d'ailleurs chose, sinon faite, du moins annoncée. 20,22 milliards de francs sont accordés aux nationalisés : 12,45 milliards sous forme de dotations budgétaires, et 7,77 milliards... qu'il reste à trouver.

Ces milliards, pour quoi faire ? Principalement, aider les entreprises publiques industrielles à financer leurs investissements. La somme importante que le gouvernement vient d'octroyer aux groupes nationalisés devrait, en effet, leur permettre d'investir 31 milliards (dont 22 milliards d'investissements industriels en France) en 1983. Ce qui représente environ 50 % de l'investissement total de l'industrie française. Reste à savoir où récupérer le complément d'argent promis aux nationalisées par Jean-Pierre Chevènement. Une solution : les titres participatifs, qui ressemblent aux actions mais n'en sont pas vraiment, puisqu'ils donnent une part au capital, mais pas le droit de vote. Les détenteurs de ces titres percevront une rémunération basée sur l'évolution d'un des éléments du compte d'exploitation. Quatre groupes — Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, C.g.e. et Renault — sont déjà sur les rangs, prêts à l'émission de titres, dès que le décret concernant cet aspect de la loi Delors sur l'épargne sera paru.

Quatre groupes dont la présence ici n'est pas pure coïncidence. Quatre groupes peu gâtés par la répartition des fonds annoncée par le ministre de l'Industrie *(voir tableau)*. Sans doute parce que, pour eux, les affaires marchent bien. Et le gouvernement a préféré injecter de l'oxygène aux secteurs en difficulté — la sidérurgie qui se taille la part du lion avec 6,45 milliards de francs, la chimie, l'aluminium... — laissant aux entreprises bénéficiaires le soin de se débrouiller par leurs propres moyens. Normal, ce coup de pouce aux industries traditionnelles à la recherche d'un second souffle. Mais dans l'histoire, les technologies de pointe semblent avoir été quelque peu sacrifiées : 1,5 milliard de francs pour C.i.i. Honeywell-Bull, c'est peu quand on pense à l'effort qui devait être consenti en faveur de l'informatique, secteur de pointe indispensable à privilégier si la France veut rester compétitive sur le marché mondial. Enfin, on peut toujours se dire que, si l'informatique n'a pas besoin d'autant de crédits que la sidérurgie, c'est que l'informatique se porte plutôt bien. Ce qui, l'un dans l'autre, est une bonne nouvelle.

« Je ne travaille pas pour ma gloire, mais pour les générations futures. Derrière les chiffres, ce qui est en jeu, c'est la liberté de la France, son indépendance. Il s'agit de savoir si nous sommes capables de nous battre pour elles. » Dixit Jean-Pierre Chevènement. A bon entendeur...

EN MILLIARDS DE FRANCS

Sidérurgie (dont 2,5 pour Sacilor et 2,42 pour Usinor)	***6,45***
P.u.k.	***2,4***
Rhône-Poulenc	***1,8***
Renault	***1,65***
Thomson	***1,6***
C.i.i. H.-b.	***1,5***
C.d.f. Chimie	***1***
Chimie (somme consacrée à la restructuration de ce secteur, autour de Rhône-Poulenc, Elf-Aquitaine, C.d.f.-Chimie et E.m.c.).	***1***
C.g.e.	***0,87***
Saint-Gobain	***0,75***
Engrais	***0,65***
S.n.e.c.m.a.	***0,3***
E.m.c.	***0,25***

COMPAGNIE GENERALE DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN
Siège Social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE - Tél. : (20) 06.92.62

La maintenance de tous vos équipements techniques
PAR un seul responsable
POUR un montant global et forfaitaire
• nettoyage, entretien tous locaux
• maintenance de toutes installations techniques (chauffage, climatisation, ventilation, électricité, plomberie-sanitaire...)
• gardiennage, sécurité, accueil, espaces verts...

Centre Vauban
201, rue Colbert - 59800 LILLE
Tél. (20) 30.75.57

COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE
Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre-de-Tassigny, 59350 SAINT-ANDRE
Tél. (20) 06.92.62

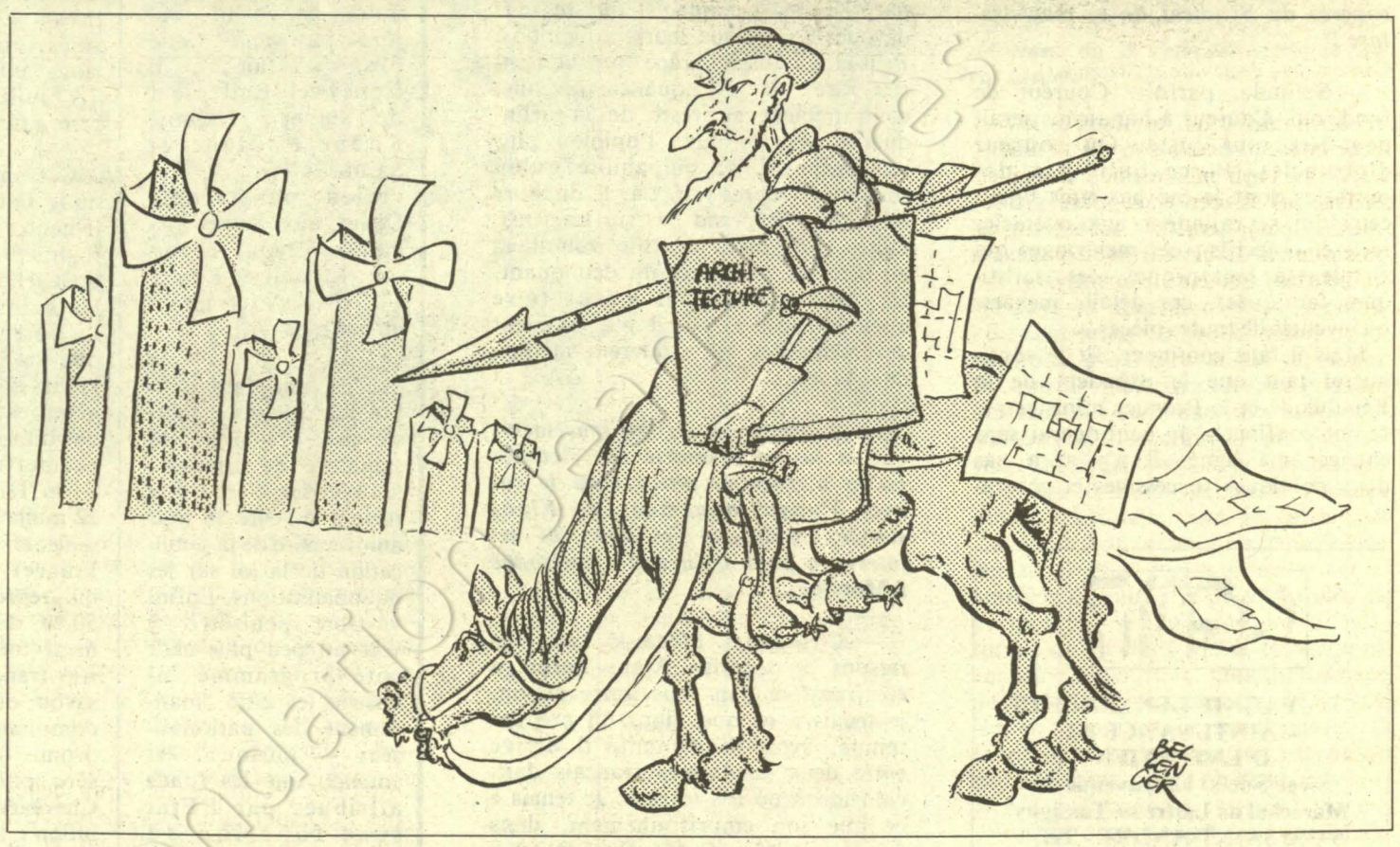
5 000 spécialistes de la maîtrise de l'énergie
au service de la Collectivité pour

• veiller au bon fonctionnement des installations de chauffage et de conditionnement d'air,
• traiter les eaux de chauffage et de piscines,
• éliminer les résidus urbains,
• assurer la maintenance de tous équipements techniques,
• mettre en œuvre toute solution de récupération de chaleur ou d'utilisation d'énergies de substitution.

CONSTRUCTION: ECHAFAUDER UNE NOUVELLE POLITIQUE DU BATIMENT

Quatre mille trois cents entreprises du bâtiment ont cessé leur activité en 1981. Phénomène qu'aucune reprise en vue ne va freiner dans les mois à venir. Mais les derniers choix gouvernementaux laissent espérer un renouveau

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



QUE le bâtiment soit en crise n'est plus un secret pour personne. Secteur fondamental, pourtant, puisqu'il est à la fois premier secteur industriel français par le chiffre d'affaires et troisième exportateur mondial. Mais voilà, depuis plusieurs années, il voit son activité baisser, perdre des emplois et des entreprises : quatre mille trois cents entreprises ont cessé leur activité en 1981, phénomène qu'aucune reprise en vue ne va freiner dans les mois à venir.

A cette crise, s'ajoute celle du « pouvoir d'achat logement », selon les termes barbares en vigueur dans ce milieu. Autrement dit, les coûts de construction ont augmenté plus vite que le niveau de vie des Français, et ce, depuis 1978. Ces deux dernières années, la hausse des coûts a été freinée mais les spécialistes n'y voient qu'un effet conjoncturel de la crise qui pousse les entreprises à passer des marchés, parfois à perte, pour maintenir leurs structures.

Certes, cette hausse des prix du logement correspond à une amélioration de la qualité, en particulier thermique et acoustique, chiffrée à un surcoût de 5 %. L'augmentation des surfaces, elle, a suivi une courbe ascendante jusqu'en 1980 mais, depuis, la tendance s'inverse avec une rapidité qui consterne le ministère.

Pour expliquer la hausse des coûts, on peut aussi faire appel à d'autres facteurs : la taille des opérations a considérablement diminué, passant en locatif de quarante et un logements en 1978 à vingt-huit en 1982. La hauteur des immeubles est passée de cinq à quatre étages en moyenne.

Pourtant, cet aspect des choses ne recouvre pas la totalité du problème. « Ce qui coûte le plus cher, aujourd'hui, c'est la sauce », explique Marc Huret, de la Sodedat 93, société d'aménagement du département de Seine-Saint-Denis.

Par « sauce », il faut entendre : frais financiers, qui peuvent représenter dans certains programmes d'accession sociale jusqu'à 20 à 25 % du bilan. Au mieux 13 %. Le marketing prélève maintenant son dû même dans le secteur social et les coûts commerciaux représentent 5 % en moyenne des programmes d'accession. Quant aux frais de fonctionnement des sociétés constructrices, ils n'ont cessé de grimper. Une société comme la S.c.i.c., filiale de la Caisse des dépôts et premier promoteur français, y consacre presque 8 % de ses programmes sociaux, qui viennent grever directement le budget construction de logements.

Il faut d'ailleurs noter le même phénomène dans les entreprises du bâtiment où les effectifs d'encadrement commercial et de gestion sont passés de 10 à 20 % de 1960 à 1981.

Sacrée inflation de dépenses improductives, à rapprocher de celle des honoraires, une rubrique qui a augmenté de 150 % entre 1978 et 1981, par le simple jeu de la multiplication des acteurs : aux concepteurs s'ajoutent des conducteurs d'opération, des contrôleurs, les assurances... et surtout les bureaux d'études qui se sont multipliés, pour des prestations de qualité plus que contestable mais dont les opérations jouent un rôle fructueux dans l'alimentation des caisses de partis politiques.

Enfin, le foncier reste un élément majeur du coût du logement. Il attteint à Paris 1 200 F par mètre carré pour un coût de construction de 3 300 à 3 700 F, d'après les statistiques de la S.c.i.c. S'attaquer à ce problème demande réflexion et le ministère n'est pas encore prêt à engager une réforme foncière. Aussi a-t-il décidé de s'attaquer d'abord au coût de construction, avec un objectif d'économie de 25 % d'ici à cinq ans. Sa machine de guerre se nomme Habitat 88. « Il faut renverser la tendance, c'est la seule solution pour éviter de tomber à une production de deux cent mille logements par an dans les années 90 », estime Jean-Paul Alduy, directeur de la politique technique à la Direction de la construction. Pour remettre en cause les techniques et les comportements, trouver des processus nouveaux, travailler avec plus d'efficacité en chassant les pertes de temps, Habitat 88 va d'abord faire « un appel aux Ya-ka » puisque tout le monde a des idées sur la meilleure façon d'y parvenir. Cet appel de propositions va durer six mois. Certaines de ces idées seront immédiatement proposées aux entreprises et aux maîtres d'ouvrage. D'autres seront testées, l'administration s'engageant à étudier toutes les propositions dans le plus grand esprit d'ouverture, à mobiliser pour elles le maximum de moyens, en particulier à suspendre des réglementations lorsque cela s'avérera nécessaire.

Ce qui ne signifie pas que la Direction de la construction n'ait pas déjà une idée derrière la tête. Selon elle, c'est en transférant à l'industrie une partie de l'activité du bâtiment que peuvent être mis à jour les plus importants gains de productivité et les contrôles de qualité les plus fiables. Démarche cohérente, bien sûr, avec la priorité donnée par le gouvernement à l'industrie mais aussi avec la politique sociale puisque les ouvriers de ce secteur trouveront dans les usines des emplois plus qualifiés et plus sûrs, alors que ceux qui travaillent actuellement sur les chantiers peuvent craindre le chômage tous les six mois.

Pourtant, la réalité socio-économique du pays interdit tout optimisme béat en la matière. La France a vu se succéder de multiples politiques qui ont porté les noms de « modèles », « industrialisation », « systèmes constructifs » et « composants »... Et dont aucune n'a véritablement réussi. On parle aujourd'hui de P.i.p. (produits industrialisés) et la Direction de la construction souhaite réorganiser la production autour de quatre catalogues, alors qu'une trentaine de procédés et de composants différents essaient aujourd'hui de se partager un marché à l'évidence trop petit pour une telle concurrence. Ce regroupement n'est pas facile à organiser, on le devine, pour que les producteurs se complètent tant régionalement que techniquement et qu'aucun ne se sente lésé.

La Direction de la construction voudrait encourager les maîtres d'ouvrage importants à passer, comme le fait déjà la S.c.i.c., des conventions de programme de fourniture avec les industriels répertoriés dans ces catalogues, conventions qui permettent à l'industriel de s'engager sur un prix concurrentiel pour une certaine quantité commandée mais n'obligent pas le constructeur à se fournir chez lui.

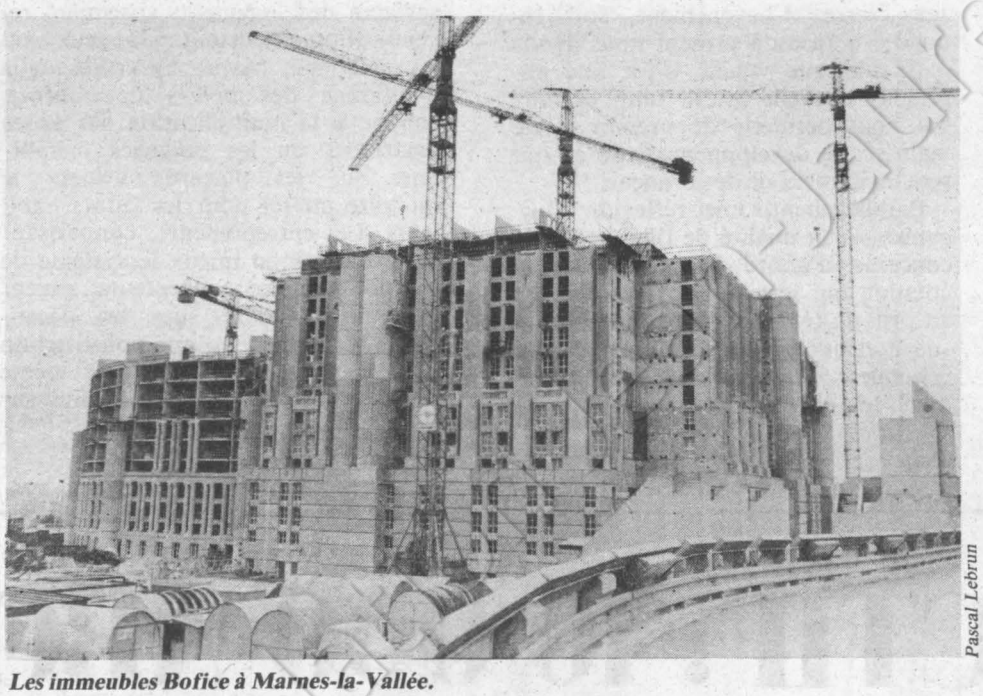
La réussite d'une telle politique repose d'abord sur la création d'une véritable industrie du bâtiment en France. Sur ce point déjà, qui était un des objectifs prioritaires des systèmes constructifs, les échecs ont été cuisants. Ce sont en effet les grandes entreprises qui produisent les éléments préfabriqués et les composants qu'elles sont par ailleurs seules à poser. Grâce aux jeux des agréments et des marchés négociés, elles se sont adjugé de véritables monopoles, qui, on le conçoit, ne jouent pas à la baisse des prix. Leur position de force est telle aujourd'hui qu'elles se permettent même parfois de remettre en cause des programmes lorsque tel ou tel détail complique un peu leur



Construction de pavillons Phoenix.

Viva





Pascal Lebrun

Les immeubles Bofice à Marnes-la-Vallée.

tâche. Si bien que les maîtres d'ouvrage consciencieux, comme la Sodedat, en viennent à ne travailler qu'avec les petites entreprises artisanales, parfaitement compétitives mais dont la faible surface financière inquiète les directeurs d'opérations.

Donc, pour maintenir une réelle concurrence avec le secteur traditionnel du bâtiment, il faudrait que le gouvernement puisse aider les P.m.e. à trouver des garanties financières. Elément du dispositif d'autant plus fondamental que l'industrie seule ne pourra évidemment pas absorber une main-d'œuvre assez importante pour maintenir l'emploi dans le secteur.

On le voit, l'industrialisation du bâtiment n'est pas une affaire simple. La préfabrication a souffert par exemple des temps de transport trop importants entre les usines et les chantiers, surtout en région parisienne. Et ces transbordements multiplient les risques de casse qui peuvent atteindre 15 à 20 %. Autre écueil : l'irrégularité du marché. Les industriels ont besoin de planning, d'une production sans à-coups. « En vingt ans de travail dans le bâtiment, je n'ai jamais vu une activité régulière », estime Jean-Pierre Tohier, économiste du bâtiment.

Architectes de Meccano

L'industrie a également besoin de produire d'importantes quantités. Mais, à moins d'ouvrir un marché à l'exportation considérable, comment allier cette nécessité au souci de qualité architecturale qui est aussi une des ambitions du ministère ? Sur ce thème, la polémique fait rage entre les tenants de l'industrialisation et les architectes. Les concepteurs se refusent à n'être que des adaptateurs, des architectes de Meccano piochant dans un catalogue les éléments de leur bâtiment pour finalement se contenter d'habiller une façade.

On l'a vu dans la construction scolaire où les procédés industrialisés représentent une part non négligeable, cette politique tend, au mieux, à la définition d'une architecture « folklorique », experte à détourner les procédés qui lui sont imposés et dont le coût finit par dépasser celui d'une construction traditionnelle. Au pire, on a vu des collèges céder au ridicule de coiffer de toits en tuiles des parallélépipèdes dignes des meilleurs jours de la préfabrication.

Cette incompatibilité n'est pourtant pas rédhibitoire, à partir du moment où le concepteur conçoit son bâtiment en « pensant industrialisation », sans pour autant chercher à se plier à un procédé préalablement imposé. Et bien des architectes dignes de ce nom ne voient aucun inconvénient à travailler avec des catalogues de second œuvre, qui peuvent regrouper robinets, portes et fenêtres...

Pour l'instant, c'est surtout en gros œuvre que l'industrialisation a cherché à s'imposer. Le second œuvre représente pourtant la moitié du coût du bâtiment et d'importants gisements de productivités restent ici à exploiter. Politique qui serait bénéfique à l'exportation également. Un exemple : la pieuvre électrique et la pieuvre à eau qui permettent de diminuer de moitié le temps d'installation de l'électricité et de la plomberie dans un logement.

Certains accusent Habitat 88 de n'être qu'une idée de technocrate ignorant des réalités. Le jugement semble un peu dur, dans la mesure où aucune bataille, aussi difficile soit-elle, n'est perdue d'avance. La Direction de la construction a, dans sa démarche, innové de manière significative en proposant un dispositif ouvert à tous, en annonçant son désir d'additionner les efforts.

Habitat 88 sera plus qu'un concours Lépine de la construction, mais à condition que tout le monde joue le jeu. Que les entreprises ne cherchent pas à recréer leur monopole, que l'administration accueille avec le même intérêt l'inattendu et le souhaité, que le C.s.t.b. (Centre scientifique et technique du bâtiment) et l'Ecole des ponts et chaussées ne trustent pas les crédits de recherche.

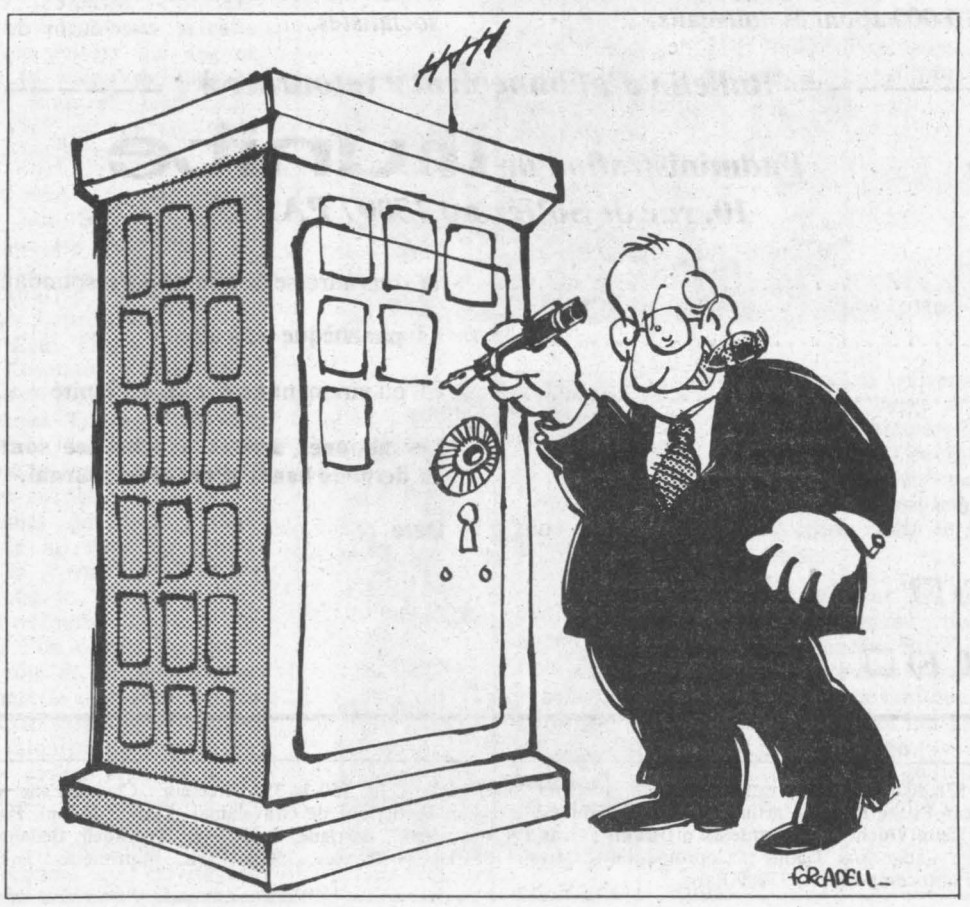
Ainsi, de multiples propositions verront le jour. Les plus importantes portent sur l'organisation des chantiers qui, en raison de la déqualification de la main-d'œuvre et de l'insuffisance d'encadrement, s'est beaucoup dégradée depuis quelques années. Le temps perdu en attente est considérable, 20 %, estime-t-on à la S.c.i.c. Et les pavillonneurs ont réussi à gagner par une organisation rationnelle 5 % sur les coûts totaux de leurs maisons individuelles.

Pour améliorer la qualité des logements tout en en maintenant la surface moyenne, l'idée se fait jour de changer sa conception générale, de limiter couloirs et lieux de dégagement. Les architectes inventifs le font depuis plusieurs années en logement social mais les promoteurs privés ont jusqu'à présent toujours prétendu que le public français tenait à ces détails, ce qui a considérablement freiné l'innovation.

Jean-Paul Alduy parle également de relancer l'autoconstruction et certains pensent à multiplier les opérations auxquelles les futurs usagers participeraient dès le départ. La Sodedat a par exemple calculé qu'en bénéficiant au plus tôt des prêts sociaux accordés aux acquéreurs et en limitant les frais de commercialisation au maximum, les opérations pouvaient faire des économies de 5 à 6 % !

Mais, comme nous l'avons vu, le coût de construction ne représente que la moitié du prix du logement. Le gouvernement a donc decidé de faire porter son effort sur l'ensemble du problème en annonçant le 20 janvier dernier un programme de recherche et d'innovation dans l'habitat. Malgré son avance — Habitat 88 a déjà un an d'existence — et malgré la puissance de la Direction de la construction qui la pilote, malgré la collusion des lobbies qui ont tendance à réduire les problèmes d'habitat à leur unique dimension de mètres cubes de béton, le corps des Ponts

(suite en page 22)



(suite de la page 21)

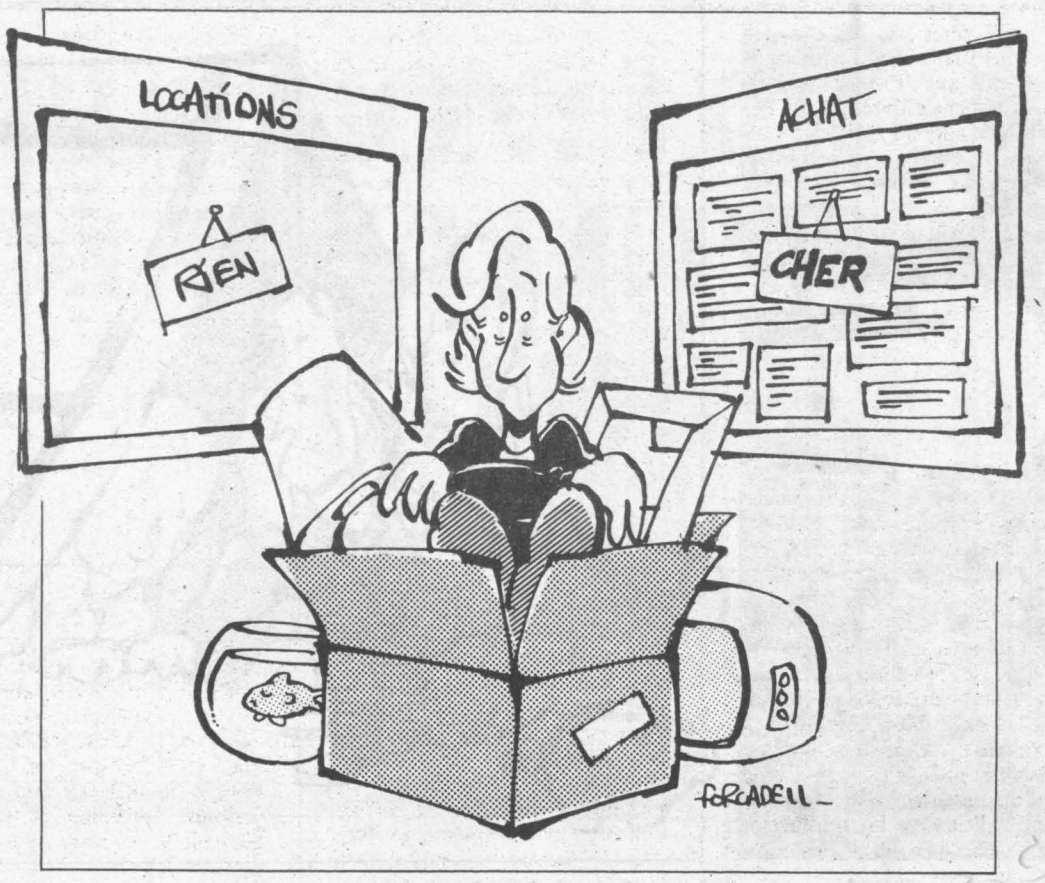
n'étant pas le moins négligeable, l'opération Habitat 88 est passée au second plan.

Le programme annoncé par Jean-Pierre Chevènement et Roger Quilliot met en effet l'accent sur la dimension urbaine et architecturale du problème. Il se propose de doubler en cinq ans les crédits consacrés à la recherche et l'innovation dans ce secteur, tout en faisant particulièrement porter son effort sur l'expérimentation.

« On ne gagnera que trois sous avec la technologie, estime Yves Dauge, directeur de l'Urbanisme et des Paysages. Alors que la ville, par ses équilibres, peut être productrice de réelles économies. » On le voit bien aujourd'hui, la ville qui déraille dans ses quartiers périphériques et ses grands ensembles coûte épouvantablement cher. La sous-occupation des Z.u.p. représente des investissements considérables non amortis. Et les budgets des collectivités locales ne peuvent prendre en charge de nouveaux déficits prévisibles si les erreurs urbaines du passé étaient répétées.

Le désinvestissement en matière de réserves foncières, d'équipements, de qualité de la vie, de tout ce qui, préalable au logement, en fait la réussite, a atteint un point critique car, depuis plus de quinze ans, plus personne ne paye ce coût urbain, le logement ayant déjà bien du mal à se financer lui-même.

Le souci du gouvernement va donc être de trouver dans le progrès technologique les moyens de donner corps à un certain discours humaniste sur la ville dont les socialistes ont fait un cheval de bataille. « Réconcilier les Français et la ville ne peut rester un slogan », dit Roger Quilliot et



Jean-Pierre Chevènement lui répond : « Jusqu'à présent nous avons plus subi que voulu. C'est une approche nouvelle qu'il faut définir, qui nous permette de prévoir et de maîtriser le développement de ce qui sera le cadre de vie des Français. »

Parallèlement, une réflexion s'organise sur la qualité de l'habitat. Elle concerne d'abord la refonte de la cotation qui sert aujourd'hui de base au prix de référence dans le logement social et qui provoque l'insatisfaction générale. Elle favorise insuffisamment les efforts pour augmenter les surfaces des logements, première revendication, pourtant, de ceux qui les habitent. Avec absurdité, elle additionne des points de confort, comme si la multiplication des prises électriques ou les poignées métalliques sur les placards avaient le moindre intérêt pour les futurs habitants. Les entrepreneurs, connaissant aussi bien sinon mieux le système de cotation que les concepteurs, savent eux aussi « faire suer les coefficients ». Si bien qu'une construction banale et médiocre coûte le même prix qu'un bâtiment de qualité sur lequel l'architecte aura innové et travaillé les détails.

Maîtres d'ouvrage et concepteurs doivent aussi apporter un soin particulier aux programmes, aux études préalables, tant il est vrai que l'insuffisante qualité architecturale dont souffre notre pays trouve sa source d'abord dans l'insignifiance de ces étapes préliminaires que les technocrates mal avisés et les élus pressés ont tendance à réduire à la portion congrue.

Hélas la politique de qualité, si elle est affichée unanimement, va en réalité à contre-courant. Parce que tout le monde craint d'avoir à en payer le prix et parce qu'elle gêne ceux qui, dans la profession, ont toujours su imposer des logiques partielles. Les grosses entreprises ont, dans les années soixante, fait fabriquer des barres et des villes-chemin-de-grue pour ensuite impulser la politique de « zupefaction » de la France, selon l'expression de Marc Huret. De leur côté, les promoteurs privés, au nom du goût moyen des Français, réduisaient l'architecte à un rôle d'habilleur de façades... Tout cela, la collectivité le paye aujourd'hui, en coûts sociaux prohibitifs.

Cette histoire récente devrait donc nous avertir contre le danger d'une attitude productiviste qui se contente d'une analyse économique à court terme et ne prend pas en compte la valeur d'usage réelle du cadre de vie. Les derniers choix gouvernementaux laissent espérer, d'autant plus que, depuis quelques années, le logement social a impulsé un véritable renouveau de l'architecture. Un renouveau encore fragile qu'il serait dommage de décourager aujourd'hui, par exemple en lui interdisant le moindre dépassement financier. ●

OBJECTIF : 10 000 ABONNES NOUVEAUX

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

*** abonnement d'un an (250 F) ☐**

*** abonnement de six mois (160 F) ☐**

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastel-lier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-ELysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

La chronique littéraire de Claude Glayman



De la musique avant toute chose

Quelques beaux livres à se mettre sous l'oreille

LES fêtes de fin d'année justifient-elles, elles seules, que l'on passe en revue les beaux livres et qu'entend-on d'ailleurs par « beaux livres » ? Tous les livres ne sont-ils pas beaux dès lors qu'ils sont bons ! Un simple livre de poche, écorné, lu, relu, annoté, peut apparaître plus beau aux yeux d'un lecteur que tel livre splendidement relié aux photos glacées style magazine !

Le souvenir que l'on conserve et l'attachement que l'on porte font le prix d'un livre. Ce qui explique que d'une certaine manière, l'année durant, on peut éprouver le sentiment d'être en fête, il suffit qu'à chaque instant on ait un beau livre à se mettre sous la dent. Les livres de musique, presque tous, sont des « beaux livres » parce qu'ils traitent de musique, c'est-à-dire d'une matière belle avant toute chose. Je n'affirmerais pas comme s'y emploient les conservateurs que la beauté musicale s'apparente à l'insondable du mystère même si l'on doit bien admettre que l'esthétique n'est pas intégralement explicable.

De telle sorte que quand sur ces entrefaites paraît un « beau livre » de musique, on éprouve le sentiment d'être comblé. Tel pouvait être le cas avec « l'Italie de Puccini » d'Angelo Ceresa (Mengès). Giacomo Puccini (1858-1924) est le merveilleux compositeur de « Tosca », de « la Bohème » et de tant d'autres chefs-d'œuvre. Le vérisme auquel Puccini a associé son nom induit-il l'image d'un créateur qui serait aux sons ce qu'Emile Zola fut aux mots ? Il n'en est rien, Puccini fut plus délicat et raffiné que cru ainsi que le montrent les photos de cet album avec la succession des lieux privilégiés du musicien : nature et demeures, que ce soit la maison natale ou bien celle de l'enfance à Lucques ou le conservatoire à Milan, les cafés et les glaciers, et la Scala, la splendide villa Ginori-Lisli près du lac de Massaciuccoli ou bien celle de Torre del Lago ou bien encore des reproductions de décors d'opéras, nous contemplons à chaque fois une Italie revisitée par un rêve exquis. La similitude de certains paysages italiens avec d'autres japonais est frappante au point que l'on s'explique aisément l'inspiration orientale de « Madame Butterfly ». Mais ces photos très belles demeurent volontiers muettes et figées car ce sont des photos d'aujourd'hui et seuls le texte et les légendes qui les accompagnent évoquent le passé. Pourtant comment serions-nous insensibles à cet univers qui fut et alimenta la vision de l'artiste Puccini ? Pour en bien comprendre l'inspiration faut-il recourir à la psychanalyse ?

Il était fatal mais aussi souhaitable que la psychanalyse prît la musique pour objet de son étude. Le livre récent, « Psychanalyse et Musique » (les Belles Lettres, par Jacques et Anne Caïn, Pierre Schaeffer, Guy Rosolato, Jacqueline Rousseau-Dujardin et Jacques-Gabriel Trilling), rappelle le désintérêt foncier de Freud à l'égard de la musique. L'enfant Freud est sensible à la diversité des langues qui sont parlées autour de lui dans un milieu juif de la Vienne de l'Empire austro-hongrois, la musique, elle, est refoulée. Le sens du mot que l'on écoute l'emporte sur le son et la mélodie et précisément la musique c'est de l'écoute. Il existe une relation entre le salon où l'on cause, où la bonne société pratique de la musique et le salon-divan de l'analyste. A partir de cette filiation, un ensemble d'hypothèses fécondes sont envisagées qui font l'objet de ce livre très riche, suggestif et qui selon toute vraisemblance ne sera pas le dernier sur cette matière.

L'analyse biographique que le psychiatre Philippe André consacre à Robert Schumann sous le titre « Schumann : les chants de l'ombre » (Jean-Claude Lattès) n'appartient-elle pas à cette catégorie ? Quels sont les rapports entre le génie du musicien et la folie dont il fut atteint (suicides manqués, épisodes délirants, etc.) ? Inversement l'œuvre subit-elle l'influence de la maladie ? La conclusion de Philippe André est, en tout cas, affirmative : la folie de Schumann fut accidentelle. L'essai biographique chez le même éditeur que le jeune musicologue allemand Frieder Reininghaus consacre à Schubert entend, lui, renouveler le genre non pas du côté de la psyché mais du côté politique et sociologique. On se souvient du livre fondamental sur Schubert de Brigitte Massin (voir « l'Unité » du 17 mars 1978), Reininghaus, portant à l'extrême l'une de ses hypothèses, transforme la courte vie de Schubert en une chronique de rébellion à l'ordre établi. Le voyage, la fuite et la beauté constitueraient des réponses illustrant ce combat politique. Brigitte Massin accordait, elle, tout autant d'importance à l'autre explication et l'on se souvient du rôle qu'elle faisait jouer à un rêve que Schubert avait longuement relaté.

Ecrit d'une plume, ô combien alerte ! — l'auteur est un authentique romancier — le portrait de Gioacchino Rossini que Frédéric Vitoux publie chez Mazarine n'explique pas le fameux silence du compositeur du « Barbier de Séville » : quarante opéras en dix-neuf ans et quarante ans sans opéras ? Serait-ce seulement l'apparition du romantisme qui expliquerait qu'aucune œuvre lyrique n'ait vu le jour après « Guillaume Tell » ? Pourtant il existe un Rossini sérieux à côté du Rossini bouffe : on commence à en mesurer la valeur. On lira d'autant plus cette biographie de Rossini qu'à notre connaissance c'est la seule à être disponible en langue française. Dans son « Mozart retrouvé » (« Temps actuels »), Alain Gueullette apporte quelques touches utiles et neuves sur les contradictions d'un génie qui n'a rien d'inconnu. Cela relève aussi de l'analyse de la psyché que ces hypothèses sur la cyclothymie de Mozart, sur ses obsessions morbides et sur ses difficultés à vivre parmi les autres.

S'agissant d'hommes qui ont vécu et composé, la question est-elle sans réponse pour reprendre le titre d'une œuvre du musicien américain Charles Ives, titre repris à son tour par le chef Leonard Bernstein pour son livre (« Diapason » -Robert Laffont), et qui regroupe des conférences prononcées à Harvard où les thèses sur un langage musical universel s'inspirent explicitement des travaux de Noam Chomsky ? Déjà les psychanalystes évoqués précédemment s'étaient penchés sur les rapports entre les paroles et la musique, dans le lied ou la mélodie.



Keystone

Giacomo Puccini.



Keystone

Franz Schubert.

Le directeur de l'Opéra du Rhin, lui-même metteur en scène d'opéra, René Terrasson, établit d'autres rapports entre le texte et la musique à propos de « Pelléas et Mélisande » de Claude Debussy (« Pelléas et Mélisande ou l'Initiation », publié chez Edimas). Terrasson, de manière claire et convaincante, montre les significations symboliques qui existent à la fois dans l'œuvre écrite de Maurice Maeterlinck et dans les structures musicales de Claude Debussy.

La notion d'interprétation est également riche d'analyses diverses et successives. Auteur d'une passionnante « Anthologie des interprètes » (« Stock-Musique » 1979), Claude Nanquette récidive avec « les Grands Interprètes romantiques » (Fayard) dont nous serions les héritiers. A l'aide d'extraits puisés auprès de grands écrivains ou de périodiques de l'époque — en une période où le compte rendu musical est d'autant plus précis qu'il n'existe que le concert et pas de moyens de retransmission — l'auteur nous trace le portrait d'une centaine d'artistes du chant, de chefs d'orchestre et de solistes dont nous n'avons conservé, en règle générale, que les noms : Felix Mendelssohn, Jean de Reské ou Mary Garden, Ferruccio Busoni, parmi tant d'autres.

Plus simple mais comportant mille neuf cents notices, le « Dictionnaire des interprètes » présenté par Alain Pâris (Robert Laffont, « Collection Bouquins ») sera d'un grand usage tout comme l'excellent « Guide Akaï du disque 1983 » (Livre de Poche) : ouvrage d'opinion, tranché et juste, qui indique la meilleure version d'une œuvre, répertoriée par ordre alphabétique d'auteurs.

Signalons enfin trois ouvrages à ambition encyclopédique : Marie-Claire Beltrando-Patier qu'entoure une équipe de jeunes musicologues présente une impressionnante « Histoire de la musique » (Bordas), de la musique occidentale du Moyen Age à nos jours. Histoire du langage musical et de ses relations avec la société qui situe les compositeurs et comporte une importante iconographie. Discutable sur certains plans, sur celui de l'opéra par exemple. Occasion de signaler la parution toute fraîche d'un ouvrage de Jacques Bourgeois « l'Opéra des origines à demain » (Julliard), fort savant et complet, mais parfois trop descriptif et ne tenant parfois pas assez compte d'hypothèses nouvelles (je songe à celles de Michel Cardoze sur Bizet, voir « l'Unité » du 2 avril 1982).



Keystone

Robert Schumann.

Deux volumes constituent le « Larousse de la musique » : au total sept mille cinq cents articles explicitent les termes techniques et l'univers de la musique. Impressionnant travail, des fascicules de mise à jour sont prévus. Enfin pour finir, on consultera avec plaisir et profit, en cette année du tricentenaire de sa naissance, le petit dictionnaire « Rameau », dû à Jean Malignon et paru chez Aubier. Qui a prétendu que la mode du livre de musique était finie ?

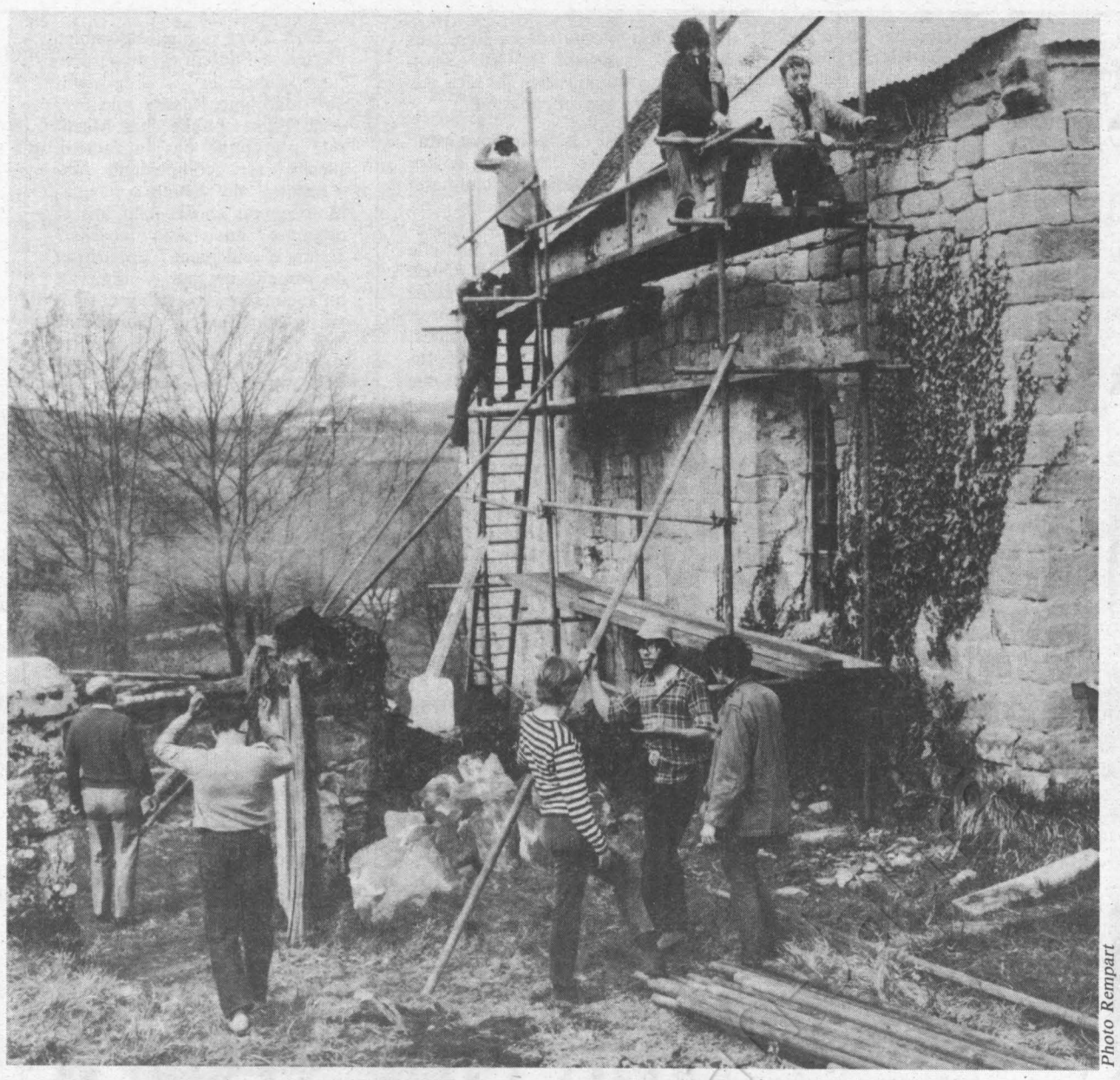


Photo Rempart

JEUNES : QUAND LE BENEVOLAT VA, TOUT VA

Ils sont lycéens, étudiants, salariés . . . ou rien de bien précis. Quelquefois sans problème, souvent très paumés. Mais tous ont fait un choix : le travail bénévole. Des motivations bien différentes : pour certains, c'est un complément de connaissances, pour les autres, la première et la seule, l'unique chance

PAR FRANÇOISE LORIOL

UN dimanche d'hiver. Le ciel gris. La pluie. Un jour pour aller au cinéma, écouter ou jouer de la musique, rester bien au chaud. Cependant, ils sont là. Un petit groupe : le responsable, l'animateur, deux ou trois bénévoles. Pas beaucoup, c'est vrai : la taille de la pierre se fait dehors, dans la cour de l'ancienne école monastique de cette vieille abbaye des Fossés, aujourd'hui démolie, mais qui eut, en son temps, autant de renom que Saint-Denis ou Saint-Germain-des-Prés.

Enfin, aujourd'hui, un sale temps : généralement, en week-end, ils se retrouvent six ou sept, travaillant qui une heure, ou deux ou trois, venant : ici, ils sont chez eux. En vacances, c'est encore autre chose, venus de tous horizons, les voici, une ribambelle de garçons et de filles. Mais oui, la pierre attire aussi les filles, la pierre ce n'est pas forcément une question de force, mais aussi de doigté. Scier, dégauchir, se servir d'un taillant droit ou brettelé, ils -elles voulaient l'apprendre : on leur a appris. Jean-Frédéric s'y est employé. Il connaît son affaire, il a même été à dure école : celle du compagnonnage. « La technique, dit-il, extra ! mais l'esprit... on accroche ou pas, c'est discutable, ambigu... enfin, j'ai modifié leurs conceptions... à ma manière. »

Toujours est-il que, depuis que ce chantier est ouvert, les travaux sont allés bon train, même si, vus de l'extérieur, ils paraissent traîner un peu : week-end, vacances, c'est tout — et ces gars tout de même, on ne va pas les faire pointer ! Dix ans depuis le premier débroussaillage, le déblaiement, les fouilles, l'étayage, les murs menaçants à démolir, d'autres à remonter, des voûtes à refaire... sans compter l'amélioration des infrastructures de la vie quotidienne... Au milieu des chapiteaux en attente dans le vaste jardin, des sculptures médiévales, des stèles gallo-romaines, et des énormes blocs de calcaire tout neufs qui viennent juste d'arriver, les jeunes expliquent.

Au début, que des ruines et aucun moyen financier ! Par la suite, la ville a subventionné, mais ça a été dur : « Faites ce que vous voulez, entendait-on, mais surtout que ça ne nous coûte rien ! On était un peu comme des squatters autorisés ! » Aujourd'hui, c'est différent, les subventions arrivent, l'association s'en occupe : une association d'histoire et archéologie, affiliée à l'Union Rempart (celle-ci créée en 1966 à la suite d'un mouvement d'opinion pour la sauvegarde du patrimoine).

Une association, aujourd'hui agréée au titre de l'éducation populaire, et qui a essaimé un peu partout, puisqu'elle regroupe une centaine de petites associations, du Nord à l'Aquitaine, de Normandie jusqu'au Languedoc... Tous ses membres sont bénévoles : encadrement, animation, participants. Ils paient même leur hébergement et leur nourriture : — de 15 à 35 F par jour, avec quelques variantes, tout dépend de la richesse de l'association, responsable de sa propre gestion...

Trois mille jeunes sont affiliés à Rempart, et on peut se demander, à les voir de leur plein gré s'engager dans un travail supplémentaire, souvent dur ou ingrat, non payé, de longue haleine, et dont ils voient rarement le résultat ultime, quelle est la finalité de leur action.

Monter, escalader des échafaudages, manier la pelle ou la truelle, s'égratigner les mains tous les week-ends pendant des mois pour débroussailler les ruines d'un pavillon Renaissance envahi par la végétation (comme à Septmonts, par exemple, arraché de haute lutte à une spéculation immobilière), n'est-ce qu'une activité physique qui participe au même phénomène de changement que faire du ski ou de la planche à voile — un sport en somme ? Des loisirs hors commun ? Qu'est-ce qui les anime ? La beauté de l'édifice ? Sa destination future ? Le plaisir d'être ensemble ? Alors j'interroge. D'abord, le oui global et enthousiaste en ce qui concerne la vie en commun : « On parle, on bouffe ensemble. » — « On rencontre des tas de gens. » — « Participer au même travail, c'est épatant. » — « On découvre une région. » Pierre : « Ça influence mes études, j'apprends sur le terrain. » Anne : « Je m'initie à une technique qui me tentait. » François : « Le travail qui avance, ça fait plaisir. » Une fille : « J'aime les vieilles pierres. » Une autre : « J'aime tout ! » Enfin ils aiment : c'est important d'aimer. Et même la démolition, qui plaît vraiment partout !... et à tous ! une sorte de défoulement et des cris de joie... mais attention... Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi n'importe comment ; quelques pierres sculptées, réemployées, réintroduites au cours des âges dans le mur à abattre, peuvent, inopinément se trouver là. Avoir l'œil, de la patience, freiner un enthousiasme intempestif.

« Tout se tient, dit un garçon, je ne peux pas dire que je préfère ça ou ça. Il y a l'ambiance... et même dans le village ! Les gens sont très contents, ils viennent voir comment les choses se déroulent, évoluent. Souvent, ils ont joué là quand ils étaient petits... »

On le voit, ces week-ends, ces vacances d'été prennent beaucoup de place dans leur vie — et même s'il y a quatre ou six heures de travail par jour (horaire choisi d'un commun

accord), même si les tâches ménagères (équitablement partagées entre filles et garçons) imposent un autre genre de contraintes, il y a place, l'été surtout, pour les excursions, les visites de chantiers voisins, les baignades, les projections, les fêtes qu'on organise, enfin quoi « c'est chouette ! »... et les maisons se consolident, les cryptes se dégagent, les lavoirs se couvrent de charpente.

En somme, deux ou trois semaines de paradis ? A les écouter, se conformer aux exigences d'une technique, se confronter à des réalités concrètes est loin de leur déplaire. Bien au contraire. Beaucoup y reviennent (30 %), suivent des stages spécialisés — stages de formation, d'animation, de spécialisation, stage des Monuments historiques, enfin toutes sortes de possibilités de perfectionnement. Il y a bien quelques cas où des exclusions ont dû être prononcées envers quelques tire-au-flanc qui croyaient se la couler douce, qui ne s'intègrent pas malgré quelques rappels gentils, mais dans l'ensemble, ce sont des jeunes très responsables, très motivés ; et de plus pour avoir accès à certains chantiers, au moment de leur candidature, ils doivent faire état de leur motivation.

Elitiste Rempart ? Certains le disent. Elitiste peut-être par la qualité des travaux qui sont réalisés, élitiste par la compétence de l'encadrement, la bonne volonté des participants qui s'autodisciplinent sans histoire... et sont ouverts aux choses de l'art. Nous y voilà. Une motivation qui leur paraît naturelle, mais ils ne connaissent pas l'insécurité matérielle ou affective : cadre familial, études, lectures... un milieu culturel favorable. Les statistiques le prouvent : 70 % des jeunes proviennent d'un milieu social aisé (professions libérales et cadres moyens) — 25 % sont des salariés (employés, secrétaires, imprimeurs, maquettistes... peu d'ouvriers). Tous partagent le même rythme de travail, les mêmes loisirs, parlent ensemble, apprennent à se connaître. Et dans la petite frange qui reste, ce sont des éléments venus d'ailleurs, depuis peu, et qui parfois posent problème.

Au départ, l'objet unique et impératif de cette association fut de sauver un bel édifice menacé. Le remettre en état. Un point c'est tout. Que les gens sensibilisés à ces choses-là se recrutent dans un milieu privilégié, c'est l'évidence, même si les associations partent d'initiatives locales. Les critères d'admission pour faire partie de Rempart sont épluchés, les modalités longues et sévères, chaque petite association devant connaître ses droits et ses devoirs. Des garanties très strictes de part et d'autre. Mais les chantiers sont ouverts à tous, toutes les compétences sont les bienvenues et l'artisan du village reçu à bras ouverts.

Au cours des années, d'autres buts se sont d'eux-mêmes imposés : « Une association de ce type ne peut vivre que dans l'enthousiasme », dit Jean-Luc. Restaurer un clocher ou une forteresse, consolider une échauguette ou une voûte romane, certes, des objectifs nobles et désintéressés, mais qui, pour certains, sont aujourd'hui insuffisants. La fonction sociale du site une fois rénové, sa réutilisation dans la vie actuelle paraît être une tendance qui s'accentue. Ainsi, dans un village céréalier, un moulin à vent du type « pivot » va être réutilisé pour promouvoir des énergies nouvelles. A Froissy-Dompierre, sera mise en circulation, dans un but touristique — dont bénéficiera la population locale —, une vieille ligne de chemin de fer, avec remise en état des machines et des wagons. Au château d'Asnières, toute une équipe de très jeunes, faisant partie d'un lycée technique, interviennent, à l'incitation de l'un de leur prof tous les mercredis, sur une partie (non classée) du bâtiment (Pacte avenir/éducation). Déblaiements, enduits, préparation des sols, etc., sous les yeux du responsable. Un éveil de vocations ? C'est beaucoup dire, mais pourquoi pas ? Pour la première fois, en tout cas, les voici intéressés à une œuvre d'art, les voici participant à un sauvetage de quelque chose dont ils ignoraient jusqu'à ce jour l'histoire, ou peut-être même l'existence, celui d'un bâtiment appartenant à leur village, donc un peu à eux, qu'ils soient riches ou pauvres. Déjà des concerts, des manifestations sont organisés dans certaines salles.

Un autre type d'action se développe depuis un certain temps : les stages de formation « Congés-cadres-jeunesse ». Des rencontres inattendues, celles des bénévoles avec ceux qui ne le sont pas tout à fait, puisque rétribués, selon leur âge, de 25 à 75 % du Smic. Une expérience nouvelle.

Qu'en pense un animateur-formateur ? Pour lui, aucun problème, et il cite le cas de quatre jeunes, venus à Chelles en stage de trois semaines : en dix jours, ils s'étaient familiarisés avec la technique de la pierre et avaient pris goût à la vie de chantier.

Jean-Pierre, lui, est moins enthousiaste : « J'encadre, j'anime, j'explique, mais... » Ce « mais » s'adresse, avec un soupir, à d'autres jeunes venus des C.a.s. « Certains accrochent, et d'autres pas ! Pas de motivation. Crainte de l'inconnu. Ils ne savent comment se positionner. Parfois des élans : « C'est bath », et puis plus rien ! Aucune rigueur dans leur comportement. » Et Jean-Pierre explique — il a l'air presque de se justifier — : « Vous comprenez, il y a des impératifs dans la qualité du travail ! Quand il s'agit d'une chose précise qui demande attention, ils rechignent. Tout ça les embête, à vrai dire. » Idem pour les jeunes venus de certains foyers éducatifs : « Il y a un problème relationnel... ça peut foutre en l'air un chantier, ça ! » Et il ajoute presque à regret : « Ce qu'il y a de bien chez le bénévole, c'est qu'il n'est pas pressé, il fait du bon boulot. »

Silence. Un ange passe. Il est couleur grisaille.

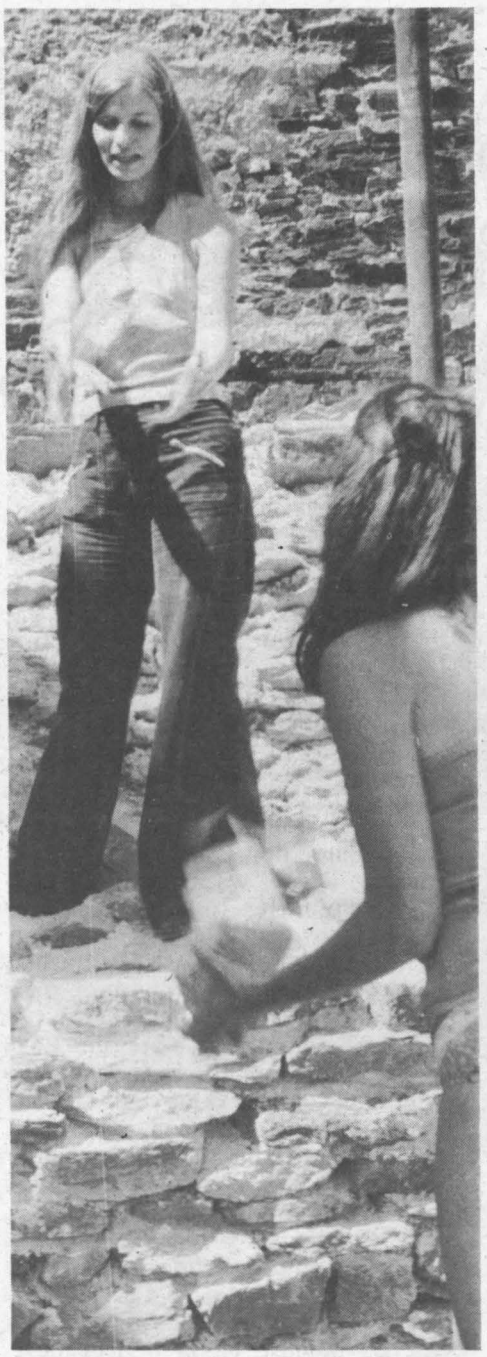
Jean-Luc (étudiant) explique que le chantier n'a pas toujours la structure d'accueil : « Il faut faire avec les moyens du bord, et... il faut être *solide*. » Mais, à son sens, pour un jeune, défavorisé au départ, mal dans sa peau, ces contacts ne peuvent être que bénéfiques.

Sauver le gars. Pas seulement l'église. Tout le monde en prend conscience : une qualification professionnelle, oui, bien sûr, mais encore faut-il, pour la réaliser dans de bonnes conditions, que le jeune en question, en situation psychologique difficile — et la plupart du temps en état d'échec scolaire (certains ne savent pas lire) —, soit doucement intégré dans un groupe qui lui donnera « envie de faire ». Le sortir de là — là, ce point névralgique où il souffre, enfermé en lui-même et conscient de ses manques. Pour ça, l'éloigner de son milieu habituel, l'installer dans un espace hors scolaire, tout en essayant de le remettre à niveau, et lui donner les rudiments d'une technique.

Un vaste projet pédagogique qui est la préoccupation des associations, et, parmi elles, celle de Etudes et Chantiers.

Le site, le château, la maison rurale sont le prétexte à un double sauvetage. Dans ce lieu de rencontres, où se mêlent différentes classes sociales, des jeunes étrangers de toute race et confession — « un dosage subtil à définir entre étudiants, sala-

(suite en page 26)





photos Rempart



COTRAVAUX
11, rue de Clichy - Paris IXe

Noms et adresses des dix associations :

— ALPES DE LUMIERE
Rue Saunerie-St-Michel-l'Observatoire à Forcalquier 04300

— COMPAGNONS BATISSEURS
5, rue des Immeubles - Industriels Paris XIe

— CONCORDIA
27, rue du Pont-Neuf - B.P. 238 75024 Paris Cedex 01

— ETUDES ET CHANTIERS
33, rue Campagne - Première Paris XIVe

— JEUNESSE ET RECONSTRUCTION
10, rue de Trévise - Paris IXe

— MOULIN DES APPRENTIS
23220 - Bonnat

— NEIGE ET MERVEILLES
St-Dalmas de Tende 06430 à Tende

— UNION REMPART
1, rue des Guillemites - Paris IVe

— S.j.m.c.p.
46, rue de Vaugirard - Paris VIe

— SERVICE CIVIL INTERNATIONAL
129, rue du Fb-Poissonnière Paris IXe

(suite de la page 25)

riés et marginaux » —, « il doit se passer quelque chose » ! L'insertion sociale des plus défavorisés ne peut se faire qu'avec la solidarité de tous.

Un accueil qui doit leur permettre de retrouver le goût du travail. Pas facile, quand ils ne veulent rien entendre ! Quand ils veulent tout ignorer du fil à plomb, du niveau ou de l'équerre... Alors on les laisse se dépatouiller, patauger, jusqu'à ce qu'ils viennent, d'eux-mêmes, demander.

Le chantier, c'est aussi l'occasion d'une ouverture : prendre en charge sa propre vie et l'inclure dans une vie collective dont on a aucune idée. Sortir d'un milieu rural et voisiner avec un citadin ou vice versa. Cohabiter avec un étudiant alors que soi-même on ne maîtrise ni le langage ni l'écriture. Une aventure. Et que de réactions, d'interrogations sur la notion d'argent de poche ou de bénévolat.

Alors des conflits ? Quelques points de friction, oui. « Mais c'est bien ainsi, explique un jeune d'Etudes et Chantiers. Du moment qu'on s'interroge, quelque chose peut se débloquer. C'est une prise de conscience à la suite de laquelle il est possible d'accepter les différences. » Pas facile à vivre quand on a seize ans.

Un chantier de jeunes, l'été, c'est donc une ouverture, un phénomène de sensibilisation, d'éveil, lié au brassage des vacances et à toutes sortes de découvertes, car il n'y a pas que le travail, bien entendu.

En prise directe sur les réalités matérielles et humaines, il permet une approche éducative la moins contraignante possible, dans ce qu'on pourrait appeler des « espaces de vie ». Cinquante-cinq lieux leur sont proposés : des chantiers de rivières (dégager les rives et le eaux), des



chantiers-sentiers (baliser), des chantiers écologiques (promotion de technologies douces), des chantiers de réhabilitation... Autant de ballons d'oxygène.

Mais le programme, si humain et intelligent soit-il, ne résout pas les attitudes. Cependant, quand un gosse se sentira revaloriser, quand on le surprendra radieux en train de se dire à lui-même : « Je suis capable de faire ça ! », et bien l'animateur comme le conducteur de travaux, comme le charpentier du coin qui lui aussi a participé à tout ça, tous diront « ouf », et nous leur dirons : « Chapeau, vous avez gagné ! »

La dimension psychologique a, on le voit, grande importance, et des répercussions tant sur l'épanouissement du jeune que sur la qualité de son travail. L'un ne va pas sans l'autre. Il est évident que la prise de conscience d'un gars qui a retrouvé son équilibre doit l'amener — pour le conserver — à se projeter à l'extérieur, en s'intéressant pleinement à ce travail constructif qu'est un chantier, en faisant donc, lui aussi, du « bon boulot ». Sinon c'est un pavé dans l'eau.

L'inciter donc à suivre un stage de qualification (programme des 16/18 ans) paraît donc par la suite être souhaitable, et une réponse. Il faut bien attraper la filière professionnelle... et n'y a-t-il pas toujours un « après » ?

A Cotravaux, on pense qu'il est trop tôt pour en juger, bien que l'aspect incitatif des chantiers a permis à certains de démarrer dans la vie, de prendre en main leur devenir : sans cette expérience, ils n'en auraient pas été capables. Certains deviennent à leur tour animateurs — mais il ne peut y avoir que des animateurs. Il en est qui sont intervenus dans leurs pays d'origine ; des petits groupes ont trouvé un sens au travail dans une action d'ensemble : sur le plan local, plusieurs, en effet, ont participé à la défense et à la rénovation de leur propre quartier, — les collectivités locales étant, on s'en doute, partie prenante. Trois ou quatre ont tenté une petite coopérative : peintre - maçon - plâtrier : ils mettent tout en commun, vivent modestement, n'ayant pas les mêmes besoins que d'autres, mais plus épanouis, plus contents.

Des idées naissent... Mais quoi qu'il arrive aux uns comme aux autres, privilégiés ou pas, leur regard envers les choses — et les gens — ne sera plus jamais le même. Plus ou moins consciemment, ils auront compris qu'il y a des liens, des analogies, entre l'individu et l'environnement, entre son propre équilibre et celui du cadre de vie. Le lieu où ils auront vécu quelque temps ensemble, et où chacun aura été à l'écoute de l'autre, leur servira sans doute d'aide-mémoire. Une action qui va dans le droit fil des souhaits et actions du ministre de la Jeunesse, Edwige Avice, qui exhortait récemment dans « l'Unité » les jeunes à ne plus « avoir peur de l'avenir mais à le faire ».

Pour ceux qui s'inquiéteraient de l'extension de ces chantiers de bénévoles portant prétendument préjudice aux entreprises de restauration spécialisées, ajoutons qu'une question écrite a effectivement été posée au gouvernement. Réponse : travaux effectués par ceux-ci et financés par l'Etat : 600 millions. Financement pour travaux effectués par le bénévoles : 3 millions — pour une même période.

UN BANQUIER QUI FONCE...

... AUSSI POUR LE PARTICULIER.

Nous sommes une banque spécialisée des P.M.E.

Nous vous proposons de vous traiter comme elles.

Nous pouvons, et avons la volonté, de le faire, car :

- Nous sommes et désirons rester une BANQUE A DIMENSION HUMAINE,
- nous avons toujours la solution à VOS PROBLEMES qu'ils soient de rémunération de votre épargne ou de financement de vos projets,
- vos dépôts nous permettent d'aider les entreprises.

BANQUE PARISIENNE DE CREDIT
« AU COEUR DE LA VIE DES P.M.E. »

S.S. 56, rue de Chateaudun - 75009 Paris
66 agences Paris banlieue province

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 18 FEVRIER

T.f.1 « Quelques hommes de bonne volonté », d'après Jules Romains. Adaptation de Marcel Jullian ; réalisation de François Villiers - nº 1 « Nous sommes tellement seuls » - 21 h 40

Mi-figue, mi-raisin... Cette formidable fresque (27 volumes) sur la France de la IIIe République imaginée par Romains pour servir de canevas à sa thèse philosophique de l'unanimisme paraît ici quelque peu écrasée, noyée. Les portraits de Jallez et Jerphanion, les étudiants de l'Ecole normale supérieure sont assez mal rendus par Jean-Claude Dauphin et Jean Barney, et Sampeyre, l'historien anar, est totalement invraisemblable sous les rides maquillées de Jean-Pierre Aumont. Les dialogues sont relativement plats et, seuls, Hélène Arié (Germaine Bader) et François Perrot (Gurau) nous dissuadent de tourner le bouton. Heureusement, la semaine prochaine, dès l'épisode nº 2, ça s'arrange. Grâce à l'arrivée fabuleuse de Quinette le Tueur, sous les traits de Jean-Claude Brialy qui est tout bonnement époustouflant.

A.2 Ciné-Club. Cycle Jean Rouch : « Moi, un Noir » - 23 heures

Premier long métrage de l'ethnologue cinéaste, « Moi un Noir » compte la migration de jeunes ingénieurs des terres centrales vers les villes de la Côte-d'Ivoire. Prix Louis Delluc 1958.

F.r.3 Vendredi : « Valérie, l'enfant qui devait mourir », de Jean-Marie Perthuis, 20 h 35

Ou comment avoir le droit de choisir entre l'hôpital et la mort. Un difficile et douloureux reportage.

SAMEDI 19 FEVRIER

A.2 « Theodor Chindler », de H.w. Geissendorfer, nº 5 - 21 h 50

F.r.3 « L'Oiseau-lyre », de Patrice Galbeau et Renaud Saint-Pierre - 20 h 35

Une rediffusion sur l'itinéraire poétique et humoristique de Jacques Prévert. Avec la participation d'Yves Montand et d'Anna Prucnal et des extraits inédits de films tournés par Prévert pour la radiotélévision belge.

DIMANCHE 20 FEVRIER

T.f.1 « Max et les Ferrailleurs », de Claude Sautet - 20 h 35

Un des meilleurs Sautet : comment un flic obsédé par le flagrant délit se retrouve tout d'un coup de l'autre côté de la barrière. Une des plongées au sein de la mentalité justicière le plus acérées. Et un constat de la fragile frontière qui sépare le droit chemin de la déviance. Piccoli superbe, Romy Schneider égale à elle-même et Bernard Fresson ultra-solide. A vos magnétoscopes !

A.2 « Chantez-le moi », de Jean-François Kahn : la chanson, de 1940 à 1944, deuxième partie - 20 h 35

« Roule, routier... dans les Balkans », de Bernard d'Abrigeon - 21 h 55

Les poids lourds, vus de l'Est. Avec un coup d'œil sur la Bulgarie qui compte la compagnie de camionnage la plus importante d'Europe (12 000 chauffeurs). Ici, ce job vaut un pesant d'or : un routier bulgare gagne cinq fois plus que le salaire minimal et peut posséder les fameuses « devises » qui permettent de tout acheter. En somme, avec les célèbres « grandes basses bulgares », les routiers sont les plus nantis. Donc, si l'on n'a pas de



« Commanche Station ».

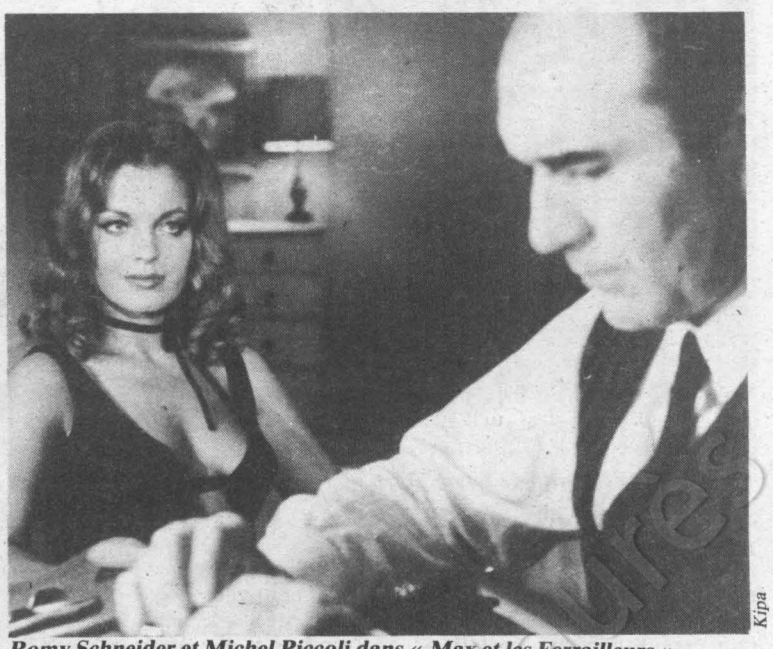
voix, il faut avoir des muscles...

F.r.3 « Boîte aux lettres », de Jérôme Garcin - 20 h 35

Jérôme Garcin, le seul rescapé de l'équipe d'« Ouvert le dimanche » propose une nouvelle émission littéraire pour offrir chaque semaine aux spectateurs l'actualité des livres et ouvrir l'antenne à quelques dossiers du style « Tanase », « la libération de Valadares », « le rachat de Hachette par Matra ». Participeront régulièrement à cette émission Jean-François Josselin, Pierre Combescot, etc.

Cinéma de minuit : « Johnny Eager », de Mervyn Le Roy - 22 h 30

Intrigue extrêmement compliquée : on pédale sec dans la choucroute du règlement de comptes et on voit se relever des morts qui ne sont pas morts mais qui mourront quand même. Avec Lana Turner, laquelle a su plus tard ce que fait divers veut dire...



Kipa

Romy Schneider et Michel Piccoli dans « Max et les Ferrailleurs ».



Kipa

Pierre Amoyal.

LUNDI 21 FEVRIER

T.f.1 « Midi, gare centrale », de Rudolph Mate - 20 h 35

Intrigue extrêmement compliquée : on re-pédale sec dans la choucroute du kidnapping et des poursuites infernales. Reprendre un comprimé d'aspirine si la dose nécessaire à F.r.3 la veille a cessé de faire effet.

A.2 « Le Grand Echiquier », de Jacques Chancel avec Pierre Amoyal - 20 h 35

Un super violoniste, Amoyal. Une valeur sûre, qui monte, monte, monte... Il jouera, ce soir, le « Liebesfreud » de Kreisler, le poème pour violon et orchestre de Chausson et le célèbre concerto en sol mineur de Max Bruch. Enchanteur...

F.r.3 « Le Fou du désert », Conrad Killian nº 3, de Jacques Trefouël - 20 h 35

Il est bien beau, Matthieu Carrière, au fond du désert...

MARDI 22 FEVRIER

T.f.1 Théâtre : « la Chambre de Marguerite », d'Isabelle Ehni et Michèle Lagneau - en coproduction avec le ministère de la Culture - 20 h 35

La mort de Marguerite Gautier, courtisane, vue par deux femmes et interprétée uniquement par des femmes. Un huis clos étouffant qui dit tout, avec une infinie pudeur, sur la condition féminine, au XIXe siècle. Extraordinaire interprétation de Martine Logier et d'Isabelle Ehni.

A.2 « Un flic », de Jean-Pierre Melville - 20 h 40

Pas le meilleur Melville mais, quand même, un climat. Une histoire de flic aux prises avec un chef de bande qui n'est autre que l'un de ses copains. Cruel dilemme, digne des stances du Cid. Avec Alain Delon, hélas ! mais Catherine Deneuve, youpi !

F.r.3 La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « le Trésor du pendu », de John Sturges et « Commanche Station », de Budd Roetticher - 20 h 35

Vraiment, cette fois-ci, bof... Le gangster et le cowboy, ras la frange ! Attendons le 15 mars, où Eddy nous proposera « la Mort aux trousses » et « Lifeboat », deux splendides Hitchcock...

MERCREDI 23 FEVRIER

T.f.1 Musique : « Stabat mater », de Rossini - en différé du Festival de Saint-Denis - 21 h 35

L'une des plus belles pages de Rossini. Bouleversant, splendidement écrit (avec un air pour ténor pas piqué des hannetons côté difficulté). Ce soir, Jean-Claude Casadesus dirige l'orchestre national de Lille avec, en solistes, Nicolaï Ghiuselev, Vinson Cole, Margarita Castro-Alberty et, surtout, Teresa Berganza dont le « Fac ut portem » est un instant inouï d'émotion brute.

A.2 Les cinq dernières minutes : « A bout de course », réalisation de Claude Loursais - 20 h 35

Le commissaire Cabrol part au galop dans une histoire de courses truquées et de P.m.u. louche. Trouvez donc le coupable à dix contre un...

« Joan Miro », de Gérard Patris, en coproduction avec le ministère de la Culture - 22 heures

Une évocation de Miro, cavalier seul de l'histoire de l'art. Avec une balade du côté de chez Maeght à Saint-Paul-de-Vence.

F.r.3 Théâtre : « la Cagnotte », de Labiche, mise en scène de Jean-Louis Martin Barbaz - en coproduction avec le ministère de la Culture - 20 h 35

Le périple d'une famille de petits bourgeois pantouflards, partis dépenser le capital de leur « cagnotte » à Paris. L'humour corrosif de Labiche, véritable sociologue avant la lettre.

JEUDI 24 FEVRIER

T.f.1 « Le Jardinier récalcitrant », téléfilm de Maurice Failevic - 20 h 35

Dans un futur proche où tous les aliments consommés dépendent de la « Société internationale d'alimentation nouvelle », un jardinier rebelle décide de faire pousser des produits naturels. Une leçon de résistance moins simpliste qu'il n'y paraît...

« Un continent perdu : les Pique-Talosse », de Hubert Knapp - 22 h 10

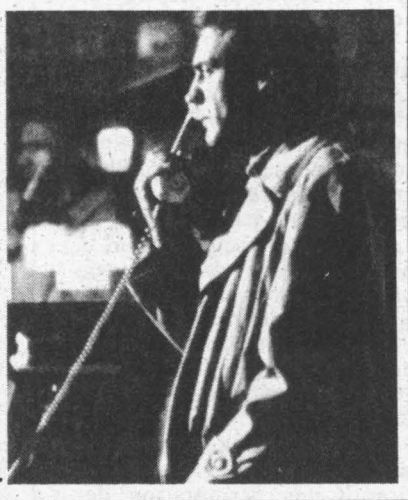
Le premier volet d'une série consacrée à la mémoire populaire collective. Aujourd'hui : Misson, petit village de 500 habitants au sud de la Chalosse.

A.2 « Résistances, magazine des droits de l'homme », de Bernard Langlois -20 h 35

F.r.3 Cinéma sans visa (voir encadré)

L'émission de la semaine : Cinéma sans visa, de Jean Lacouture : « le Couteau dans la tête », de Reinhart Hauff - Débat : vivre avec le terrorisme. Jeudi 24 février, F.r.3, 20 h 35 :

Un film plus que solide sur le terrorisme en R.f.a. La chasse à l'homme organisée par la police, l'obsession de l'acte terroriste, le huis clos d'une Allemagne essoufflée... Comme toujours, Bruno Ganz est magnifique, tourmenté, ambigu et Angela Winkler ne ment pas à la réputation qu'elle s'est construite après « l'Honneur perdu de Katharina Blum ». Un cinéma courageux, qui sait regarder les failles, les hontes et les blessures de son pays. Participeront au débat : Marcelle Padovani, auteur de « Vivre avec le terrorisme » (l'expérience italienne), Claude Bonjean, auteur de « le Jour où Baader », de Joseph Rovan, historien, spécialiste de l'Allemagne et Jean-Marcel Bouguereau, spécialiste du terrorisme. Pour exorciser nos démons.

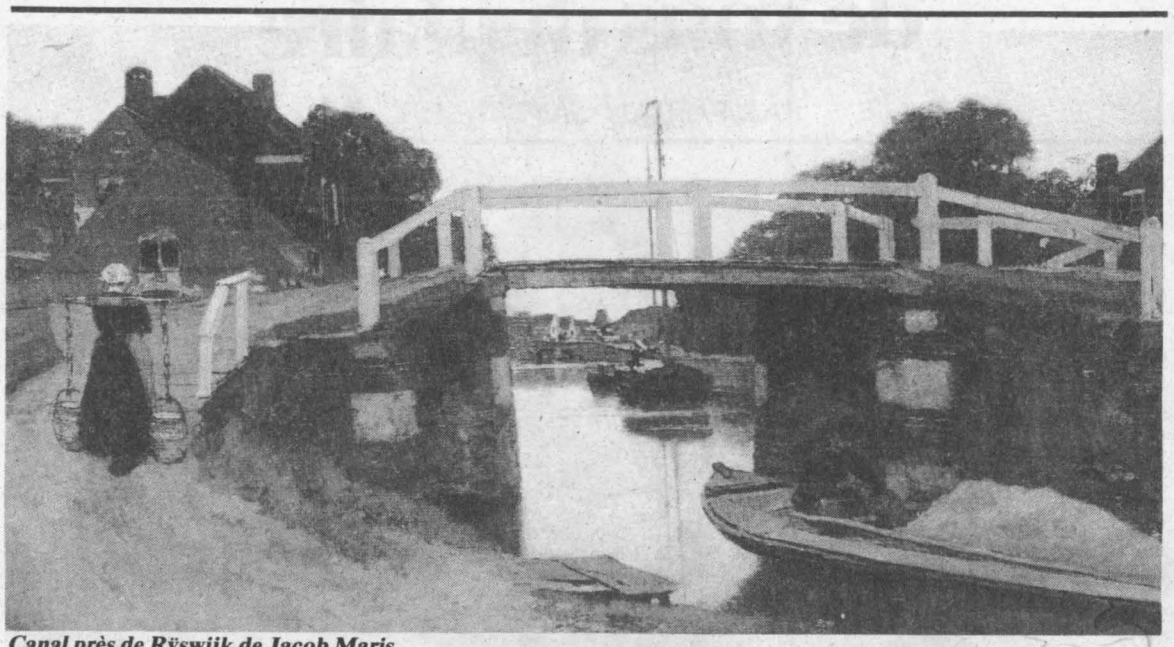


Bruno Ganz.

SPECIAL ARTS

La vie d'artiste

PAR LUCIEN CURZI



Canal près de Rÿswijk de Jacob Maris.

La Villette : entre le trop-plein et le « Kit »

Parure tracée au cordeau, que ponctuent fusains et buis comme il en va pour le jardin Renaissance de Chenonceaux ? Bocage, où alternent, non sans plan rigoureux, plantes odoriférantes, essenses rares, massifs de fleurs et circuit bizarre comme au jardin des Plantes ? Bois à dénivelés, bassins et tonnelles, cascatelles à effets comme à Tivoli ? Espace vallonné avec restaurant, plan d'eau, bosquet comme au parc floral de Vincennes ? Qui sait ce que sera le parc de 33 hectares de La Villette, dont une vingtaine de projets primés soumis, comme les nombreux autres, à un jury international, sont présentés ces temps-ci au centre Beaubourg ?

Bien malin serait celui qui devinerait l'issue du concours tout pacifique, quoique passionné, qui a retenu 9 lauréats ex aequo sur 470 propositions dessinées (et 800 inscriptions) puisque les jurés ont exigé des équipes du peloton de tête, qu'elles revoient ou, en tout cas, tentent de peaufiner ce qu'elles ont déjà su si bien réussir. Donc, les 24 et 25 mars, nous saurons tout, ou presque, sur la physionomie de ce parc qui, loin de combler un territoire en dérive, devrait témoigner des puissances créatrices de l'esprit. Situation heureuse car s'il n'y a pas absence de modèle derrière soi, il n'existe pas non plus de style auquel, dans le domaine des parcs, on puisse avec assurance se rattacher. Une fois n'est pas coutume : paysagistes et architectes donnent l'impression de travailler sans filets.

La tâche s'avère d'autant plus complexe, que le terrain à s'approprier couvre une superficie de 55 hectares, qu'il se situe au nord-est de la capitale entre les portes de Pantin et de La Villette, coincé entre une banlieue grise, ceinturé par le périphérique, traversé par le canal de l'Ourq dans sa longueur, bordé enfin, côté ville, par le bassin Saint-Denis. De surcroît, le parc englobe : le musée des Sciences et Techniques, soit le bâtiment construit au XIX[e] siècle par Jules de Mérindol, et dont la transformation avait été confiée sous Giscard à l'architecte Adrien Fainsilber ; une cité de la Musique, sans compter la halle de vingt mille mètres carrés placée sous la responsabilité des architectes Reichen et Robert. Réhabilitée, elle devra pouvoir accueillir des expositions (peut-être la Biennale de Paris), tournois sportifs, spectacles de théâtre et réunions politiques.

Aussi, sera-t-il difficile, à bien observer les contraintes, de choisir un projet qui, n'ignorant rien de celles-ci, ait cet avantage de relier organiquement le parc à la ville, le privilège au surplus de stimuler l'imagination, satisfaire la détente et, ménageant la surprise, favoriser des contrastes de matières, formes, couleurs et équipements.

C'est là un pari que le gouvernement de la gauche, rompant avec des décennies d'inertie, sinon les gaspillages (celui, entre autres célèbres, des fameux abattoirs « les plus modernes d'Europe », et démolis après trois ans, à peine, d'utilisation), a fait avec lui-même. Maintenant que l'idéologie des espaces verts, dominante pendant trente-cinq ans, est usée jusqu'à la trame, il est temps de relancer le débat sur les rapports que les habitants d'une ville, en particulier ceux des quartiers modestes, entretiennent, ou pourraient nouer, avec un royaume des loisirs, où les réponses à l'attente, voire aux désirs, viennent en partie des maîtres d'œuvre, pour partie aussi des visiteurs eux-mêmes.

Serait-il trop demander, par exemple, aux responsables d'ordonner un paysage inédit plutôt que neuf, rigoureux par la pensée qui, en profondeur la dilate et la fertilise, plutôt que de faire souscrire à une démonstration passéiste ? Ce souhait, nombre de Parisiens aimeraient qu'il s'exprime dans le réel, d'autant mieux au reste qu'ils se souviennent de l'affaire lamentable que fut l'envoi à la ferraille des anciennes halles de Baltard. Confiée en d'excellentes mains, en l'occurrence celles de François Barré, qui posa sur ses rails le Centre de création industrielle (pour se voir remercié peu après), la Mission du parc peut oser, les occasions étant, en l'espèce, aussi rares, que les courageux loin d'être légion.

Pour l'heure, on peut tout juste prendre la mesure de l'enjeu sans trop savoir si le programme sur lequel les équipes concurrentes ont dû plancher sera réalisé à la lettre ou deviendra l'objet d'un compromis. Il est tout au plus possible de rameuter les images rêvées et les jardins rêveurs auxquels elles ont songé : du potager carolingien aux douceurs géométriques du Generalife à Grenade, du bal-jardin des deux Restaurations au Caf'Con à attractions de la III[e] République (au siècle passé, on en dénombrait cinquante à Paris et une vingtaine à Londres), du Luna-Park (la Grande Roue et le Train fantôme) au parc américain, où la science-fiction le dispute au conte de fées.

Qui l'emportera ? Il est presque assuré qu'au moment où ces lignes paraîtront, esquisses et maquettes auront subi des modifications. N'empêche, le jury composé d'incorruptibles aura fort à faire, car chaque projet peut être défendu et amélioré. Le risque majeur, à notre sens, serait de préférer un projet qui, sous un prétexte de simplicité, confinerait au simplisme, comme il en a été lors du choix des architectes Renzo Piano et Rogers pour le centre Beaubourg.

En effet, une solution polyvalente et évolutive, qui autoriserait une permutation des sous-ensembles, c'est-à-dire d'activités ludiques, végétaux, kiosques, en faisceaux linéaires, ne serait-elle pas propre, à cette échelle, à créer une morne ambiance par suite de la répétitivité, un peu en somme comme il se dégage de la musique américaine contemporaine, sans que l'unité du tout soit perceptible ?

Il ne nous revient pas de trancher, bien sûr, faute de connaître le champion. D'ores et déjà, ne peut-on se poser, néanmoins des questions ? Entre le trop-plein et le « kit », il peut être préféré un projet charpenté, qui offre l'atout de multiplier les points de fuite, les niveaux et les alliages, un projet de vrai parc où densité soit conjuguée avec pauses respiratoires. Une vision, au total, d'architecte, qui ne soit ni délayée dans une bouillie du passé, ni subjuguée par ce que certains esthètes en mal de nouveauté, et faisant comparaître l'avenir, citent comme étant l'alpha et l'oméga de la création : un sacro-saint élan vers l'interchangeable, le manipulable. Le vide ?

« La Ville en ses jardins » — A propos du concours de La Villette. Centre Georges Pompidou, au C.C.I., mezzanine, Jusqu'au 4 avril (à partir du 25 mars, après délibérations du jury, le projet lauréat et les huit autres projets seront intégrés à l'exposition).

A l'occasion de cette manifestation, réédition du n° 5-6 de la revue « Traverses » (Jardins contre nature), 246 pages, 70 F.

Exposition : Les héritiers du « Siècle d'Or »

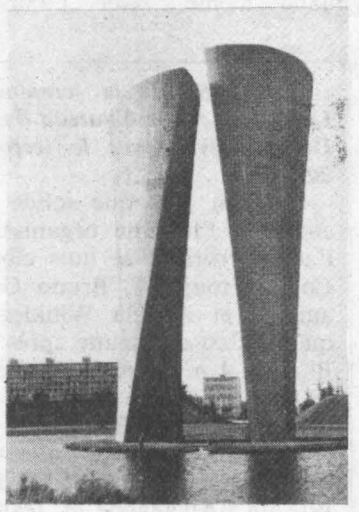
Il n'y a pas une bonne manière de peindre, d'autres à proscrire, comme il n'existe pas une seule façon de voir ou de comprendre le monde réel. Héritiers d'une solide tradition établie pendant le « Siècle d'Or » (XVII[e]) en Hollande, les artistes de La Haye, plutôt adeptes de l'art pour l'art, le prouvent, qui relancent, de 1870 à 1900, l'intérêt des amateurs anglais et néerlandais pour les thèmes bucoliques et maritimes.

Ces paysagistes se relient par l'esprit, aussi par la formation et la manière de poser le pinceau sur le tableau, aux grands devanciers, Ruisdaël, Cuyp, Hobbema qui, dans leurs œuvres, ont fait leur pays plus vaste, plus contrasté, plus dramatique aussi, qu'il n'était en réalité. Mais, en leur temps, ils observent plutôt les paysagistes français de Barbizon, en particulier Millet, Daubigny, Théodore Rousseau, qui romantisent avec caractère bois et animaux, comme les romantiques avaient sublimé les héros grecs, les fastes de l'Orient et les notables de leur temps.

Ils écartent systématiquement de leur vision tout ce qui paraît vicier un mode de vie « naturel » ; ils déforment les règles qu'ils se figurent former la base de toute beauté, surtout ce qui suggère la ville, l'industrie (exception faite du train, qui pointe son nez dans une toile de Gabriël), et les caracoles mondaines. Ces traditionnaires s'appliquent à bien cadrer, à saisir des effets de lumière, argentés d'abord, dorés plus tard, dans l'eau, un rocher, le flanc d'une vache. Le portrait ne les attire pas. Ils n'éprouvent pas le besoin de fixer des événements historiques. Ce sont des gens de plein air, qui courent sus au motif, pareils en cela aux impressionnistes qui, eux, iront beaucoup plus avant, faisant de la toile une cible bonne à cribler d'éléments lumineux.

En conséquence, les paysagistes de La Haye choisissent des thèmes usuels. De tels thèmes traités avec sincérité rencontrent bien sûr l'assentiment des collectionneurs, alors qu'en France, Pissarro, Monet et leurs courageux amis tireront longtemps le diable par la queue, avant que de s'imposer.

L'Ecole de La Haye, les artisans qui la composent, sont liés à un tronc commun naturaliste, où entrent beaucoup de discrète nostalgie et de sensualité dissimulée sous un lissé savamment abouti et une glaçure impeccable des huiles. Avec eux, guère de pâte éruptive pareille aux germinations, qui vont apparaître chez Van Gogh, ou cette intimité chromatique et symboliste à son début chère à Piet Mondrian, qui bouclent un siècle tout en prenant résolument pied sur le nôtre. A part Israëls, Roelofs, Bosboom surtout avec un « Intérieur de la synagogue à La Haye », et Witsen chez lesquels le geste même de peindre se prend parfois à trembler, la face de la peinture présente la qualité d'un miroir changeant, et pourtant identique à lui-même.



Chateau d'eau de Philolaos à Valence.

A quoi sont comme viscéralement soumis les artistes hollandais, dont l'oubli n'aura duré que... trois quarts de siècle ? A la quiétude trompeuse de la nature, à la subtilité des jus, qui virent à un verdâtre de ru pollué, surtout au dessin qu'ils pratiquent à la manière d'un culte inévitable. Mais quelle leçon de probité et de modestie ! ils semblent sans cesse avoir l'œil collé à une lorgnette, qui leur restitue le contour de chaque herbe et le poids du moindre souffle d'air.

Galeries nationales du Grand-Palais, place Clémenceau. Sauf mardi, chaque jour de 10 heures à 20 heures ; le mercredi jusqu'à 22 heures. Entrée : 10 F ; le samedi, 7F. Le petit Journal : 4,50 F. Jusqu'au 28 mars.

Guide pour une autre architecture

Décerné en même temps que le grand prix d'Architecture, le prix de la Critique architecturale récompense cette année un premier guide français du genre : « Rhône-Alpes » (L'Equerre) conçu et réalisé par une équipe de seize personnes, il se donne pour objectif de faire découvrir des chefs-d'œuvre inconnus dans l'architecture récente de la région.

Pour le grand public, il n'est en effet d'architecture reconnue que les églises romanes, les châteaux de la Renaissance ou les hôtels du XVIII[e] siècle. Ces monuments monopolisent les regards et le réflexe de visite. Dommage car, noyés dans la masse, souvent lamentable, de la construction des dernières décennies, certains bâtiments méritent mieux que l'indifférence.

L'équipe regroupée autour de Bernard Marrey a recensé six cents de ces lieux et de ces architectures, parfois modestes parfois époustouflantes, dont certaines méritent le détour.

Le tour d'horizon commence au siècle dernier finissant, avec ses grands hôtels et ses casinos, jusqu'aux plus récentes réalisations. A regretter, pourtant, l'absence de constructions représentatives des cinq dernières années ; les auteurs auraient-ils eu peur des récriminations ou préféraient-ils attendre la confirmation donnée par l'histoire avant d'élire eux-mêmes les fleurons de cette période ?

Au demeurant, l'ouvrage reste remarquable. Parce qu'il aborde tous les styles et, surtout, tous les genres, avec le même intérêt. L'architecture technique, avec ses barrages, ses châteaux d'eau et ses ouvrages d'art, voisine avec les églises, les établissements scolaires, le logement, les usines et même les sculptures. De quoi éveiller la curiosité, permettre à tout un chacun, habitant de cette région ou touriste, de la regarder d'un œil neuf. En espérant que cet exemple sera suivi de dizaines d'autres...

F. de G.

FRANÇOIS MITTERRAND:

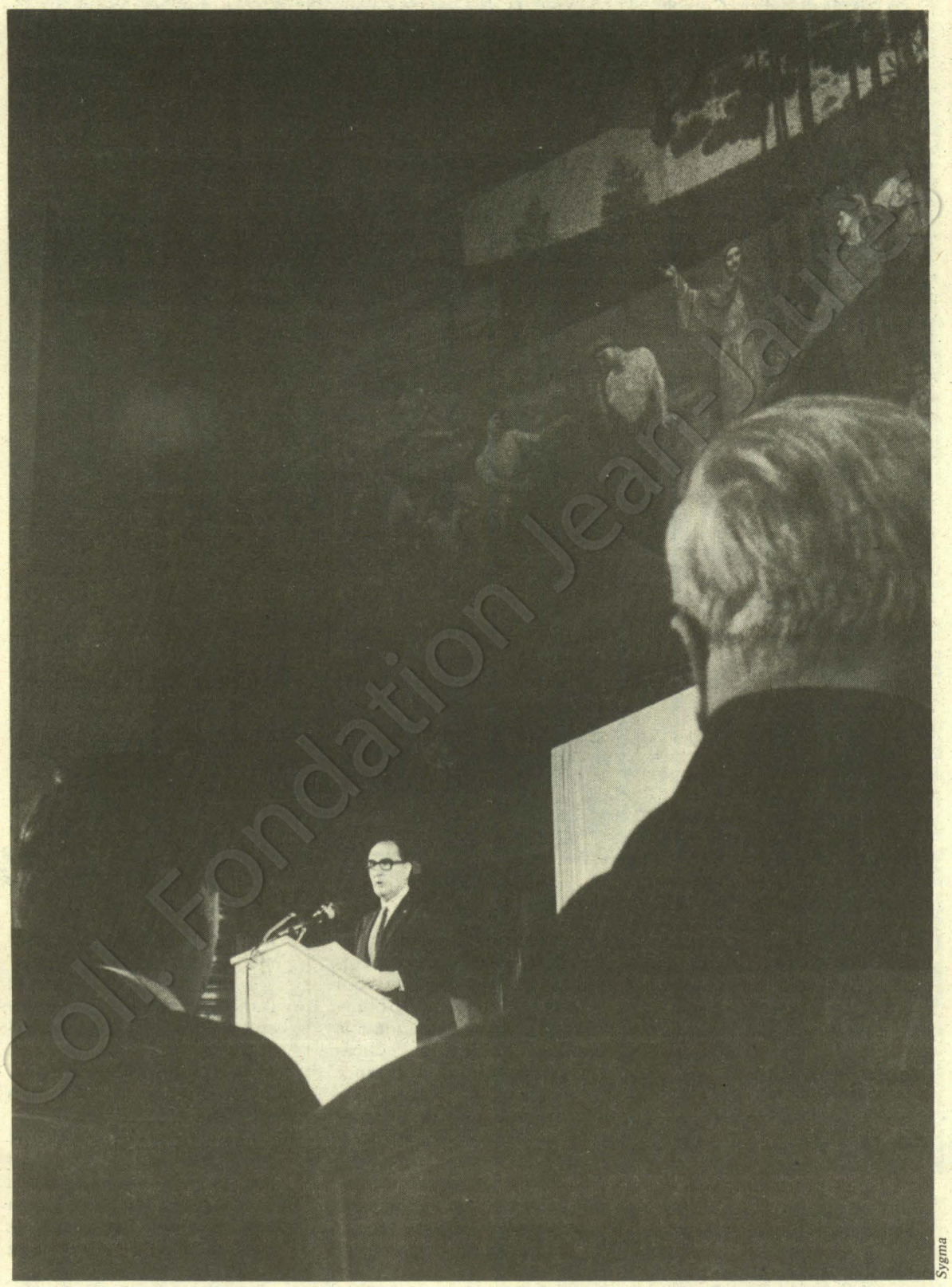
"Après les saisons du dogme et de la répétition revient le temps de l'invention"

SI les économistes ont fait faillite — c'est John Kenneth Galbraith, orfèvre en la matière, qui le déclara sans ambages — pourquoi ne pas laisser les créatifs, les artistes bref les saltimbanques prendre à bras-le-corps une crise que les géomètres n'ont su ni prévoir ni endiguer ? Schématiquement, c'était le thème du colloque « Création et développement » qui a réuni le week-end dernier à Paris quelques centaines d'intellectuels venus du monde entier.

Une incontestable réussite qui provoque pourtant dans la presse — et singulièrement dans celle qui se targue de faire dans le culturel — ricanements, fines bouches exaspérées et persiflages méprisants comme si le fait de réunir dans un amphithéâtre des gens aussi divers et talentueux que Graham Greene, Coppola, Bofill, Wassili, Léontieff, Elie Wiesel, Léopold Sédar Senghor, Susan Sontag, Kate Millet et tant d'autres ne relevait que d'une minable opération de pub ou d'un show sans signification. Curieuse condescendance à l'égard de gens, qui, pour la plupart, n'ayant plus rien à prouver, ne sont à l'affût ni de promotion publicitaire ni de voyages à Paris à l'œil ! A croire que, pour ces commentateurs, dès lors qu'on ne peut plus extraire la petite phrase assassine ou l'injure poniatowskienne d'un discours afin d'attiser une campagne qu'on voudrait plus musclée, les colloques ou autres rencontres ne présentent pas le moindre intérêt. Curieuse mesquinerie au ras des pâquerettes municipales de la part de journalistes, par ailleurs grands donneurs de leçons, et surprenante myopie de la part d'observateurs qui en dehors de l'analyse argumentée de leurs sondages quotidiens ne voient pas plus loin que le petit bout de la lorgnette hexagonale. Bref, du jamais vu à Paris auquel on préfère bien sûr les dernières éructations d'extrême droite des leaders de l'opposition. Mais comme dirait un connaisseur (1) : « Les chiens aboient la caravane socialiste passe. »

Ecrivain parmi ses pairs et ressenti comme tel par eux, le président de la République clôtura ces journées par un important discours que nous publions ci-dessous dans son intégralité. *N.C.*

(1) En l'occurrence Dominique Jammet dans son essai pamphlet « Lettre ouverte à la droite la plus mal à droite du monde ».



Sygma

PERMETTEZ-MOI, pour votre présence et pour vos débats, de vous dire ma gratitude. La présence à Paris de femmes et d'hommes de culture et de pensée, originaires des cinq continents, va droit à notre cœur. Signe de votre confiance envers notre nation, elle est en même temps invitation à rester fidèles à nous-mêmes et à croire contre vents et marées en la puissance des forces de l'esprit.

Une telle assemblée, en ces lieux, a déjà valeur de symbole. D'abord par sa composition : se trouvent ici réunies les disciplines intellectuelles les plus différentes : économistes, syndicalistes, industriels, artistes, écrivains, savants, techniciens, philosophes, chacun à sa façon, créateur. Certains ont pu regretter, au cours de ces journées, son caractère composite. J'y vois, au contraire, un signe de richesse, une promesse pour l'avenir. Finie l'époque où le savant et l'artiste, campant chacun sur son territoire, s'ignoraient l'un l'autre, comme appartenant à deux mondes étrangers. Saint-John Perse observait à propos du savant que « toute création de l'esprit est d'abord poétique » et ajoutait : « De cette nuit originelle où tâtonnent deux aveugles-nés, l'un équipé de l'outillage scientifique, l'autre assisté des seules fulgurations de l'intuition qui donc plus tôt remonte et plus chargé de phosphorence ! La réponse n'importe. Le mystère est commun et la grande aventure de l'esprit poétique ne le cède en rien aux aventures de la science moderne. » Même remarque dans l'œuvre de Prygogine — prix Nobel, ici présent — et d'Isabelle Stengers, lorsqu'ils convient le savant à « une écoute poétique du monde ». A l'inverse, l'art contemporain ne doit-il pas beaucoup à la technologie ? Je pense à Pierre Boulez, à Xenakis, à Besio, à Nono. Je pense au cinéma et aux nouvelles techniques de production de l'image électronique. Alliance féconde, au demeurant, qui répète celle de la Renaissance et de l'Encyclopédie qui surent déjà sceller le mariage de l'art et de la science. On m'objectera peut-être l'éternelle obscurité où se perdent les routes de l'avenir. Je répondrai en citant tour à tour un philosophe et un poète. « Ce n'est pas avec des idées claires, écrivait Peyerhabend, qu'on invente un sens nouveau : c'est un sens nouveau qui clarifie les intuitions absurdes des innovateurs. » Et Henri Michaux : « Tous ceux qui ont fait de grandes choses les ont faites pour sortir d'une difficulté, d'un cul-de-sac. » Même si le dialogue s'établit avec peine et se dénoue non sans orage, un mouvement est en marche. Pour avoir choisi d'inscrire tout à la fois la recherche scientifique et la culture au titre des priorités de mon action, je ne puis que me réjouir de les avoir ainsi appuyées par une assemblée aussi brillante et prestigieuse.

Les lieux mêmes où nous nous trouvons ce matin suscitent une deuxième observation. Il y a 700 ans — en 1283 — disparaissait Siger de Brabant, l'un des plus curieux maîtres de notre Sorbonne, phare intellectuel de l'Occident.

Si j'évoque ici cette figure, ce n'est pas seulement parce que nous sommes réunis là où il enseigna. C'est aussi parce qu'il existe quelque parenté entre la crise que nous vivons et celle de la fin du XIII[e] siècle. Parlant de celle-ci, Georges Duby écrivait : « Alors s'établit un désordre, mais qui fut rajeunissement et pour une part délivrance. Tourmentés, les hommes de ce temps le furent certainement plus que leurs ancêtres, mais par les tensions et les luttes d'une libération novatrice. Tous ceux d'entre eux capables de réflexion eurent en tout cas le sentiment, et parfois jusqu'au vertige, de la modernité de leur époque. Ils avaient conscience d'ouvrir les voies, de les frayer. Ils se sentaient des hommes nouveaux... »

Celui que Duby appelle « le plus grand des philosophes parisiens », offre le bel exemple d'une culture nourrie des autres cultures du

(suite en page 30)

suite de la page 29

monde. Aristote, dont Siger et ses disciples se réclament pour affirmer les droits de la raison, avait été traduit et commenté par les grands philosophes arabes, Avicenne et surtout Averroès. Et l'averrorisme latin, ô combien symbolique !, marqua en Occident une véritable prérenaissance.

C'est ce rajeunissement du monde qu'il nous faut préparer, à l'échelle cette fois de la planète. Aujourd'hui comme hier, du désordre doit naître un ordre supérieur. De l'absence de sens doit surgir un nouveau dessein. Et si le déséquilibre actuel résulte de la rupture d'un ressort culturel, s'il décourage les dynamismes et les initiatives, si l'environnement reste trop souvent étranger à ceux qui y vivent et y travaillent, notre tâche, votre tâche est alors d'inventer d'autres finalités, une civilisation du travail qui ne la sépare plus de la vie ni de l'esprit mais qui réunifie l'homme, jusque dans son quotidien.

Les philosophes de la Sorbonne se fixaient un idéal de magnanimité, vertu d'initiative, passion d'espérance, enthousiasme pour les tâches humaines, confiance dans les techniques. Cet idéal, en notre époque d'apparente morosité, je souhaite que chacun d'entre nous le fasse bien.

« Création et développement », tel est le thème de vos échanges de vues. Mais prenons-y garde. Le mot « crise » est lui-même impropre à qualifier les orages d'aujourd'hui. Il pourrait donner à penser qu'après la tourmente notre société reviendra à son état antérieur. Or, nous savons que ce n'est ni possible ni souhaitable. D'où l'erreur des théories économiques qui reposent sur l'espoir d'un retour à la croissance sous ses formes anciennes, alors que le plein emploi sera fondé sur des données nouvelles : sur le partage du savoir et du travail, sur la mise en valeur de l'intelligence de chacun, sur la ressource humaine au sein de chaque peuple.

Les doctrinaires de l'économie nous proposent des recettes qui ne réussissent nulle part. Le libéralisme mené à son terme logique conduit à la faillite du système qu'il prétend protéger. On en connaît les effets : chômage accru, disparitions d'entreprises, souffrances du plus grand nombre et soumission de tous à quelques-uns réputés les plus forts parce que les plus riches. Et le dirigisme d'Etat, la bureaucratie appliquée n'ont abouti à rien non plus. Ce sont là des systèmes engourdis qui répètent sans fin les notions fanées du siècle précédent.

Tirons-en la leçon. A la veille du troisième millénaire de notre ère, une attente angoissée habite à la fois les pays industrialisés, les pays du tiers monde, les peuples riches et les peuples pauvres, les vieilles nations et les nations jeunes. Après les saisons du dogme et de la répétition revient une fois encore le temps de l'invention. Quand les faits ne répondent plus aux schémas, quand les réponses reçues ne rendent compte de rien, le réalisme le plus vrai se place auprès de l'utopie.

Un conte de Lewis Carroll

Là réside l'ambition du projet français. Il étonnera peut-être parce qu'il est différent. La mauvaise foi voudra le travestir alors qu'il constitue une tentative originale d'une application prudente dans un monde difficile qu'il faut cependant changer.

Je citerai de Lewis Carroll ce conte minuscule : « Il était une fois une coïncidence qui était partie en promenade avec un tout petit accident : ils rencontrèrent une explication, une très vieille explication, si vieille qu'elle était courbée en deux et ratatinée et qu'elle ressemblait plutôt à une devinette. »

Après deux siècles d'asservissement d'abord des travailleurs puis d'approximations pour les en libérer, nous apprenons qu'il est possible et nécessaire de travailler et de produire différemment. Cela ne se fera pas d'un coup. Face aux inquiétudes immédiates, les gouvernements devront apprivoiser les facilités nouvelles. La robotisation, l'automatisation et, dans certains cas, une autre répartition du travail menacent de faire apparaître le chômage comme la brutale conséquence du progrès technologique. Les métiers se démodent vite. Des régions sont contraintes à la reconversion. Or, voici que se trace pour l'homme, jusqu'ici entravé, la perspective — et on lui en montre l'exigence — du renouvellement et de la mobilité.

Il ne dépendra que de nous d'utiliser pour le meilleur, les forces redoutables que les sciences mettent à notre disposition, car de quoi s'agit-il ? D'abord des hommes, et plus précisément de la relation entre leur vie et leur travail. Non seulement le plein emploi en nombre (que chacun ait un travail) mais encore le plein emploi des facultés. Or, on sait que ce plein emploi-là ne sera pas réalisé par le système de production que nous connaissons aujourd'hui.

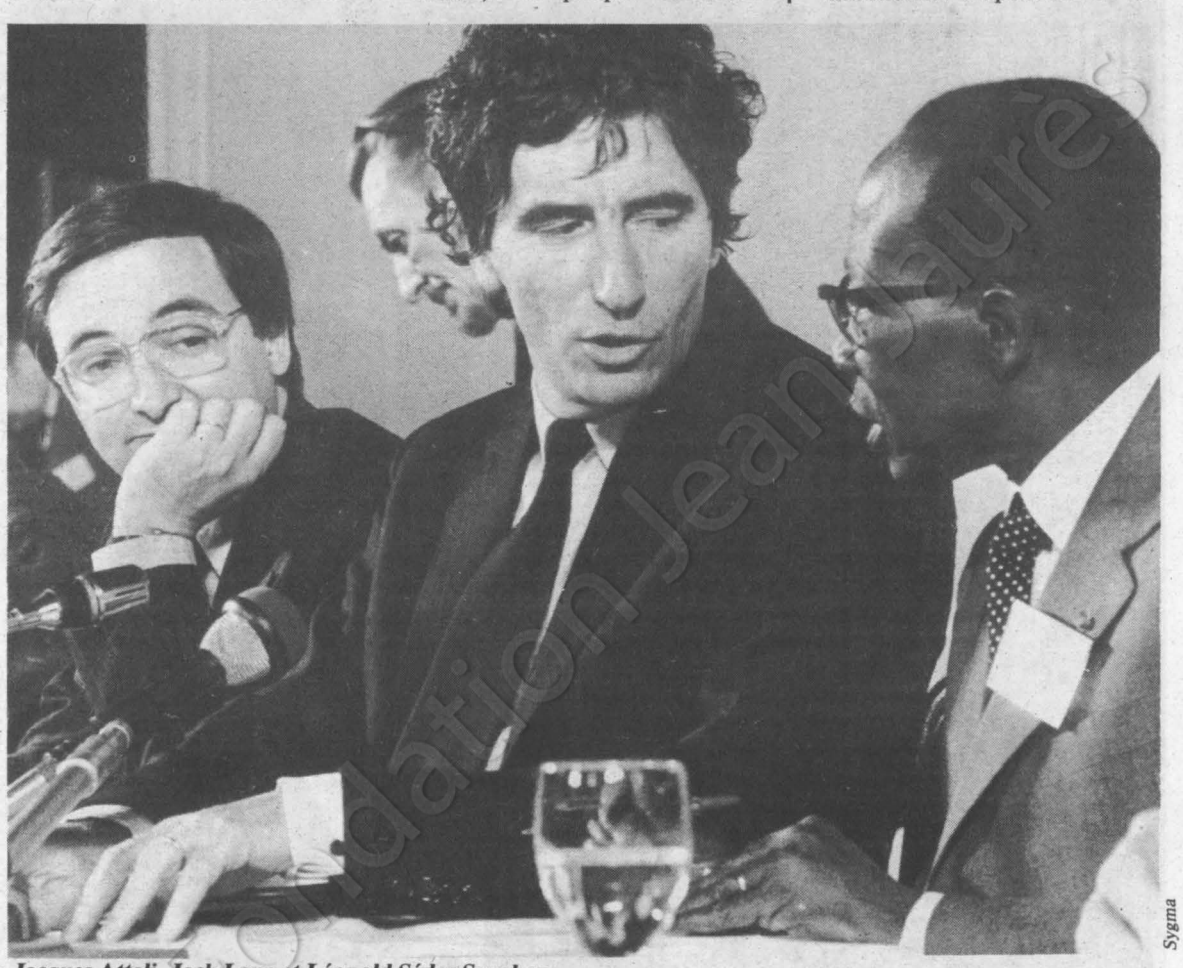
L'innovation est devenue un devoir. A ce titre, la culture et l'enseignement ont pour mission de préparer l'esprit à la naissance des possibles et, pour cela, d'assurer une éducation perpétuelle de la disponibilité. Une formation plus adaptée réhabilitera la fonction même de l'enseignement, laissera le champ libre aux évolutions, sans jamais rien figer d'irréductible, et préservera la capacité continue d'apprendre. Plus qu'un autre, un peuple de haut niveau culturel conquiert lui-même ses chances. On méditera l'exemple des pays qui résistent le mieux aux bourrasques de notre époque : le pourcentage élevé de l'éducation supérieure, l'importance de moyens de communication, l'ouverture internationale, le développement de la lecture, l'apprentissage, dès l'école, de la culture technique informatique expliquent, dans tous les cas, les réussites industrielles et commerciales.

Ainsi la création devient facteur de développement et les activités culturelles s'affirment parmi les secteurs en expansion autour desquels s'organise l'avenir. Une meilleure répartition du travail, le renouvellement de la formation professionnelle, le temps libre ou choisi leur ouvrent des espaces neufs.

Mais la création change aussi par elle-même la nature du développement, comme l'électronique bouleverse les systèmes de traitement, de diffusion de l'information et de la communication. Précisément l'industrialisation de produits tels que les micro-ordinateurs, les magnétoscopes, les vidéodisques rend accessible aux individus, aux groupes, aux organismes de tous ordres des outils de traitement et de stockage de l'information jusqu'ici réservées aux grandes organisations centralisées. Au moment où les techniques de télécommunication multiplient les connexions entre ces outils et donc les échanges entre leurs détenteurs, la France s'est donné des objectifs ambitieux afin de disposer des compétences et des savoir-faire. Mais ces outils seraient sans réelle utilité et les efforts consentis pour maîtriser les technologies correspondantes risqueraient d'avoir été consentis en vain, si nous n'étions pas en mesure de produire les programmes, de fournir les services et de disposer des femmes et des hommes capables de s'en servir. Céder au mirage de la technologie serait suicidaire, si ne se maintenait l'aptitude à alimenter ces réseaux de communication.

L'originalité du projet français se situe à cette intersection : investir dans la formation technologique et, d'un même mouvement, investir dans la création artistique et intellectuelle.

C'est pourquoi, malgré les contraintes qui pèsent sur nos finances publiques, nous avons prioritairement accru en 1982 et 1983 le budget de la Culture et le budget de la Recherche.



Sygma

Jacques Attali, Jack Lang et Léopold Sédar Senghor.

Dégager l'avenir

Le jour où il décidait, en novembre dernier, de s'engager sur la voie du câblage en fibres optiques, notre gouvernement arrêtait un plan pour l'industrie des programmes. D'où une série de mesures destinées à irriguer l'ensemble du pays. Fondation de la première école nationale de création industrielle, réforme du cinéma, préparation d'une loi sur l'éducation artistique des jeunes, impulsion donnée aux activités musicales, théâtrales, picturales ; restauration active de notre patrimoine national qui, à lui seul, représente un prodigieux gisement d'images ; reconnaissance d'arts et techniques trop longtemps laissés en marge, comme les musiques populaires, le rock, le jazz, la bande dessinée, la photographie, la mode, le verre, le jouet, le meuble. Partout nous essayons, dans les régions, les départements, les communes, de corriger les effets des siècles de centralisation et d'éveiller les capacités créatrices éparses dans les profondeurs de notre peuple.

Il convient pour cela de joindre les deux bouts de la chaîne : d'un côté les investissements industriels les plus modernes, de l'autre l'imprégnation par l'esprit de création de toutes les fibres de notre société. Notre projet résulte d'une conviction ; les industries de la culture sont les industries de l'avenir. Industries de la communication ou industries du savoir, industries de programme ou d'industries de loisir, nous pensons, j'y insiste, qu'investir dans la culture, c'est investir dans l'économie, que c'est du même coup dégager l'avenir et contribuer de la sorte à rendre à la vie tout son sens.

C'est pourquoi je veux associer les chercheurs et les créateurs, premiers artisans du changement, à notre œuvre de redressement national. Ils sont de plus en plus présents à tous les échelons de l'Etat : les uns participant à des commissions de travail, d'autres assurant des tâches dans l'administration, certains appelés à de hautes fonctions. J'estime qu'aucune disposition nouvelle ne doit être décidée sans qu'elle ait été précédée de l'appel à leur contribution imaginative et critique. Ainsi pour l'élaboration de notre politique de la recherche ont eu lieu des états généraux qui, dans toute la France, ont réuni des hommes de sciences. De même pour notre politique culturelle dont les actes sont précédés de multiples consultations et doivent l'être encore davantage.

Il va de soi que cette réflexion prend inévitablement une dimension internationale. Nombreux sont et seront nos amis étrangers qui, comme ils le font aujourd'hui, prendront part à ce mouvement de renaissance artistique dans le cinéma comme dans la peinture, dans le théâtre comme dans l'architecture, dans la musique comme dans la recherche scientifique.

Une vraie culture est fécondée par les apports extérieurs. Même si votre conférence n'aboutit pas à des conclusions immédiatement opérationnelles, elle marque, croyez-moi, une étape. D'autres rencontres suivront. L'année prochaine se tiendra un deuxième rassemblement à l'instigation de la France. L'Unesco accueillera, à Paris, en 1990, les états généraux des cultures du monde.

Elie Wiesel m'a proposé aussi d'organiser bientôt dans cette ville une conférence internationale contre l'antisémitisme, le racisme et la haine, qui associerait trois cents personnalités du

Fondation Jean Jaurès

monde entier et plusieurs chefs d'Etat. J'accepte volontiers de lui offrir l'hospitalité et le patronage de la France.

Je souhaite également que l'Exposition universelle qui aura lieu chez nous en 1989 annonce avec force l'avènement d'une société de création et de communication où chacun aura retrouvé vigueur et appétit de vivre.

L'enrichissement individuel par le déploiement de la culture, le transfert du savoir doit devenir un mouvement perpétuel — entre nos pays et au sein de nos peuples.

De vos débats, nous constaterons plus vite que vous l'imaginez les retombées permanentes dans notre propre travail.

J'ai rendu publique, le mois dernier, l'intention manifestée par les élèves des 110 grandes écoles de France — ils sont 12 000 — de se mettre à la disposition de la formation technique des jeunes chômeurs. Pour organiser ce projet exemplaire de solidarité, un colloque comme le vôtre, que je présiderai, réunira bientôt les directeurs de ces grandes écoles. Et j'inviterai à y travailler, avec eux, de grands universitaires de vos pays spécialisés avec succès dans la formation et le transfert des connaissances — lesquels attirent les investissements et créent les nouveaux emplois.

Réapparaît ainsi, il nous appartient d'en prendre conscience, une notion capitale, trop longtemps oubliée : celle de l'évolution sociale qui doit accompagner les grandes mutations techniques et qui en est la condition même de survie.

Inséparable de la dimension mondiale

L'informatisation de la société provoquera une explosion de nouveaux besoins d'échanges, de communications, de connaissances qui ouvriront d'autres carrières et susciteront d'autres vocations.

Sortant ainsi du domaine des industries liées à l'informatisation et à la connaissance, on aboutira à une société qui les dépassera, qui se déploiera à partir d'elles, qui s'en servira comme d'un instrument pour ouvrir à l'activité de hommes de larges horizons. Comme le fit le passage de l'agriculture à l'industrie. Mais cette fois davantage car si l'industrialisation a accéléré le progrès sous forme « linéaire », ce nouveau développement et ses effets seront exponentiels.

N'oublions pas que cette marche en avant reste inséparable de la dimension mondiale sans laquelle les progrès qu'elle permet, les capacités qu'elle accroît, les activités qu'elle engendre seraient comme mutilés.

Le coût financier considérable, l'effort interne de solidarité sociale et l'interdépendance externe sont liés dans la nouvelle équation planétaire. Ce qui suppose de la part des sociétés « riches », mais minées de l'intérieur et de la part du tiers monde, d'épouser en commun les formes du développement. Il est inconcevable que s'élargisse encore, comme c'est le cas aujourd'hui, le fossé qui sépare les pays industriels des autres. Ils se sauveront tous ensemble ou pas du tout. La remise en état d'un ordre monétaire, le soutien des cours des matières premières, l'autosuffisance alimentaire, la production de ressources énergétiques diversifiées demeurent des objectifs impérieux et urgents. La France, à ce propos, prendra avant l'été des initiatives utiles.

Au nom de la France, je lance un appel solennel à tous les créateurs, à tous les chercheurs, à tous ceux qui dans les entreprises exercent leur part de création. Il ne peut y avoir de développement sans invention, sans risque, sans intelligence. L'homme ne pourra plus dans une société de savoir généralisé accepter de travailler sans créer ni participer aux décisions.



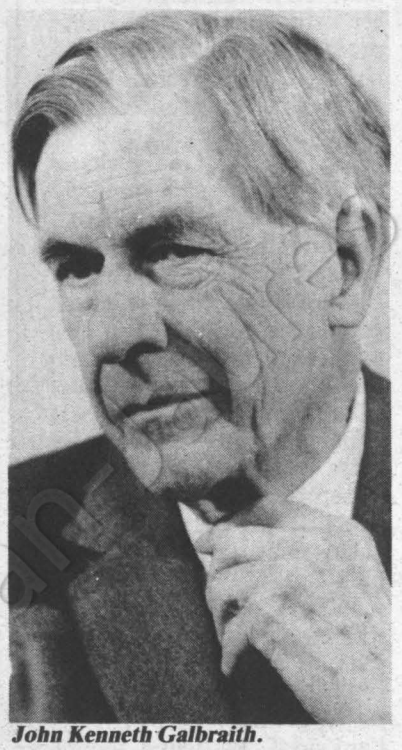
Sygma

Personnalités studieuses parmi lesquelles on reconnaît Ricardo Bofill, Claude Simon, Alain Robbe-Grillet, etc.

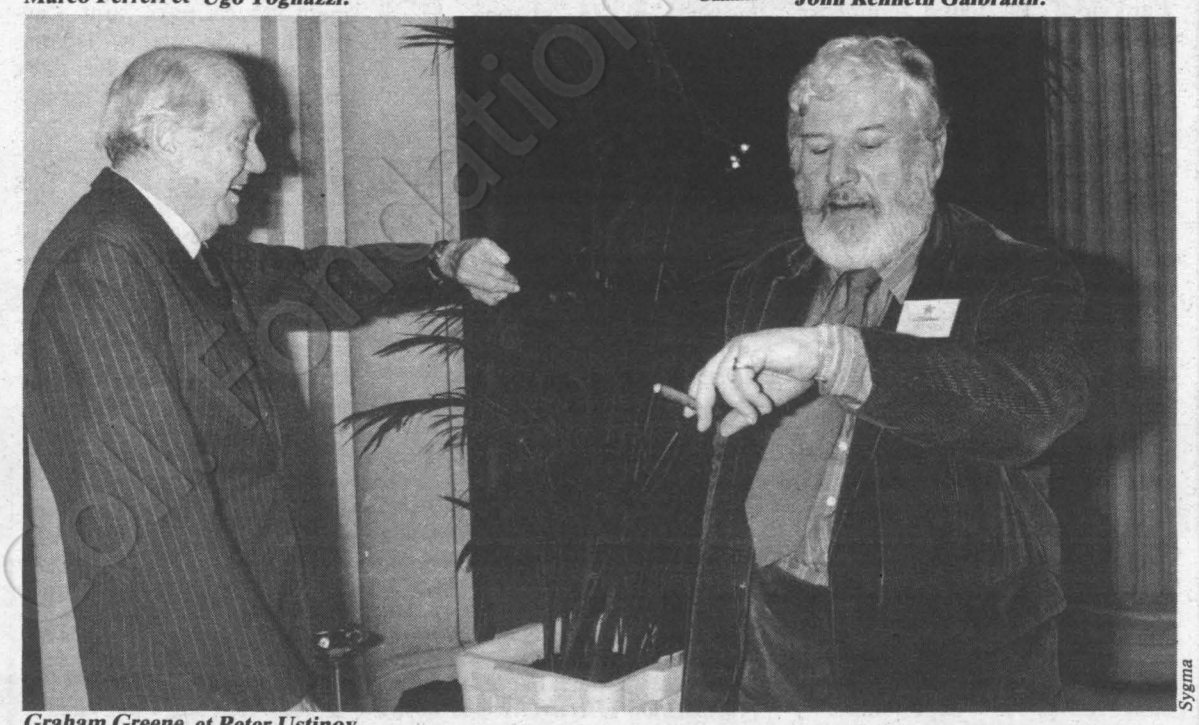


Gamma

Marco Ferreri et Ugo Tognazzi.



John Kenneth Galbraith.



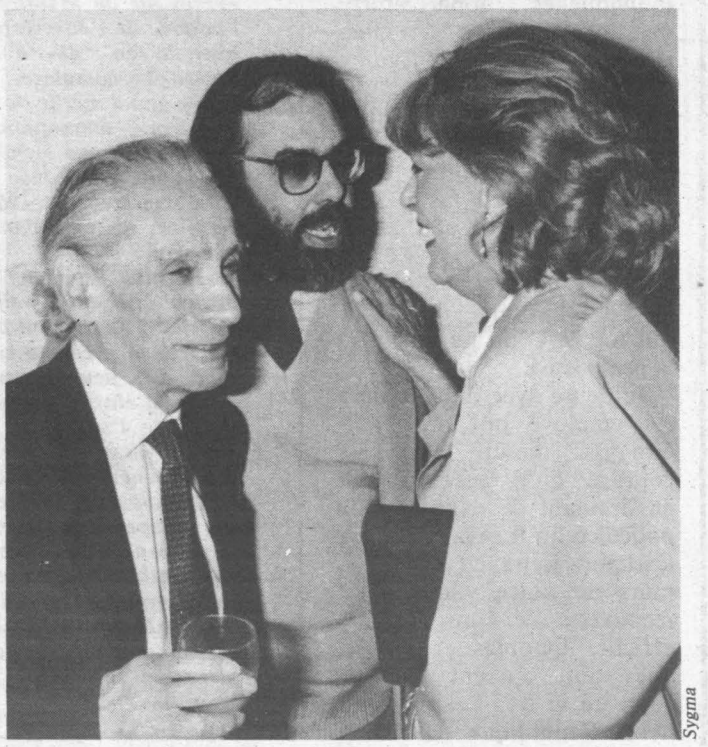
Sygma

Graham Greene et Peter Ustinov.



Gamma

Charles Trenet et Jean-Louis Barrault.



Sygma

Samuel Fuller, Francis Ford Coppola et Melina Mercouri.

« Jamais assez attentifs »

Mais l'Etat ne peut ni ne doit régenter les forces de l'imagination. Il appartient aux créateurs de reprendre dans le développement de nos sociétés leur rôle d'initiation et d'interpellation.

J'invite les hommes, les femmes de culture à venir partager leur savoir, à s'associer plus que jamais à la vie de la communauté. La cité tout entière en sera changée et peut-être même le sens profond de la politique.

J'invite les chercheurs à participer davantage aux responsabilités de la vie quotidienne, à tisser des liens nouveaux avec l'entreprise et à promouvoir le goût croissant de connaître.

J'invite les entrepreneurs et les travailleurs à affirmer leurs propres dimensions et à proclamer fièrement leur utilité sociale et leur rôle moteur. Produire et consommer, travailler et fabriquer, innover dans les techniques et les relations, c'est participer à la mise en place d'une société de création.

J'invite tous les citoyens par-delà cette salle à prendre en charge leur propre culture, à ne jamais accepter la culture comme un modèle imposé, contraire aux aspirations de la vie.

Mais, je demande qu'on me comprenne bien. Je n'invite personne à fermer les yeux sur le monde qui nous est donné aujourd'hui.

Nous avons à le transformer, pas à le fuir, moins encore à le nier. Sachons, face à lui, conserver la force de notre étonnement. Pour reprendre la parole de René Char, « nous ne serons jamais assez attentifs aux attitudes, à la cruauté, aux convulsions, aux inventions, aux blessures, à la beauté, aux jeux de cet enfant vivant près de nous avec ses trois mains, et qui se nomme le présent ».

En ces deux journées, vous aurez, chers amis, donné corps et âme à un message neuf. Ecoutons encore René Char et sachons regarder en face le soleil levant. ●

La chronique de Max Gallo



L'escarbille de l'expérience vécue

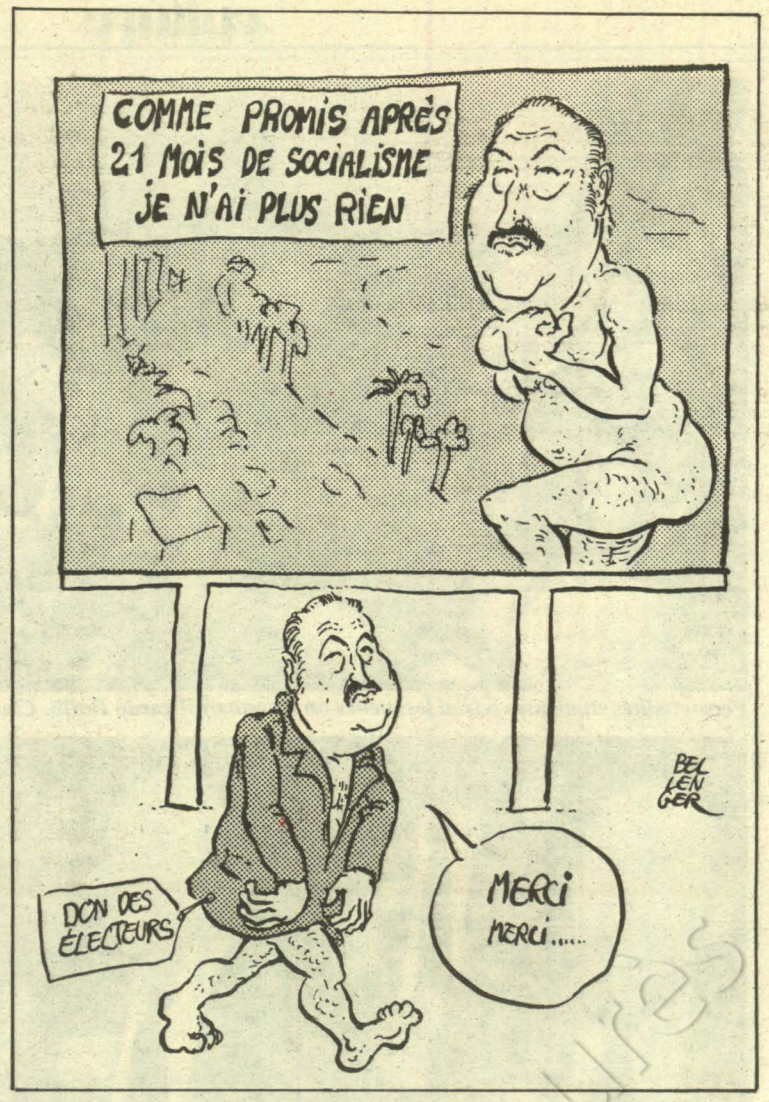
UNE petite femme aux cheveux bouclés, timide, les yeux vifs m'interpelle dans ce groupe de travailleurs en grève qui manifestent devant leur entreprise. Elle parle d'une voix basse et il faut qu'un délégué syndical reprenne ce qu'elle dit et l'explicite. Elle approuve, écoute, comme si cette histoire, son histoire, elle était incapable de la raconter mais seulement de la vivre et les mots du camarade la lui rendent encore plus douloureuse comme si elle apprenait une nouvelle fois que son mari, un chauffeur routier, a été tué dans un accident. Elle a témoigné au cours d'une émission de télévision (Droit de réponse) mettant en cause les conditions dans lesquelles son mari était contraint d'exercer son métier. Horaires prolongés, vigilance diminuée, fatigue accrue, accident. On l'a écoutée avec émotion sur le plateau de télévision. Il y a quelques années on donnait rarement la parole aux travailleurs. Loué soit le changement.

Elle est rentrée de Paris. Elle travaillait dans la même entreprise que celle de son mari. Son employeur l'a convoquée : « Vous aimez jouer les vedettes, vous recherchez la publicité, vous n'avez plus votre place ici dans mon entreprise. » Licenciée sans appel.

Un petit fait, une escarbille dans l'épaisse réalité sociale si mouvante avec les transformations positives qui la secouent, lois Auroux, retraite à 60 ans, et les résistances, les inerties et l'ankylose. La jeune femme a averti l'inspecteur du travail. Celui-ci trouve le renvoi injustifié. « Mais il ne peut rien pour l'instant, murmure la jeune femme. Et moi qu'est-ce que je fais », répète-t-elle. Rapport de forces : à chaque instant on les découvre, on mesure ses tensions qui innervent la vie sociale, chaque confrontation jouant pour ceux qui y sont impliqués le rôle d'un test, un moment de leur prise de conscience, un moment dans le sens d'une solidarité active avec le gouvernement ou au contraire amorçant une déception, appelant le scepticisme et bientôt déterminant la démobilisation.

Le choix politique — voter ou s'abstenir — totalisant toutes ces expériences individuelles apparemment anodines qui sont si ténues que parfois on les ignore d'un mouvement d'épaule. On a de si grands projets, on regarde loin devant soi, on débat au sommet entre créateurs et c'est juste, heureux, neuf et nécessaire. Mais l'escarbille de l'expérience vécue en a fait cligner de l'œil l'homme de la rue qui tout à coup ne voit plus la perspective.

Je pense avec inquiétude à cet employé qui n'a peut-être pas mesuré l'acte de courage qu'il accomplissait en décidant de déposer à la police ce qu'il savait. Depuis quelques jours en effet, les murs de notre ville étaient recouverts de l'une de ces affiches ignobles et grotesques qui tombent sous le coup de la loi. Le président de la République représenté



sous les traits d'un vampire, griffant de ses ongles crochus les seins d'une Marianne au buste dénudé. La bave et le sang coulent. A l'extrême droite, ici, on appelle sans doute cela de la propagande politique. Les autorités alertées ont agi avec la lenteur tranquille des fonctionnaires blasés qui n'ont, disent-ils, ni les moyens ni la chance de réussir à arrêter les afficheurs et à découvrir l'imprimerie. L'employé, lui, a relevé le numéro de la voiture de l'une de ces équipes qui parcourent la ville en toute impunité. Il pourrait même reconnaître les afficheurs. Il dépose son témoignage. Il signe.

Est-on sûr, s'il est licencié, soumis à des brimades, de réussir à le protéger, à le faire maintenir dans son emploi ou bien sera-t-on capable de lui en trouver un autre ? Et il n'a fait qu'accomplir son devoir de citoyen respectueux de la loi. Et qu'avait fait de plus l'épouse du camionneur tué sinon d'user de sa liberté d'expression ?

Et pourtant depuis mai 1981, le président de la République et le gouvernement de ce pays sont l'expression de cette légalité démocratique dont les deux travailleurs n'ont fait qu'utiliser les dispositions.

J'avoue — prudence excessive ou réalisme — que s'il m'avait consulté, j'aurais conseillé à l'employé désireux de rapporter ce qu'il avait vu, de prendre un délai de réflexion supplémentaire. Car je ne suis pas certain de pouvoir le défendre efficacement.

Peut-être est-ce que je me trompe et que la région d'où je parle est particulière. Mais à écouter Jacques Chirac, à deviner la haine « sous les masques » *(voir notre précédente chronique dans « l'Unité »)* je crains que le climat que je ressens ici ne soit avec quelques nuances celui de l'ensemble du pays. La droite endoctrine. La droite martelle. Impitoyable. Il faut ne pas avoir parcouru les rues et les marchés pour ne pas déceler les effets de cette campagne sur une minorité devenue fanatisée. Plus aucun argument raisonnable ne porte. On vous répond : « Je suis français, monsieur, je suis français, vous ruinez la France, c'est une honte. » Dans sa vie quotidienne l'interpellateur reconnaît que rien n'a changé. Mais il a peur et la peur déforme le visage et aveugle.

La droite tente de créer et d'entretenir ce climat d'inquiétude. A-t-on vu ces affiches représentant un immigré en burnous qui hurle « fais grève ou je cogne » ? Si l'on y ajoute celle représentant la femme dénudée à laquelle le socialisme après vingt mois n'aurait rien laissé, si l'on joint à cette vulgarité politique les thèmes chargés de suffisance et de mépris qui sont charriés par les différents pamphlets — baptisés essais — que les auteurs de droite publient, on mesure la vigueur et la tonalité de l'offensive.

Je ne porterais pas de diagnostic quant à sa réussite. Mais, de la zone où je me trouve, les caractéristiques en sont claires. La droite chevauche les idées et le vocabulaire de l'extrême droite.

Quand une radio libre (!) quotidiennement insulte les « socialo-communistes » qui sont des malfaiteurs associés, quand un élu ancien ministre commentant l'extradition de Barbie y voit une manœuvre électorale et ajoute, faisant allusion à l'abolition de la peine de mort : « Monsieur Mitterrand a pu donner l'assurance à monsieur Barbie qu'il ne risquait rien » ; quand sur la même radio il est dit que monsieur Mitterrand applique la politique de monsieur Allende renversé par les manifestations de femmes et de camionneurs ; quand il n'est question que de « rouges », doit-on parler de paranoïa locale, de cas spécifiques ou bien de l'expression mise à nu dans des conditions particulières — de lieu et de personne — de l'idéologie actuelle de la droite ?

Certes il faut raison garder. Ces excès sont signes de faiblesse autant que de détermination, gesticulation autant que préparation. Mais à ne pas répondre coup pour coup, à ne pas faire appliquer de manière rigoureuse la loi par ceux dont c'est la fonction, à ne pas défendre cette jeune femme et cet employé qui tout en ne respectant que la loi ont pris des risques, on ne se concilierait personne. On perdrait seulement le soutien de ceux qui, pour le dire en un mot, nous ont élus. Auraient-ils tort ?

La mort de Waldeck Rochet

Dès l'annonce de sa mort, les dirigeants du P.c.f. et les anciens du Parti comme Philippe Robrieux se sont rejoints pour lui rendre hommage. Même si une horrible maladie avait complètement écarté Waldeck Rochet de la vie politique depuis près de 15 ans, sa disparition effective frappe de tristesse tous ceux qui l'ont connu. Successeur de Maurice Thorez, on a souvent dit de lui qu'il fut l'homme de l'ouverture, celui qui avait fait sortir le Parti communiste de son « ghetto ». L'histoire montrera que les choses étaient un peu plus complexes.

Le grand mérite de Waldeck Rochet est d'avoir compris l'un des premiers — alors que la direction du P.c.f. s'efforçait d'en atténuer la portée — que le XX^e^ Congrès du P.c.u.s. et le fameux rapport Khrouchtchev de 1956 constituaient un événement irréversible. Mais c'est seulement en 1964 qu'il accéda au secrétariat général et put entraîner son parti dans une voie nouvelle. Encore n'y parvint-il pas sans mal.

L'ayant beaucoup approché à cette époque, je sais quelles difficultés il eut à vaincre avant de pouvoir faire entériner par le Comité central réuni à Drancy le 23 septembre 1965 le soutien du P.c.f. à la première candidature présidentielle de François Mitterrand. Les deux hommes se connaissaient encore assez peu. Ils apprirent alors à s'apprécier et à s'estimer. De là naquit en tout cas l'idée de l'union de la gauche et du programme commun de gouvernement qui allait connaître encore quinze années de vicissitudes avant de triompher au printemps de 1981.

Entre-temps, Waldeck Rochet qui n'avait pas supporté l'entrée des troupes soviétiques à Prague en août 1968 — c'est sous son impulsion personnelle que le P.c.f. avait exprimé aussitôt sa réprobation — disparaissait de la scène. Sa présence à la tête de son parti avait été relativement brève. Mais elle avait laissé une empreinte profonde. Waldeck Rochet n'aura pas su que la gauche est au pouvoir en France. Il restera pourtant comme l'un des artisans de sa victoire.

CLAUDE ESTIER

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325